

2015

RAPPORT ANNUEL

**LA BALANCE DES PAIEMENTS
ET LA POSITION EXTÉRIEURE
DE LA FRANCE**



ISSN 0292-6733

BANQUE DE FRANCE

DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES

Direction
de la Balance des paiements

Direction
des Enquêtes et Statistiques sectorielles

« Aucune représentation ou reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L122-5 2^e et 3^e a) du *Code de la propriété intellectuelle* ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L122-10 dudit *Code*. »

SOMMAIRE

VUE D'ENSEMBLE	7
CHAPITRE 1 LE COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	13
1 Les biens	14
1 1 Les échanges de marchandises	14
1 2 Les autres composantes des échanges de biens : avitaillement, soutage et négocié international	16
2 Les services	17
2 1 Les services de transport	17
2 2 Les voyages	17
2 3 Les autres services	19
3 Les revenus primaires	20
3 1 La rémunération des salariés	20
3 2 Les revenus d'investissements directs	20
3 3 Les revenus d'investissements de portefeuille	21
3 4 Les revenus des « autres investissements » et des avoirs de réserve	21
4 Les revenus secondaires	21
CHAPITRE 2 LE COMPTE FINANCIER	23
1 Les investissements directs	24
1 1 Les investissements directs français à l'étranger	24
1 2 Les investissements directs étrangers en France	25
2 Les investissements de portefeuille	26
2 1 Les investissements de portefeuille des non-résidents en titres français	27
2 2 Les investissements de portefeuille des résidents en titres étrangers	27
3 Les instruments financiers dérivés	28
4 Les autres investissements	29
4 1 Les prêts et emprunts des institutions financières monétaires (IFM hors banque centrale)	29
4 2 Les prêts et emprunts hors IFM	30

SOMMAIRE

CHAPITRE 3 LA POSITION EXTÉRIEURE	31
1 Les investissements directs entre la France et l'étranger	33
1 1 Le stock d'investissements directs français à l'étranger	33
1 2 Le stock d'investissements directs étrangers en France	34
2 Les investissements de portefeuille	36
2 1 Les investissements de portefeuille des résidents en titres étrangers	36
2 2 Les investissements de portefeuille des non-résidents en titres français	37
3 Les instruments financiers dérivés	37
4 Les autres investissements (position de prêts-emprunts)	38
BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2014 ET 2015 – PRÉSENTATION DÉTAILLÉE	39
ANNEXES	
Partie I Glossaire	A1
Partie II Définition des zones géographiques	A7
Partie III Balance des paiements – révisions des données 2013 et 2014	A9
Partie IV Position extérieure – révisions des données 2013 et 2014	A11

Les tableaux statistiques complémentaires ne sont pas repris dans le Rapport annuel « *La balance des paiements et la position extérieure de la France* », mais sont en revanche disponibles sur le site internet de la Banque de France à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/balance-des-paiements-et-economie-internationale/la-balance-des-paiements/rapport-annuel-de-la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure-de-la-france.html>

ENCADRÉS

1 La facture énergétique	9
2 Le négocie international et le travail à façon : un reflet de l'intégration dans les « chaînes de valeur mondiales »	9
3 La mesure des échanges de biens et services de la France selon l'approche « en valeur ajoutée » : un éclairage complémentaire sur la mondialisation	15
4 État des lieux des dépenses des touristes français à l'étranger en 2015	19
5 Les transferts avec les institutions de l'Union européenne	22
6 Les stocks et les revenus des investissements directs étrangers en France en fonction du pays de l'investisseur ultime	34

| VUE D'ENSEMBLE

Le solde des transactions courantes présente pour l'ensemble de l'année 2015 un déficit de 4,4 milliards d'euros, nettement moindre que celui de 2014 (- 22,8 milliards). Rapporté au PIB, le solde des transactions courantes s'établit à - 0,2%, au lieu de - 1,1% en 2014, largement en deçà des limites de - 4% et + 6% fixées par la Commission européenne dans le cadre de la surveillance des déséquilibres macroéconomiques.

Le solde, déficitaire, des biens s'améliore mais celui, excédentaire, des services diminue. Le solde global biens plus services évolue cependant positivement.

L'amélioration du solde des biens – qui comprend les marchandises FAB/FAB¹ et le négoce international – tient avant tout à la réduction importante de la facture énergétique qui se poursuit tout au long de l'année 2015, le solde des marchandises hors énergie se dégradant par rapport à 2014 de - 4,3 à - 7,1 milliards.

T0-1 Principaux soldes des transactions courantes

(en milliards d'euros)

	2013	2014	2015
Transactions courantes	- 18,5	- 22,8	- 4,4
(en % du PIB)	- 0,9	- 1,1	- 0,2
Biens ^{a)}	- 42,6	- 40,5	- 24,0
Services	19,6	16,9	8,8
Revenus primaires ^{b)}	49,2	47,8	52,0
Revenus secondaires ^{b)}	- 44,6	- 47,0	- 41,1

a) Les échanges de biens sont établis à partir des statistiques douanières et de mesures complémentaires.

b) Les revenus primaires représentent les flux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissements ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyer »). Les impôts et subventions sur les produits et la production sont également inclus. Les revenus secondaires retracent les transferts courants entre résidents et non-résidents.

Source : Banque de France.

T0-2 Exportations et importations de biens et de services

(en milliards d'euros)

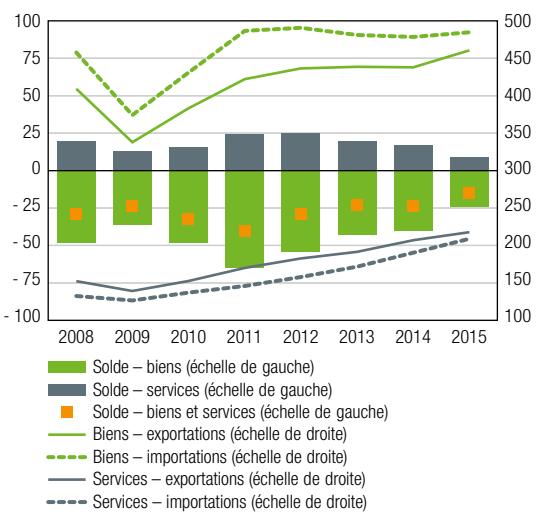
	2014	2015
Biens		
Exportations	438,0	460,7
Croissance en %	- 0,1	5,2
Importations	478,5	484,7
Croissance en %	- 0,6	1,3
Services		
Exportations	207,1	217,8
Croissance en %	8,2	5,2
Importations	190,2	209,0
Croissance en %	10,7	9,9

Source : Banque de France.

G0-1 Exportations (recettes) et importations (dépenses) de biens et de services

(en milliards d'euros)

soldes flux



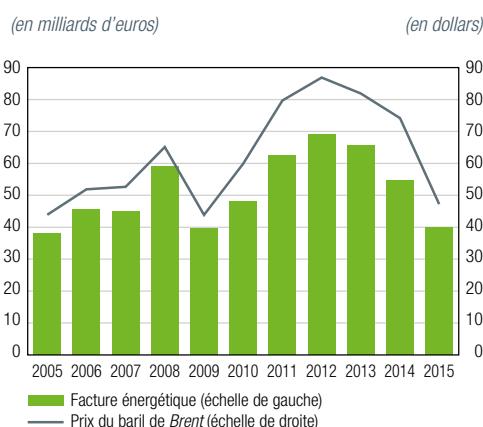
Source : Banque de France.

1 Franco à bord, c'est-à-dire à leur valeur au passage de la frontière, hors coût des assurances et du fret.

ENCADRÉ 1

La facture énergétique

En 2015, la « facture énergétique » (solde importateur de produits bruts et raffinés) baisse d'environ 15 milliards par rapport à 2014. Cela s'explique essentiellement par la variation des prix des matières premières énergétiques. Le prix du Brent a ainsi été divisé pratiquement par deux depuis 2013, avec une accélération sensible en 2015, passant de 82 dollars en moyenne en 2013 à 74 dollars en 2014, puis 47 dollars en 2015.

Évolutions comparées de la facture énergétique et du prix du pétrole

Source : Banque de France.

Les exportations de biens progressent fortement, de plus de 20 milliards en un an, atteignant 461 milliards d'euros.

Cette évolution reflète notamment le dynamisme des livraisons des industries aéronautiques et spatiales (+ 11,4 % en 2015 selon les données douanières), des industries du luxe (+ 9,2 %), des matériels militaires et des produits pharmaceutiques et agroalimentaires. Au total, les exportations de marchandises progressent de + 4,2 % et les exportations de biens, qui incluent également le négoce, de + 5,2 %.

Le solde des opérations de négoce international progresse de 2,4 milliards par rapport à 2014, pour atteindre + 23,2 milliards. Cette performance est acquise dans un contexte où le négoce international (cf. encadré 2) reflète le développement de fabrications effectuées dans plusieurs pays.

Dans le même temps, **les importations de biens** augmentent, hors énergie, de 24,7 milliards, en lien notamment avec le dynamisme de la consommation des ménages (+ 1,5 % en 2015, source Insee). Cette hausse concerne la plupart des produits manufac-

ENCADRÉ 2

Le négoce international et le travail à façon : un reflet de l'intégration dans les « chaînes de valeur mondiales »

Les échanges au sein des « chaînes de valeur mondiales » sont retracés en particulier dans deux lignes de la balance des paiements établies par la Banque de France :

- le « négoce international » qui enregistre la circulation de biens changeant de propriétaire économique lors de leur cycle de transformation ou de consommation ;
- le « travail à façon » qui enregistre la circulation des biens sans changement de propriétaire mais à des fins de transformation ; ces transformations ou améliorations sont enregistrées en « services de fabrication », en application des normes statistiques internationales.

Dans la balance des paiements française, les exportations nettes de négoce international reflètent principalement des processus mondiaux de fabrication au sein des entreprises de l'automobile, de l'aéronautique et de l'agroalimentaire.

En 2015, on distingue nettement, en matière de négoce, les industries gérant ces processus de fabrication mondiaux, avec les progressions les plus fortes : + 7,4 milliards par rapport à 2014. À l'inverse, le repli des prix de nombreuses matières premières (notamment pétrole, gaz, uranium), se traduit par un recul de 3,5 milliards des activités de négoce des grands groupes présents sur ces filières.

turés, notamment l'automobile (+ 8,7 %), les produits électroniques et informatiques (+ 9 %), le textile et l'habillement, ainsi que les achats de machines industrielles et agricoles.

Le solde des services atteint 8,8 milliards en 2015, en baisse continue depuis 2012 où il atteignait 24,9 milliards.

T0-3 Soldes des échanges de services

(en milliards d'euros)

	2014	2015
Services	16,9	8,8
Transports	- 2,9	- 3,7
Voyages	7,1	6,8
Autres services ^{a)}	12,7	5,7

a) Cf. détail dans le tableau statistique 1.6 « Autres services » consultable sur le site Internet de la Banque de France.

Source : Banque de France.

Le solde des services de transports se détériore de 1,8 milliard et atteint – 3,7 milliards, alors qu'il était à l'équilibre en 2012. Cela reflète un gain de parts de marché des opérateurs étrangers dans les transports routier et aérien.

Les recettes du poste « voyages », en repli de 2,4 milliards, s'établissent à 41,4 milliards. Elles ont été affectées par les attentats à Paris et par la crise économique d'un certain nombre de pays émergents, en particulier le Brésil et la Russie.

Les dépenses des Français à l'étranger diminuent aussi, dans une moindre mesure toutefois (– 2,1 milliards).

Au total, le solde des voyages affiche un excédent de 6,8 milliards, après 7,1 milliards en 2014.

À l'exception des services de construction et de télécommunication, les importations de l'ensemble des autres services sont en forte hausse. La progression est particulièrement marquée pour les services de fabrication (travail à façon, + 2,5 milliards), les commissions payées pour l'usage de la propriété intellectuelle (+ 3,4 milliards) et les services techniques, professionnels et de gestion (+ 10,7 milliards au total).

Les échanges de biens et services de la France se font principalement avec les autres pays européens, en particulier l'Allemagne. L'essentiel du déficit français des biens et services provient des échanges avec le

T0-4 Ventilation géographique des échanges de biens et de services en 2015

(en %)

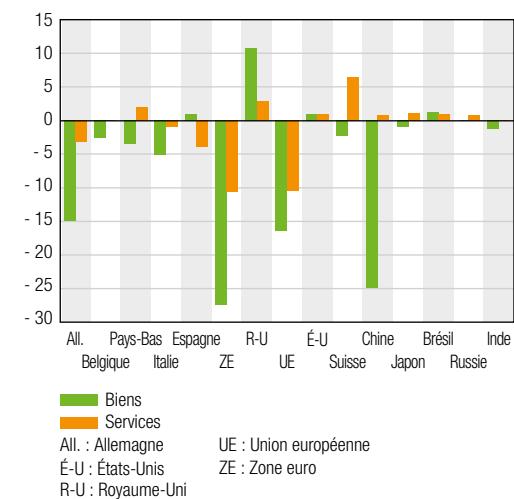
	Biens a)	Services a)
Allemagne	14,5	12,3
Belgique	7,5	6,1
Pays-Bas	4,1	5,2
Italie	7,3	5,0
Espagne	6,7	5,2
Zone euro	45,2	42,3
Royaume-Uni	5,4	11,5
Union européenne	57,0	58,6
États-Unis	6,7	10,9
Suisse	2,6	5,6
Chine	6,6	2,2
Japon	1,5	1,0
Brésil	0,7	0,8
Russie	1,3	0,8
Inde	0,9	0,8
Monde	100,0	100,0

a) Exportations + importations.

Sources : Douanes, Banque de France.

G0-2 Ventilation géographique des soldes des biens et des services en 2015

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

reste de la zone euro (– 38 milliards). En dehors de la zone euro, c'est avec la Chine que les déficits sont les plus élevés (– 24 milliards), tandis qu'un excédent est dégagé des échanges réalisés avec le Royaume-Uni (+ 13 milliards).

Il faut toutefois tenir compte du fait qu'une part des exportations françaises à destination des pays de la zone euro entre dans la fabrication de biens eux-mêmes exportés hors zone euro. Sur la base de l'utilisateur final des biens, il apparaît que ce sont les pays hors zone euro qui constituent le premier débouché du commerce extérieur de la France. Il apparaît aussi qu'en moyenne pour l'ensemble des biens exportés, les services entrant dans les processus de fabrication constituent un paramètre important de compétitivité².

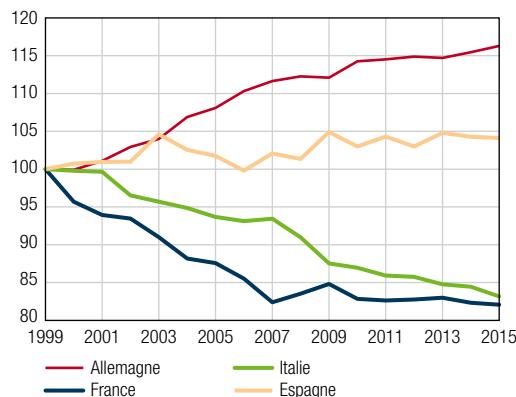
La performance du commerce extérieur français s'inscrit donc dans une interdépendance avec les pays de la zone euro, qui sont notamment les premiers partenaires dans les chaînes internationales de fabrication, qui se combine à une mise en concurrence, mondiale, sur les débouchés finaux hors Europe, dont le poids est prépondérant.

Dans ce contexte, au sein de l'ensemble composé des quatre plus grandes économies de la zone euro, les parts de marché à l'exportation de la France, après

2 Voir encadré n° 3 dans le chapitre 1 ci-après ainsi que l'étude « L'insertion commerciale de la France mesurée en valeur ajoutée » du Bulletin Mensuel de la Banque de France, n° 205, p. 25, mai -juin 2016.

G0-3 Évolution des parts de marché des exportations de biens et services entre les 4 principaux pays de la zone euro

(base 100 = 1999)



Sources : Banque de France, Eurostat.

une baisse marquée au début des années 2000, sont relativement stables sur la période la plus récente. L'Italie présente une baisse plus continue. L'Allemagne et, dans une moindre mesure, l'Espagne voient leurs parts de marché augmenter graduellement.

L'excédent des revenus dits primaires (dividendes et coupons, revenus des travailleurs frontaliers, notamment) s'établit à 52,0 milliards après 47,8 milliards en 2014. Cette amélioration est principalement attribuable à une hausse des dividendes reçus.

Les rémunérations des travailleurs frontaliers français progressent de plus de 2,0 milliards, pour atteindre 20,6 milliards en 2015, en raison de la poursuite de la hausse du nombre de personnes concernées, principalement en Suisse et au Luxembourg, et de l'appréciation du franc suisse.

T0-5 Soldes des revenus

(en milliards d'euros)

	2014	2015
Revenus primaires	47,8	52,0
Rémunérations des salariés	17,4	19,1
Revenus des investissements	22,0	23,2
Autres revenus primaires	8,3	9,6
Revenus secondaires	- 47,0	- 41,1
Revenus secondaires des administrations publiques	- 28,3	- 24,3
Revenus secondaires des autres secteurs dont envois de fonds des travailleurs	- 18,7	- 16,8
	- 8,8	- 9,5

Source : Banque de France.

Le déficit des autres revenus se réduit de manière significative en 2015, passant de - 47,0 milliards à - 41,1 milliards.

Les comptes des administrations publiques présentent le gain le plus significatif, en raison notamment des impôts et pénalités payés par des contribuables français au titre des déclarations rectificatives des avoirs détenus à l'étranger et non préalablement déclarés (en hausse de près de 1,5 milliard). Par ailleurs la prise en compte en 2014 d'une amende de 4,6 milliards acquittée par un grand groupe bancaire français crée un effet de base positif pour 2015.

La hausse sensible (+ 7,5 %, soit 0,7 milliard, pour un montant représentant 9,5 milliards) des envois de fonds des travailleurs joue en sens inverse.

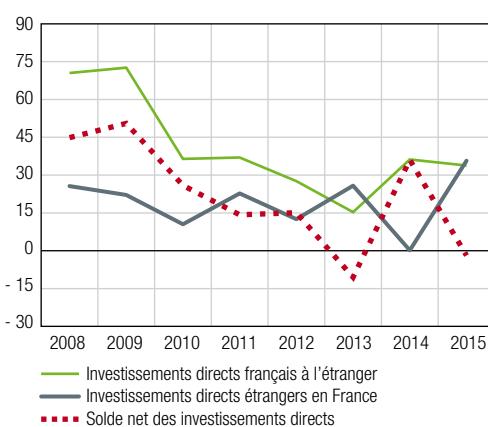
Les investissements étrangers en France reprennent, la dette externe s'accroît³

Les investissements directs étrangers en France s'établissent à 36 milliards, en particulier, l'opération de fusion entre deux grands groupes cimentiers a abouti à un flux entrant de près de 11 milliards.

Les investissements directs français à l'étranger atteignent 34 milliards, revenant à des niveaux proches de ceux observés en 2011. L'essentiel de ces opérations prend la forme d'opérations en capitaux propres.

G0-4 Flux d'investissements directs

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

³ Par convention internationale, un solde positif représente un accroissement des avoirs nets de la France sur l'étranger, correspondant à des sorties de capitaux, et un solde négatif une réduction de ces avoirs nets, correspondant à des entrées de capitaux.

T0-6 Position extérieure de la France

(en milliards d'euros)

	2014	2015
Investissements directs	465	495
Français à l'étranger	1 026	1 101
Étrangers en France	561	606
Investissements de portefeuille	- 785	- 758
Avoirs (en titres étrangers)	2 267	2 324
Engagements (détenzione de titres français par les non-résidents)	3 053	3 082
Instruments financiers dérivés	- 59	- 31
Autres investissements	- 100	- 191
Avoirs de réserve	118	127
Position extérieure nette	- 362	- 358
<i>en % du PIB</i>	<i>- 17,0</i>	<i>- 16,4</i>
Dette extérieure nette	780	813
<i>en % du PIB</i>	<i>36,6</i>	<i>37,3</i>

Source : Banque de France.

Le solde représente des investissements nets en France à hauteur de 2 milliards.

On observe par ailleurs, au sein des autres rubriques du compte financier, des achats d'autres titres étrangers (obligations et titres à court terme, notamment),

G0-5 Position extérieure nette de la France

(en % du PIB)



Source : Banque de France.

T0-7 Position extérieure nette en 2015 par secteur

(en milliards d'euros)

Position nette	- 358
Banque de France	121
Administrations publiques	- 1 170
Banques	- 46
Autres secteurs	737

Source : Banque de France.

et en sens inverse une accentuation des emprunts auprès de l'étranger, notamment du secteur bancaire.

Après une période de dégradation entre 2011 et 2014, la position extérieure nette de la France est stable en 2015.

Les investissements directs français à l'étranger surpassent de 495 milliards d'euros les investissements étrangers en France.

Exception faite des avoirs de réserves gérés par la Banque de France, dont le montant atteint 127 milliards d'euros, les autres composantes de la position extérieure apparaissent débitrices.

La position extérieure nette, qui représente le patrimoine net de la France vis-à-vis du reste du monde, s'établit fin 2015 à **- 16,4 % du PIB**. C'est nettement en deçà du seuil européen d'alerte égal à - 35 % du PIB.

La position extérieure nette de la France à fin 2015 est moins défavorable qu'en Italie (- 26,7%) ou en Espagne (- 90,5%). À l'inverse, l'Allemagne a accumulé une position extérieure nette fortement créatrice, de 50 % du PIB.

La dette extérieure nette (813 milliards) mesure pour sa part le financement de l'économie par le reste du monde en instruments de dette, ce qui exclut notamment les instruments financiers dérivés et les actions. La dette extérieure nette représente **37,3 % du PIB** fin 2015. Elle résulte essentiellement du financement par les non-résidents de la plus large partie des déficits publics accumulés.



CHAPITRE 1

LE COMPTE

DE TRANSACTIONS COURANTES

T1-1 Transactions courantes

(en milliards d'euros)

	2014			2015		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Transactions courantes	816,5	839,3	- 22,8	856,3	860,6	- 4,4
Biens	438,0	478,5	- 40,5	460,7	484,7	- 24,0
Services	207,1	190,2	16,9	217,8	209,0	8,8
Biens et services	645,1	668,7	- 23,6	678,5	693,7	- 15,2
Revenus primaires	157,0	109,3	47,8	160,7	108,8	52,0
Revenus secondaires	14,4	61,4	- 47,0	17,1	58,2	- 41,1

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

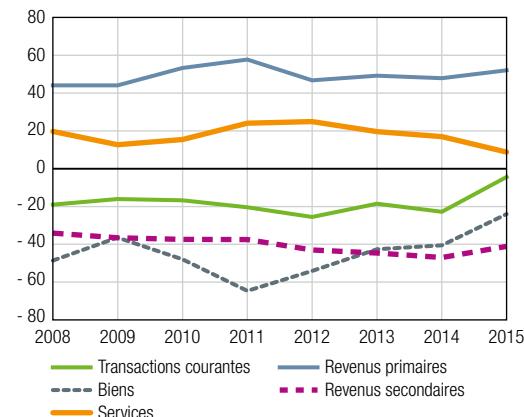
Le solde des transactions courantes de la France se rapproche de l'équilibre en 2015, à - 4,4 milliards d'euros, soit - 0,2 % du PIB, après - 22,8 milliards (- 1,1 % du PIB) en 2014.

Cette amélioration résulte principalement d'un moindre déficit des biens, attribuable à une réduction de la facture énergétique.

G1-1 Transactions courantes

Soldes bruts

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

1 | LES BIENS

Le déficit des échanges de biens se réduit sensiblement, passant de - 40,5 milliards en 2014 à - 24,0 milliards en 2015, du fait de la plus faible progression des importations.

1 | 1 Les échanges de marchandises

L'amélioration du solde de la balance des biens est attribuable à la baisse du prix du pétrole en 2015, passé de 74 dollars le baril en moyenne en 2014 à 47 dollars en 2015¹. Cette baisse permet une amélioration du

1 En prenant comme référence le prix du Brent.

T1-2 Échanges de marchandises par type de produits

(en milliards d'euros)

	Exportations		Importations		Soldes	
	Montant en 2015	Variation 2015/2014 (en %)	Montant en 2015	Variation 2015/2014 (en %)	Montant en 2015	Variation 2015/2014 (en milliards d'euros)
Échanges de biens FAB-FAB	455,2	4,2	500,5	1,2	- 45,3	12,4
Échanges de biens CAF-FAB^{a)}	446,2	4,1	509,6	1,2	- 63,4	12,0
donc : Secteurs agricole et agroalimentaire	60,2	3,7	51,1	4,2	9,1	0,1
Produits énergétiques	17,5	- 17,3	57,5	- 24,2	- 40,0	14,7
Équipements mécaniques, électriques et informatiques	85,6	5,2	107,6	6,5	- 22,0	- 2,3
Matériels de transport	103,4	10,5	88,2	11,9	15,2	0,4
Autres produits industriels	176,1	3,0	201,7	3,3	- 25,6	- 1,4

a) Hors matériel militaire.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Sources : Direction générale des Douanes et des Droits indirects (DGDDI), données brutes ; calculs Banque de France.

solde des échanges énergétiques de 14,7 milliards d'euros, alors que le solde des échanges des autres marchandises se dégrade.

En particulier, la détérioration du solde des équipements mécaniques, électriques et informatiques se poursuit (– 22,0 milliards d'euros, après – 19,7 milliards

en 2014) sous l'effet d'une hausse de 6,5 % des importations, celle des exportations n'atteignant que 5,2 %. Les autres produits industriels (textile, bois, chimie, pharmacie, métallurgie, produits manufacturés divers) voient également leur solde se dégrader, mais dans une moindre mesure, de – 24,2 milliards d'euros en 2014 à – 25,6 milliards en 2015.

ENCADRÉ 3

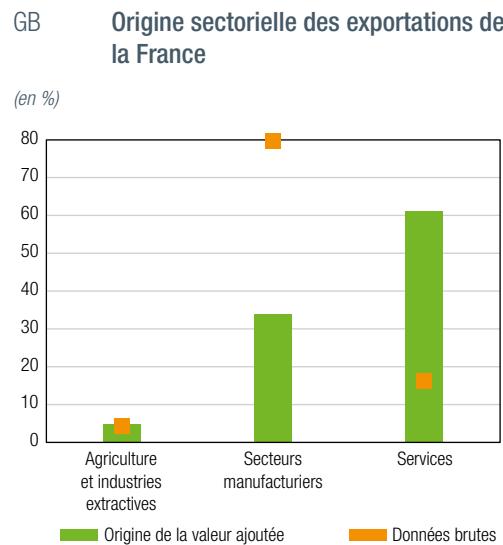
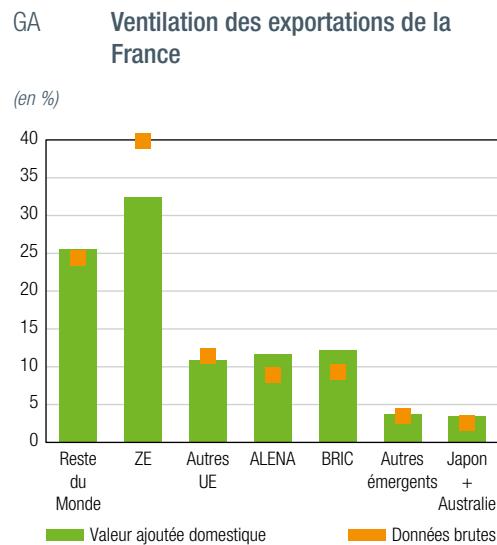
La mesure des échanges de biens et services de la France selon l'approche « en valeur ajoutée »^{a)} : un éclairage complémentaire sur la mondialisation

Les exportations en données dites brutes, telles que publiées par la Balance des paiements, incluent des biens et services intermédiaires produits à l'étranger. Elles diffèrent ainsi de la valeur ajoutée française exportée, à hauteur des biens et services importés entrant dans leur fabrication. Avec le développement de processus de production organisés au sein de chaînes de valeur mondiales, l'écart entre leur valeur brute et la valeur ajoutée nationale exportée augmente donc.

Par ailleurs, l'approche « en valeur ajoutée » s'attache à affecter les exportations au pays de l'utilisateur final du produit fini et non au pays partenaire direct. La mesure en valeur ajoutée réduit ainsi le poids dans les exportations des pays partenaires qui sont des étapes dans la chaîne de production. L'Europe étant une zone très intégrée commercialement, avec des chaînes de valeur développées à l'échelle du continent, la mesure des échanges en valeur ajoutée conduit à réduire la part relative des partenaires européens dans les échanges extérieurs de la France. Inversement, de grandes économies – telles que les États-Unis ou la Chine – voient leur poids relatif augmenter.

La mesure du commerce en valeur ajoutée permet également d'identifier l'origine sectorielle des exportations, en comptabilisant pour un secteur donné les biens et services exportés directement par ce secteur, mais également les biens et services issus de ce secteur qui sont utilisés par d'autres secteurs comme intrants dans des produits exportés. En France, les exportations brutes sont issues des secteurs manufacturiers, mais les secteurs des services constituent la principale origine de la valeur ajoutée exportée. Les services sont ainsi un élément essentiel de la compétitivité externe de la France.

Les statistiques de biens et services « en valeur ajoutée » nécessitent d'estimer les structures de consommation intermédiaires associées aux exportations. Elles sont dérivées des statistiques de balance des paiements et de comptabilité nationale.



a) Article « L'insertion commerciale de la France mesurée en valeur ajoutée », Bulletin de la Banque de France, n° 205, mai-juin 2016.

En revanche, l'excédent dégagé par les échanges de matériels de transport progresse quelque peu, de 14,8 milliards d'euros à 15,2 milliards en 2015, la hausse des importations (+ 9,4 milliards) étant légèrement moins marquée que celle des exportations (+ 9,8 milliards). Cette dernière concerne l'ensemble des produits traditionnellement livrés par la France : avions, y compris avions d'affaires, satellites ou matériels ferroviaires.

La France enregistre un déficit important des échanges de marchandises avec ses partenaires de la zone euro (- 37,3 milliards d'euros), en particulier l'Allemagne (- 15,5 milliards) et l'Italie (- 5,8 milliards).

En dehors de la zone euro, c'est avec la Chine que les échanges de la France apparaissent les plus déséquilibrés (- 25,2 milliards d'euros). Le solde excédentaire le plus important provient des échanges réalisés avec le Royaume-Uni (12,1 milliards).

D'une manière générale, la part de marché de la France dans les échanges internationaux de marchandises s'est dégradée au cours des quinze dernières années, bien qu'elle soit stable depuis 2012.

1|2 Les autres composantes des échanges de biens : avitaillement, soutage et négoce international

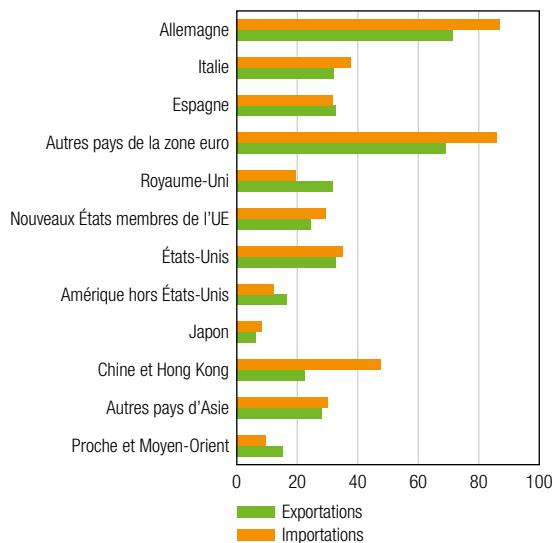
Le déficit lié au soutage maritime et à l'avitaillement ressort à - 2,3 milliards d'euros.

Les recettes nettes liées au négoce international atteignent 23,2 milliards en 2015. Dans la balance des paiements française, les recettes nettes de négoce international portent principalement sur la gestion de processus de fabrication internationaux notamment dans les secteurs de l'automobile ou de l'aéronautique, mais aussi de l'industrie agroalimentaire².

En 2015, en matière de négoce, les industries gérant ces processus de fabrication mondiaux se distinguent nettement, avec les progressions les plus fortes : + 7,4 milliards d'euros par rapport à 2014 ; à l'inverse, la baisse des cours des matières premières (pétrole, gaz mais aussi uranium) se traduit par un recul de 3,5 milliards des activités de négoce des grands groupes présents sur ces filières.

G1-2 Ventilation géographique des échanges de marchandises en 2015

(en milliards d'euros)



Sources : DGDDI ; calculs Banque de France.

2 Dans le cadre de tels processus de fabrications internationaux, une entreprise peut confier à un ou plusieurs sous-traitants, éventuellement filiales, l'assemblage d'un bien de sorte que celui-ci est acquis par cette entreprise et revendu sans passer par le territoire de son propriétaire.

T1-3 Échanges de biens en 2015

(en milliards d'euros)

	Recettes	Dépenses	Soldes
Biens	460,7	484,7	- 24,0
Marchandises	437,4	484,7	- 47,2
Données douanières	455,2	500,5	- 45,3
Corrections et ajustements	- 19,4	- 19,7	0,4
Soutage et avitaillement	1,6	3,9	- 2,3
Négoce international	23,2	-	23,2

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

T1-4 Services

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Services	191,4	171,8	19,6	207,1	190,2	16,9	217,8	209,0	8,8
Transports	34,6	38,1	- 3,5	36,2	39,2	- 3,0	38,3	42,0	- 3,7
Voyages	42,6	31,8	10,8	43,8	36,7	7,1	41,4	34,6	6,8
Autres services ^{a)}	114,2	101,9	12,3	127,1	114,3	12,7	138,1	132,4	5,7

a) Cf. détail dans le tableau statistique 1.6 « Autres services » consultable sur le site internet de la Banque de France.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

2| LES SERVICES

Le solde des services demeure nettement excédentaire en 2015, à 8,8 milliards d'euros. Néanmoins, il se tasse graduellement depuis quelques années, en raison d'une accentuation du déficit des échanges de services de transport et d'une réduction de l'excédent des voyages. Cette dégradation s'est sensiblement accentuée en 2015 puisque le solde était de 16,9 milliards en 2014.

Le solde des services liés au fret maritime augmente entre 2014 (8,2 milliards) et 2015 (9,1 milliards) ; l'augmentation concomitante des dépenses liées aux autres frais (affrètements, frais d'escale, redevances sur trafics), de 4,8 à 5,9 milliards, entraîne la stabilité globale du solde au cours de la même période.

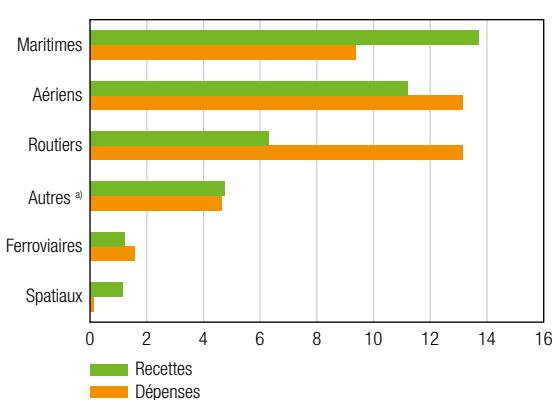
Le transport spatial affiche un solde stable de 1,0 milliard d'euros sur les trois dernières années, en dépit d'un accroissement de la pression concurrentielle dans ce secteur.

En 2015, le solde de - 2,0 milliards d'euros du transport aérien est quasi stable par rapport à 2014 et en légère amélioration par rapport à 2013, les recettes progressant davantage que les dépenses. Le solde des transports aériens de passagers s'était graduellement réduit avec le développement des parts de marché des compagnies sous pavillon étranger, devenant déficitaire depuis 2011.

Le solde du transport routier est en déficit de - 6,9 milliards d'euros (dont - 7,2 milliards pour le transport routier de marchandises). Ce déficit est imputable à une présence affaiblie du pavillon français à l'étranger conjuguée à une pénétration croissante du marché français par les pavillons étrangers.

G1-3 Transports en 2015

(en milliards d'euros)



a) Fluviaux, oléoducs, gazoducs, postaux, etc.

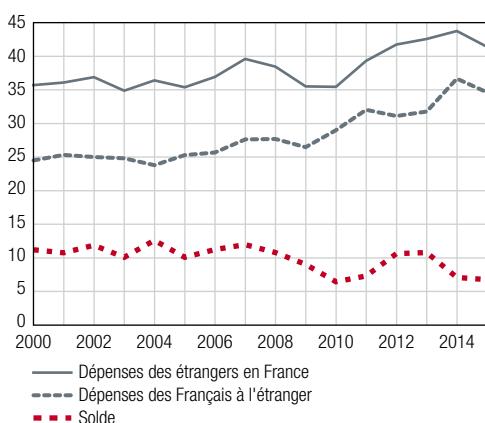
Source : Banque de France.

2|2 Les voyages

L'excédent des services de voyages se replie de 0,3 milliard d'euros en 2015, après une année 2014 en forte contraction. Le solde s'établit à 6,8 milliards (tableau T1-4 et graphique G1-4). Cette détérioration s'explique par un repli des dépenses des visiteurs étrangers en France (- 2,4 milliards) plus marqué que celui des dépenses des Français à l'étranger (- 2,0 milliards).

G1-4 Voyages

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

La baisse des dépenses des Français à l'étranger concerne surtout les dépenses effectuées hors de l'Union européenne, en particulier en Afrique du Nord (- 0,5 milliard, soit - 34 %) et aux États-Unis (- 0,4 milliard, soit - 18 %). Les dépenses réalisées au sein de l'Union européenne ne dépassent que très légèrement le niveau de 2014, avec une hausse de 0,05 milliard (la hausse est de 0,2 milliard vers les seuls pays de la zone euro). Toutefois, les Français dépensent davantage en Espagne (hausse de 0,3 milliard), leur première destination touristique, ainsi qu'en Grèce (0,3 milliard) et au Portugal.

Les dépenses des étrangers en France s'établissent à 41,4 milliards d'euros en 2015. 50,4 % des recettes proviennent des pays de la zone euro, 14,4 % des autres pays de l'Union européenne, et 35,2 % des provenances extra-européennes. De 2014 à 2015, il se produit une baisse des recettes en provenance des pays de la zone euro (baisse de 1,7 milliard, cf. graphique G1-5), en particulier de l'Allemagne (- 0,5 milliard), premier partenaire de la France, et des Pays-Bas (- 0,4 milliard).

Hors de la zone euro, l'érosion des recettes est moins marquée (- 3,3 %, contre - 7,5 % pour la zone euro) du fait de la croissance dynamique des recettes en provenance d'Asie, en particulier de Chine (0,7 milliard en 2014 à 1,0 milliard en 2015, soit + 40 %).

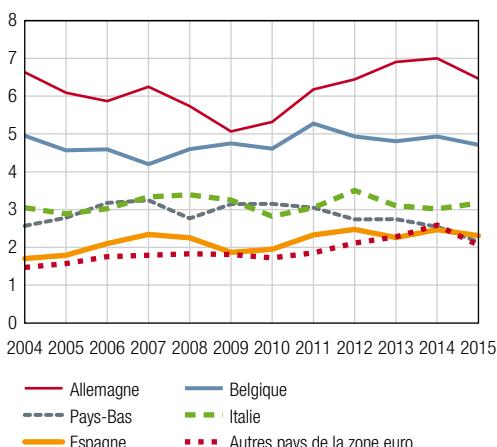
Ainsi, les recettes issues de la zone Asie-Océanie augmentent de 0,2 milliard d'euros, pour atteindre 3,6 milliards, dont 1,0 milliard de recettes en provenance de Chine, 0,7 milliard d'Australie, 0,3 milliard du Japon et 0,2 milliard d'Inde. Ces augmentations compensent en partie le net repli des recettes occasionnées par les voyageurs russes et brésiliens, conséquence probable de la dégradation des taux de change du rouble et du réal face à l'euro, ainsi que du ralentissement économique des deux pays.

Les recettes en provenance du Royaume-Uni, premier partenaire hors zone euro de la France, se contractent légèrement à 4,5 milliards d'euros.

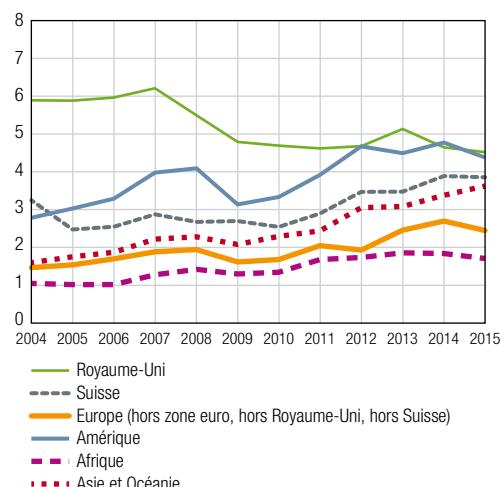
G1-5 Recettes de voyages

(en milliards d'euros)

En provenance des pays de la zone euro



En provenance des pays hors zone euro



Source : Banque de France.

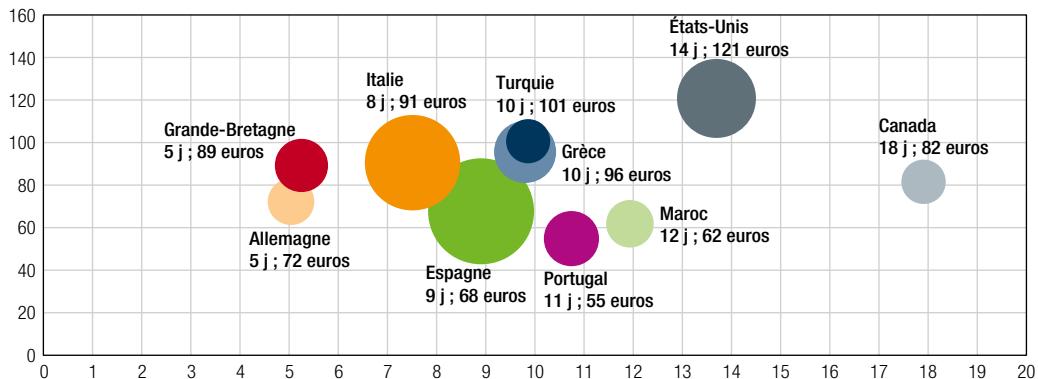
État des lieux des dépenses des touristes français à l'étranger en 2015

Les Français partant à l'étranger pour motif personnel dépensent en moyenne 760 euros par voyage. Le voyage durant en moyenne neuf jours, la dépense moyenne par nuitée s'élève à environ 84 euros (hors frais de transport).

Sur les principales destinations (en termes de dépenses effectuées), le nombre moyen de nuitées varie de cinq jours en Allemagne ou en Grande-Bretagne à dix-huit jours au Canada tandis que la dépense moyenne par nuitée fluctue entre 55 euros au Portugal et 121 euros aux États-Unis.

Dépense par nuitée et durée moyennes des voyages des français à l'étranger en 2015

(ordonnée : dépense moyenne en euros ; abscisse : durée moyenne de voyage en jours)



Note : La taille des bulles correspond au poids des dépenses réalisées dans le pays de destination dans la dépense totale réalisée à l'étranger ; l'Espagne est la première destination des touristes français en termes de dépenses réalisées.

Lecture : Les touristes français passent en moyenne quatorze jours aux États-Unis et y dépensent 121 euros par nuitée.

Source : Enquête sur le suivi de la demande touristique (SDT), données 2013-2015.

2|3 Les autres services

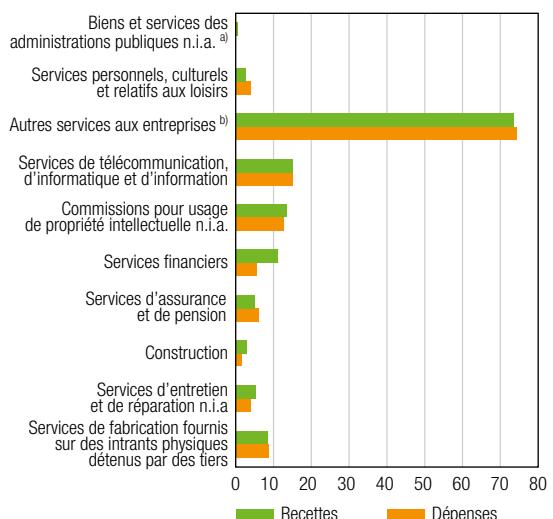
Le solde des services autres que les voyages et les transports reste excédentaire mais se dégrade nettement, à 5,7 milliards, après 12,7 milliards en 2014.

Au sein de cet ensemble, les services financiers sont la principale source d'excédent, à 5,4 milliards d'euros en 2015, quasi inchangé par rapport à 2014. La contribution principale aux échanges provient des « autres services aux entreprises » (services de recherche et développement, services professionnels et conseil en gestion, services techniques, services liés au commerce et divers autres services), dont le solde devient déficitaire du fait d'une forte progression des dépenses. Le déficit du solde des services de recherche et développement, limité en 2014 (- 1,0 milliard), s'accentue en 2015, à - 2,1 milliards, et retrouve des niveaux observés avant 2012.

La dégradation du solde touche la plupart des catégories de services échangés, à l'exception notable des services liés au bâtiment et aux travaux publics, dont le solde (1,1 milliard) apparaît

G1-6 Autres services en 2015

(en milliards d'euros)



a) n.i.a. : non inclus par ailleurs.

b) Services de recherche et développement ; services professionnels et services de conseil en gestion ; services techniques, services liés au commerce et autres services fournis aux entreprises.

Source : Banque de France.

en nette hausse par rapport à 2014, les recettes progressant de 0,3 milliard tandis que les dépenses baissent de 0,5 milliard.

Le déficit des services d'assurance et de pension s'alourdit en 2015 à - 1,0 milliard d'euros après - 0,6 milliard en 2014, en raison d'un recours accru à des prestations fournies par des non-résidents, de 5,9 milliards en 2014 à 6,1 milliards en 2015, et d'une baisse des prestations exportées, de 5,3 milliards à 5,1 milliards.

3 | LES REVENUS PRIMAIRES

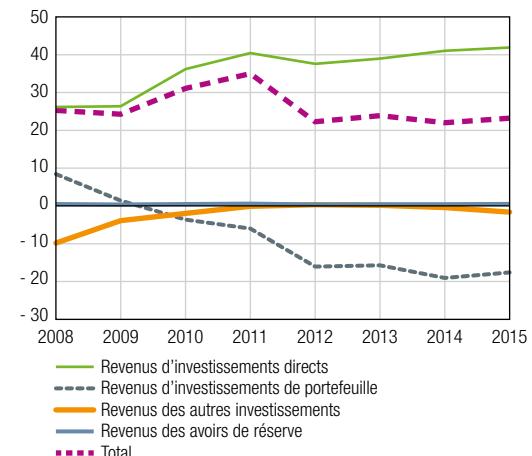
Les revenus primaires correspondent à la rémunération des moyens de production : le travail (salaires) et le capital (revenus d'investissements). Ils dégagent en 2015 un excédent de 52,0 milliards d'euros, en hausse de 4,2 milliards par rapport à 2014. Cette hausse est attribuable à une variété de facteurs particuliers.

3|1 La rémunération des salariés

La rémunération des salariés correspond pour les recettes aux revenus perçus à l'étranger par les résidents français, le plus souvent des travailleurs frontaliers, et pour les dépenses aux revenus versés à des non-résidents travaillant en France. La hausse de 11,1 % des recettes entre 2014 et 2015 (de 18,5 à 20,6 milliards d'euros) résulte d'une hausse du

G1-7 Soldes des revenus d'investissements (y compris les bénéfices réinvestis)

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

nombre de travailleurs frontaliers, en particulier vers le Luxembourg et la Suisse, ainsi que l'appréciation de 10 % du franc suisse en 2015. Les dépenses demeurent modestes (environ 1,5 milliard) ; le solde global de la rémunération des salariés ressort ainsi significativement excédentaire (19,1 milliards) et en progression par rapport à 2014 (17,4 milliards).

3|2 Les revenus d'investissements directs

En 2015, selon des données en grande partie estimées, le solde des revenus d'investissements directs s'établit à 41,9 milliards, en hausse de près de 1 milliard par rapport à l'année précédente. Les dividendes représentent le principal poste excédentaire (40,2 milliards), bien avant les bénéfices réinvestis (1,6 milliard) et les intérêts sur prêts intragroupe (0,2 milliard).

L'excédent des revenus d'investissements directs tient pour partie à la différence entre le montant des stocks d'investissements directs français à l'étranger (environ 1 100 milliards au total) et celui des stocks d'investissements directs étrangers en France (600 milliards). En outre l'ampleur de l'écart entre dépenses (17,8 milliards) et recettes (59,7 milliards), qui se situent dans un rapport de l'ordre de 1 à 3 alors que les stocks d'investissement s'inscrivent dans un rapport du simple au double (graphique G1-8) traduit une différence significative dans le rendement apparent des investissements en France et à l'étranger.

T1-5 Revenus primaires Soldes en 2015

(en milliards d'euros)

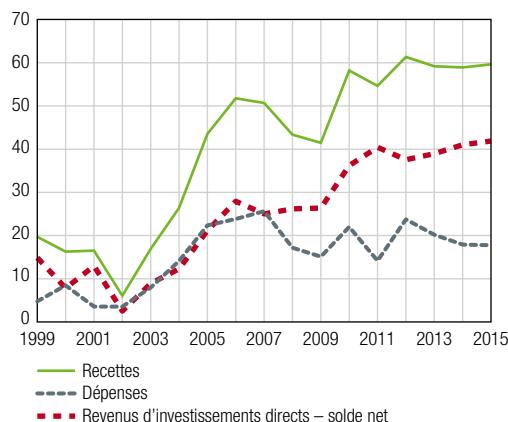
Rémunérations des salariés	19,1
Revenus des investissements	23,2
Revenus d'investissements directs	41,9
Dividendes	40,2
Bénéfices réinvestis	1,6
Intérêts sur prêts et emprunts entre affiliés	0,2
Revenus d'investissements de portefeuille	-17,6
dont revenus des actions et d'OPC	-8,6
Revenus des autres investissements (prêts et emprunts)	-1,7
Revenus des avoirs de réserve	0,6
Autres revenus primaires	9,6
Total	52,0

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

G1-8 Revenus d'investissements directs

(en milliards d'euros)



Notes : Résultats provisoires pour 2015. Les recettes correspondent aux revenus des investissements directs français à l'étranger, les dépenses aux revenus des investissements directs étrangers en France. À partir de 2012, les revenus d'investissements directs comprennent des intérêts sur prêts intragroupe, calculés selon la règle du principe directionnel étendu.

Source : Banque de France.

En termes géographiques sur l'année 2014³, les pays de l'Union européenne contribuent pour plus de moitié aux revenus d'investissements directs à l'étranger, les autres pays industrialisés et les pays émergents y contribuant respectivement pour un cinquième et un peu plus du quart. Par rapport aux années antérieures, deux grandes tendances apparaissent : la montée régulière de la part de la zone euro, qui approche 40 %, en hausse de près de 12 points depuis son point bas de 2011 et le recul de la part des pays émergents, en référence au point haut de 2012 où elle représentait un tiers des revenus. Les principaux pays de provenance des revenus d'investissements directs sont les grands partenaires économiques de la France (Royaume-Uni, États-Unis, Allemagne, Suisse) d'une part, la Belgique et les Pays-Bas, qui accueillent de nombreux holdings et centres de trésorerie réinvestissant les fonds reçus de France dans des pays tiers, d'autre part. Parmi les pays émergents, la Chine et Singapour se situent aux premiers rangs des pays d'origine de revenus, tandis que les contributions de la Russie, du Maroc et, dans une moindre mesure, du Brésil se sont fortement réduites depuis deux ans.

Les revenus revenant directement à des investisseurs directs de pays situés hors d'Europe atteignent tout juste 16 % du total, dont près des deux tiers pour les États-Unis. En Europe, les Pays-Bas, le Luxembourg et la Belgique, souvent choisis par les fonds d'investissement pour porter leurs investissements en France, mais aussi par des groupes français et internationaux et par des holdings familiales, ont

reçu 44 % des revenus perçus par les investisseurs étrangers, les autres principaux pays récipiendaires étant l'Allemagne, le Royaume-Uni et la Suisse (30 % du total à eux trois).

3|3 Les revenus d'investissements de portefeuille

Le solde des revenus de portefeuille reste déficitaire (− 17,6 milliards d'euros en 2015) mais laisse apparaître une légère amélioration par rapport à 2014 (− 19,0 milliards). Si les recettes perçues de l'extérieur sont quasi inchangées (54,4 milliards), les dépenses affichent un repli de 1,5 milliard d'euros ; cela s'explique en grande partie par la baisse de la charge de la dette publique française, détenue à plus de 60 % par des non-résidents, induite par la baisse des taux d'intérêt. En 2015, elle s'établit à 42,1 milliards, en baisse de 1 milliard par rapport à 2014⁴.

3|4 Les revenus des « autres investissements » et des avoirs de réserve

Le solde négatif des revenus des autres investissements, c'est-à-dire des prêts et emprunts courants, se creuse assez nettement en 2015 pour atteindre − 1,7 milliard, après − 0,4 milliard en 2014. Cette dégradation s'inscrit dans le contexte de l'accroissement des financements apportés par les banques étrangères.

4| LES REVENUS SECONDAIRES

Structurellement déficitaire, le solde des revenus secondaires, qui correspondent aux opérations de répartition non liées aux moyens de production (impôts non liés à la production, prestations sociales, etc.), se réduit de 5,8 milliards entre 2014 (− 47,0 milliards) et 2015 (− 41,1 milliards). Ce sont les comptes des administrations publiques qui affichent le gain le plus significatif, en raison notamment des impôts et pénalités reçus de l'étranger depuis le début de l'année 2015, au titre des déclarations rectificatives des avoirs détenus à l'étranger et non préalablement déclarés (en hausse de près de 1,5 milliard).

³ Dernière année pour laquelle les données de revenus d'investissements directs ont été collectées et non estimées.

⁴ Le taux apparent de la dette publique française serait de l'ordre de 2,01 % en 2015, contre 2,12 % en 2014.

T1-6 **Revenus secondaires**

Soldes en 2015

(en milliards d'euros)

Revenus secondaires des administrations publiques	- 24,3
Prestations sociales	- 6,7
Coopération internationale	- 2,2
<i>dont frais de fonctionnement des organisations internationales</i>	- 0,9
Ressources propres des institutions de l'Union européenne	- 19,1
Autres transferts des administrations publiques	3,7
Revenus secondaires des autres secteurs	- 16,8
dont transferts courants divers	- 13,6
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	- 9,5
Total	- 41,1

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

Le reste de l'amélioration est principalement imputable à l'effet de base induit par la prise en compte en 2014 de la pénalité acquittée par le groupe BNP Paribas auprès de l'administration américaine.

En dehors de ces éléments spécifiques, la progression des dépenses des revenus secondaires est également soutenue par une hausse sensible (+ 7,5 %, soit 0,7 milliard d'euros) des envois de fonds des travailleurs.

ENCADRÉ 5

Les transferts avec les institutions de l'Union européenne

La France affiche un déficit net de 5,2 milliards d'euros avec les institutions de l'Union européenne. Celui-ci se réduit cependant puisqu'il ne correspond qu'à 62% de ce qu'il atteignait en 2014.

La contribution de la France aux institutions européennes s'élève à 21,7 milliards d'euros en 2015, dont 2,1 milliards de revenus primaires au titre des droits de douanes et 19,6 milliards de revenus secondaires, qui se décomposent essentiellement en :

- une participation de la France au budget de l'Union européenne à hauteur de 19,1 milliards ;
- une contribution au Fonds européen de développement (FED) pour 0,2 milliard.

Parallèlement, les versements des institutions européennes à la France atteignent 16,4 milliards d'euros en 2015. Les revenus primaires, perçus dans le cadre de la politique agricole commune (PAC), correspondent à la majeure partie de ce montant et s'élèvent à 11,8 milliards d'euros. Les revenus secondaires s'élèvent à 1,8 milliard en 2015 et correspondent principalement aux versements du Fonds social européen (FSE). Le compte de capital enregistre un flux de 2,2 milliards constitué majoritairement des versements du Fonds européen de développement régional (FEDER).

Transferts avec les institutions de l'Union européenne

(en milliards d'euros)

	2015		
	Recettes	Dépenses	Soldes
Services des administrations publiques	0,6	0,0	0,6
Revenus primaires	11,8	2,1	9,7
<i>Impôts</i>		2,1	- 2,1
<i>Subventions</i>	11,8		11,8
Revenus secondaires	1,8	19,6	- 17,7
<i>dont ressources propres</i>		19,1	- 19,1
<i>dont Fonds européen de développement (FED)</i>		0,2	- 0,2
Compte de capital	2,2		2,2
Total	16,4	21,7	- 5,2

Source : Eurostat.



CHAPITRE 2

LE COMPTE FINANCIER

T2-1 Compte financier

(en milliards d'euros)

Compte financier	2014	2015
Investissements directs	36	- 2
Investissements de portefeuille	- 18	54
Instruments financiers dérivés	- 24	11
Autres investissements	- 3	- 77
Avoirs de réserve	1	7

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

1 LES INVESTISSEMENTS DIRECTS

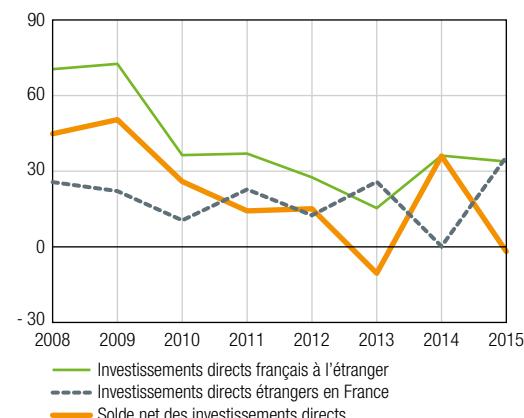
Les flux d'investissements directs présentent un solde légèrement débiteur en 2015, les investissements directs étrangers en France (IDEF) et les investissements directs français à l'étranger (IDFE) ayant été relativement proches en montant.

1|1 Les investissements directs français à l'étranger

Présentés selon la méthodologie dite « du principe directionnel étendu »¹, les IDFE s'établissent à 34 milliards en 2015, en léger repli par rapport à 2014. Les grandes composantes font apparaître des soldes relativement stables, avec des flux en capitaux propres légèrement inférieurs à 20 milliards, des bénéfices réinvestis² de l'ordre de 9 milliards et des prêts intragroupe de 5 milliards.

G2-1 Flux d'investissements directs

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

T2-2 Flux d'investissements directs

(en milliards d'euros)

	2014	2015
Français à l'étranger	36,2	33,8
Capital social, y compris immobilier	19,6	19,9
Bénéfices réinvestis	6,4	8,8
Autres opérations (prêts intragroupe)	10,2	5,1
Pour mémoire : autres opérations (créances)	9,1	1,2
Étrangers en France	0,2	35,7
Capital social, y compris immobilier	9,7	34,6
Bénéfices réinvestis	5,3	7,3
Autres opérations (prêts intragroupe)	- 14,8	- 6,2
Pour mémoire : autres opérations (engagements)	- 15,9	- 10,0
Investissements directs – solde net	36,0	- 1,9

Notes : Les flux sont établis selon la règle internationale du principe directionnel étendu dont la teneur est expliquée dans la note 2 ci-dessous. En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

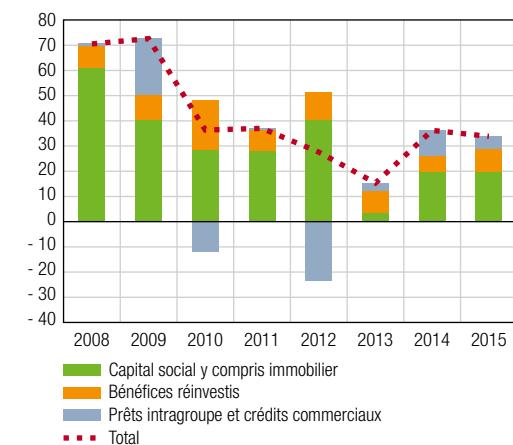
Approchant 20 milliards, comme en 2014, les flux en capital social français à l'étranger confirment le redressement par rapport aux 3 milliards de 2013, sans revenir toutefois au niveau des quinze années précédentes qui a été de 44 milliards en moyenne. En 2015, peu d'opérations supérieures à 3 milliards, celles qui ont fait les gros volumes de la décennie

1 Voir le glossaire, à la rubrique « principe directionnel étendu ».

2 Les bénéfices réinvestis de l'année 2015, estimés lors de la publication du rapport 2015 de la balance des paiements, seront révisés à l'occasion de la publication du rapport 2016.

G2-2 Flux d'investissements directs français à l'étranger

(en milliards d'euros)



Note : Pour 2015, les données sont provisoires.

Source : Banque de France.

précédente, sont enregistrées. Les groupes français ont poursuivi leur internationalisation via des opérations de montant unitaire plus modeste dans une conjoncture incertaine sur le plan international³.

Les « autres opérations » ou prêts intragroupe font apparaître des mises en place nettes de prêts des groupes français à leurs filiales et sociétés affiliées étrangères pour la troisième année consécutive. Ces flux tiennent sans doute pour une part à une substitution partielle des prêts intragroupe aux investissements en capital, la forte baisse des taux d'intérêt renforçant l'attrait du financement par ressources empruntées, par rapport au financement par ressources propres. Le solde positif des prêts intragroupe depuis trois ans s'explique également par un mouvement de relocalisation de centres de financement et de trésorerie, de Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas vers la France. La relocalisation de centres de trésorerie pourrait être une conséquence à la fois de la baisse des taux d'intérêt, qui réduit les gains d'optimisation fiscale consécutifs à l'endettement vis-à-vis de l'étranger, et de l'évolution de la législation fiscale à compter de 2013⁴.

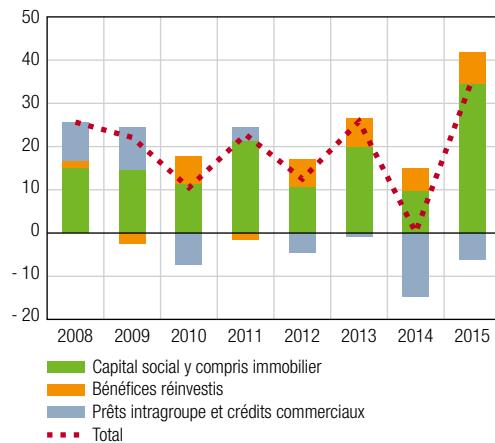
1|2 Les investissements directs étrangers en France

Les flux d'IDEF s'établissent à 36 milliards en 2015, en hausse non seulement par rapport à 2014, mais par comparaison avec toutes les années depuis 2008.

Les opérations en capital social se montent à 35 milliards, soit le niveau le plus élevé depuis 2002. Cela comprend les deux opérations majeures de l'année, la fusion entre les groupes cimentiers Holcim (Suisse) et Lafarge, ainsi que l'acquisition des activités « énergie » du groupe Alstom par General Electric (États-Unis). À cela s'ajoutent de très nombreuses opérations d'acquisition ou d'augmentation de capital de filiales déjà existantes dans la plupart des secteurs et des investissements immobiliers d'ampleur significative. Les flux observés en 2015 s'inscrivent dans un contexte de dépréciation de l'euro face au dollar et de conditions de financement exceptionnellement favorables, qui ont sans doute influencé le calendrier de mise en place des opérations. L'année 2015 est

G2-3 Flux d'investissements directs étrangers en France

(en milliards d'euros)



Note : Pour 2015, les données sont provisoires.

Source : Banque de France.

également marquée par une forte présence des fonds d'investissement, actifs dans de nombreux secteurs, qui témoigne du diagnostic porté par ces investisseurs quant aux perspectives de croissance et de profit des entreprises françaises.

Les prêts intragroupe présentent un solde négatif de 6 milliards en 2015 qui signifie que les groupes étrangers ont globalement réduit leurs créances vis-à-vis des sociétés françaises qui leur sont affiliées au lieu de leur prêter des capitaux. En réduction par rapport à 2014 (- 15 milliards), ce solde résulte de deux mouvements en sens opposé : un recul marqué de l'endettement des sociétés françaises affiliées à des groupes étrangers et un recours accru au financement par endettement des opérations de fusion-acquisition. Le premier mouvement s'inscrit dans la continuité des opérations enregistrées en 2014. Le second mouvement est lié à la reprise des opérations conduites par des fonds d'investissement. En effet, ces derniers profitent de taux d'intérêt très favorables pour augmenter leur recours au levier de l'endettement.

Parmi les secteurs ayant le plus bénéficié d'investissements directs étrangers en 2015 figurent le secteur de la construction (13 milliards), les activités financières et d'assurance (9 milliards), puis les activités immobilières (6 milliards) et le secteur du commerce (4 milliards). Dans l'industrie manufacturière, la plupart des secteurs font l'objet de désinvestissements ou d'investissements d'ampleur modeste, à l'exception de la fabrication de machines et équipements (6 milliards) et de l'industrie pharmaceutique (2 milliards).

³ La liste des principales opérations de fusion-acquisition annoncées par la presse et prises en compte dans les flux de balance des paiements en 2015 est disponible dans les tableaux 2.7 et 2.8 de l'annexe statistique de ce rapport, consultable sur le site internet de la Banque de France.

⁴ Jusqu'en 2012, en application de l'article 39 du Code général des impôts, les charges financières des entreprises françaises étaient intégralement déductibles pour l'établissement du résultat imposable. Toutefois, l'article 23 de la loi de finances pour 2013 a limité cette déductibilité par une réintégration au résultat fiscal de 15 %, puis de 25 % à compter de 2014, des charges financières nettes supportées par toute entité imposable à l'impôt sur les sociétés.

Les principaux pays de provenance des flux d'IDEF sont la Suisse (21 milliards), la Belgique (7 milliards), le Royaume-Uni (6 milliards) et l'Allemagne (3 milliards). *A contrario*, l'Italie (- 1 milliard) et surtout les Pays-Bas (- 9 milliards) ont réduit leurs investissements en France.

2 | LES INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille⁵ se traduisent par des sorties nettes de capitaux de 54 milliards.

Les acquisitions de titres étrangers par les résidents français se réduisent légèrement mais demeurent largement positives (55 milliards, après 70 milliards en 2014) alors qu'elles avaient été négatives entre 2010 et 2012. Elles portent majoritairement sur les créances à long terme.

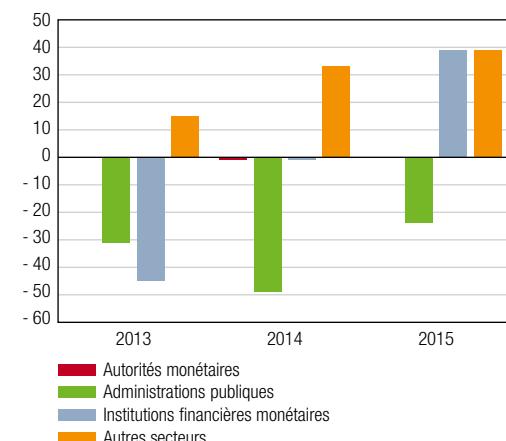
Les acquisitions de titres français par les non-résidents sont nulles, après + 88 milliards en 2014, en raison notamment d'une forte baisse des achats de créances à long terme. Les investisseurs non résidents ont probablement réagi aux baisses de taux européens sur l'ensemble de la courbe, tandis que les mesures de politique monétaire ont libéré des capacités de financement du côté des investisseurs résidents. C'est principalement ce recul des acquisitions de titres français par les non-résidents qui conduit à une sortie nette de capitaux résultant des investissements en portefeuille.

Par instrument, les flux nets de capitaux sur les actions et les titres d'OPC sont à l'équilibre alors que l'on constatait une faible sortie de capitaux de 3 milliards en 2014. Les achats nets par les résidents d'actions et de titres d'OPC émises à l'étranger se réduisent de nouveau, à 5 milliards, après 11 milliards en 2014

⁵ Voir glossaire à la rubrique « portefeuille (investissements de) ».

G2-4 Flux nets d'investissements de portefeuille par secteur émetteur

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

et 31 milliards en 2013. En parallèle, les acquisitions nettes d'actions et de titres d'OPC émis par des résidents se replient également à 5 milliards, au lieu de 8 milliards en 2014.

S'agissant des titres de créances, des sorties de capitaux sont observées en 2015, pour 54 milliards, au lieu de 21 milliards d'entrées de capitaux en 2014. Le retournement porte sur les titres à long terme tandis que les titres à court terme sont à l'origine de sorties de capitaux d'un montant stable.

Tous titres de créances confondus, les investisseurs résidents diminuent légèrement leurs acquisitions de titres étrangers (50 milliards, après 58 milliards en 2014). Les acquisitions de titres à long terme augmentent (à 61 milliards au lieu de 45 milliards en 2014) alors que sont enregistrées des ventes sur le compartiment à court terme (- 11 milliards, après 14 milliards en 2014).

T2-3 Ventilation des investissements de portefeuille par instrument

(en milliards d'euros)

	2014			2015		
	Avoirs	Engagements	Soldes	Avoirs	Engagements	Soldes
Actions	0	- 4	5	- 15	- 8	- 7
Titres d'OPC	11	12	- 1	20	13	7
Total actions et OPC	11	8	3	5	5	0
Titres de créance à long terme	45	82	- 37	61	23	38
Titres de créance à court terme	14	- 2	16	- 11	- 28	16
Total titres de créance	58	80	- 21	50	- 5	54
Total	70	88	- 18	55	0	54

Notes : Les avoirs correspondent aux flux nets d'achat de titres étrangers par des résidents. Les engagements correspondent aux flux nets d'achats de titres français par des non-résidents.

En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

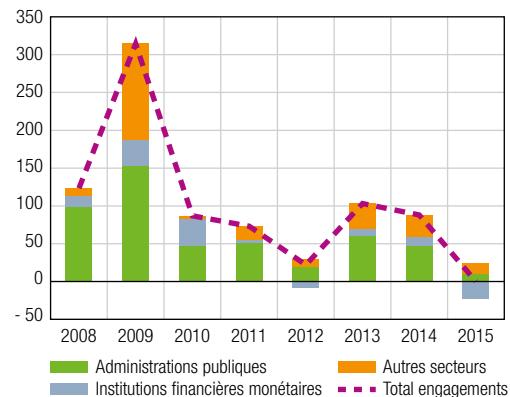
Source : Banque de France.

Les flux nets sur les engagements sur titres de créances – retracant l'activité des investisseurs non résidents qui achètent des titres français – diminuent fortement, passant de 80 milliards en 2014 à - 5 milliards : les flux nets sur obligations restent positifs, de 82 à 23 milliards, et ceux sur les titres de créance à court terme confirment leur mouvement négatif (- 28 milliards, après - 2 milliards en 2014).

Après avoir consolidé les investissements étrangers en France et ceux français à l'étranger, les flux d'investissements de portefeuille font ressortir des financements nets pour les administrations publiques (24 milliards, après 49 milliards en 2014, graphique G2-4).

Ce financement net des administrations publiques est plus que compensé par une sortie nette de capitaux de 39 milliards imputable aux institutions financières monétaires (contre une entrée nette de 1 milliard en 2014) et par une sortie nette de capitaux des autres secteurs de 39 milliards (contre 33 milliards en 2014).

G2-5 Achats nets de titres français par les non-résidents par secteur émetteur (en milliards d'euros)



Note : L'inclusion de la Société de financement de l'économie française (SFF) dans la catégorie des «autres secteurs» conformément à la nomenclature statistique ne restitue pas complètement la réalité économique, qui conduirait plutôt à classer les émissions de cet organisme, significatives en 2009, parmi celles des IFM.

Source : Banque de France.

2|1 Les investissements de portefeuille des non-résidents en titres français

Les remboursements nets auprès des non-résidents de titres émis par les institutions monétaires françaises sont à l'origine de sorties de capitaux de 23 milliards en 2015 contre des entrées de capitaux de 11 milliards en 2014.

T2-4 Ventilation par secteur émetteur des investissements de portefeuille

(en milliards d'euros)

	2014	2015
Avoirs	70	55
Autorités monétaires	- 1	0
Administrations publiques	- 1	- 14
Institutions financières monétaires	10	16
Autres secteurs ^{a)}	61	52
Engagements	88	0
Administrations publiques	48	10
Institutions financières monétaires	11	- 23
Autres secteurs ^{a)}	28	14
Solde	- 18	54
Autorités monétaires	- 1	0
Administrations publiques	- 49	- 24
Institutions financières monétaires	- 1	39
Autres secteurs ^{a)}	33	39

a) Sociétés non financières, intermédiaires financiers non monétaires (autres intermédiaires financiers et OPC non monétaires), sociétés d'assurance.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

Les administrations publiques et les autres secteurs bénéficient d'investissements nets étrangers à hauteur de 10 milliards et 14 milliards respectivement pour 2015 (tableau T2-4).

2|2 Les investissements de portefeuille des résidents en titres étrangers

Les achats nets de titres étrangers par les résidents sont en recul (55 milliards, après 70 milliards en 2014) et se diversifient : les achats en dehors de la zone euro représentent 60 % des investissements au lieu de 50 % l'année dernière (tableau T2-5).

T2-5 Opérations des résidents sur titres étrangers par zone géographique et par secteur résident détenteur

(en milliards d'euros)

	2014	2015
Émetteurs de la zone euro	35	22
Institutions financières monétaires	7	5
Autres secteurs ^{a)}	28	17
Émetteurs hors zone euro	35	33
Institutions financières monétaires	14	22
Autres secteurs ^{a)}	21	11
Tous émetteurs	70	55
Institutions financières monétaires	21	27
Autres secteurs ^{a)}	48	28

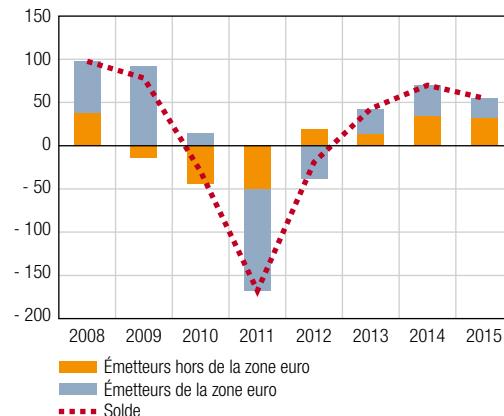
a) Dont administrations publiques et autorités monétaires.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

G2-6 Achats nets de titres étrangers par les résidents par zone géographique de l'émetteur

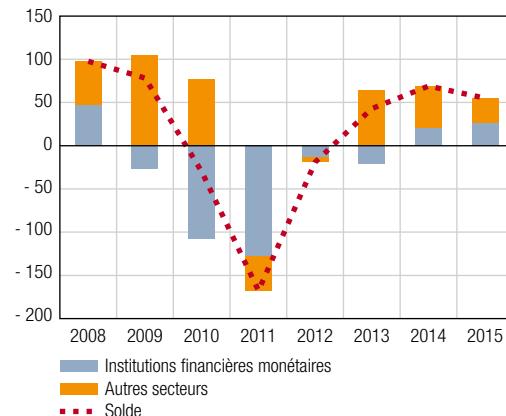
(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

G2-7 Achats nets de titres étrangers par les résidents par secteur détenteur

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

Les achats nets par les institutions monétaires et financières sont relativement stables pour les titres émis dans la zone euro (5 milliards, au lieu de 7 milliards en 2014) tandis qu'ils progressent sur les titres hors zone euro à 22 milliards, après 14 milliards en 2014.

Les acquisitions de titres étrangers par les autres secteurs, s'inscrivent en baisse à la fois pour les titres de la zone euro (17 milliards, après 28 milliards en 2014) et pour les titres émis hors zone euro (28 milliards au lieu de 48 milliards en 2014).

3 | LES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

En moyenne au cours des trois dernières années, les flux nets mensuels sur instruments financiers correspondent à des entrées de capitaux de l'ordre d'un milliard d'euros⁶. L'écart-type est de 3,2 milliards, niveau modéré relativement à la taille de bilan des grands intermédiaires financiers de la Place.

En 2015 les instruments financiers dérivés sont à l'inverse des années précédentes à l'origine de sorties nettes de capitaux qui atteignent en année pleine 11 milliards en 2015, après des entrées de 24 milliards

en 2014. Ce retournement est largement imputable à l'activité sur les contrats d'options. Les opérations sur swaps et contrats à terme se soldent par des versements de capitaux par les résidents à hauteur respectivement de 1 et 2 milliards.

L'activité sur les instruments financiers dérivés retracée en balance des paiements donne la mesure de l'activité de la Place de Paris dans un processus mondialisé, répondant à deux types principaux de demande :

- une demande de services financiers de couverture des risques de marché ;
- une demande de services d'ingénierie de produits structurés destinés à garantir un rendement à l'épargne, en fonction d'un type de risque.

Les principaux centres financiers contrepartie des flux sur instruments financiers dérivés enregistrés sur la Place de Paris proviennent principalement, hors zone euro, en premier lieu de la Grande-Bretagne puis des États-Unis et pour les contreparties en zone euro, des Pays-Bas puis de l'Allemagne.

Ainsi en 2015 le solde des flux d'instruments financiers dérivés s'établit à 3 milliards avec les contreparties résidant en zone euro et à 8 milliards avec celles situées hors zone euro. Les principaux pays de contrepartie diffèrent selon le type d'instrument : Luxembourg puis Pays-Bas pour les options, Pays-Bas puis Allemagne pour les swaps et Suisse puis Grande-Bretagne pour les contrats à terme.

⁶ La balance des paiements enregistre les flux de trésorerie liés aux opérations transfrontières sur instruments financiers dérivés. Le niveau des flux, leur sens (débit ou crédit) et leur volatilité renseignent sur les besoins ou capacité de financement associés au négocié de ces instruments. Voir également glossaire et méthodologie.

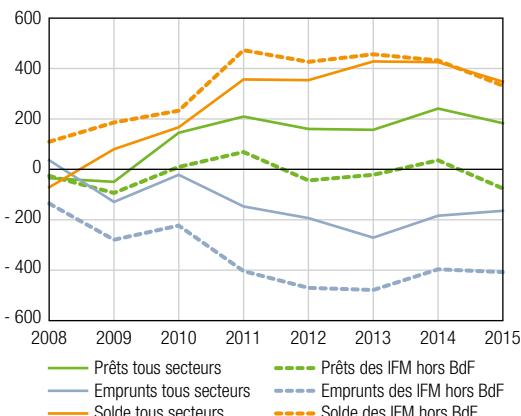
4 | LES AUTRES INVESTISSEMENTS

4|1 Les prêts et emprunts des institutions financières monétaires (IFM hors banque centrale)

Les IFM (établissements de crédit et OPC monétaires) ont été emprunteurs nets auprès de l'étranger à hauteur de 100 milliards. Cela résulte d'une diminution du portefeuille de prêts, pour 111 milliards. Tant du côté des prêts que des emprunts, ce sont les opérations à court terme qui expliquent largement cette tendance, à hauteur de – 124 milliards pour les prêts et de – 26 milliards pour les emprunts (tableau statistique 4.1).

G2-8 Autres investissements – Prêts et emprunts de l'ensemble des secteurs résidents (dont IFM)

(flux cumulés en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

T2-6 Autres investissements (prêts-emprunts)

(en milliards d'euros)

	2014	2015
Autres investissements	- 2,7	- 77,2
Avoirs	84,5	- 58,1
Engagements	87,2	19,2
Banque de France	3,8	18,0
Avoirs	1,0	7,7
Engagements	- 2,7	- 10,3
<i>dont engagements sur le SEBC (TARGET)</i>	0,8	12,2
Administrations publiques	0,2	0,9
Avoirs	4,4	1,0
Engagements	4,2	0,1
Institutions financières monétaires	- 24,6	- 99,8
Avoirs	57,4	- 111,2
Euros	8,2	- 51,4
Devises	49,1	- 59,8
Engagements	81,9	- 11,4
Euros	45,6	5,2
Devises	36,3	- 16,6
Autres secteurs	17,9	3,6
Avoirs	21,7	44,4
Secteur financier ^{a)}	24,7	35,2
Secteur non financier ^{b)}	- 3,0	9,2
Engagements	3,8	40,8
Secteur financier ^{a)}	5,6	29,7
Secteur non financier ^{b)}	- 1,8	11,1

a) Intermédiaires financiers non monétaires : autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, sociétés d'assurance, chambres de compensation, fonds de pension.

b) Sociétés non financières, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

CHAPITRE 2 LE COMPTE FINANCIER

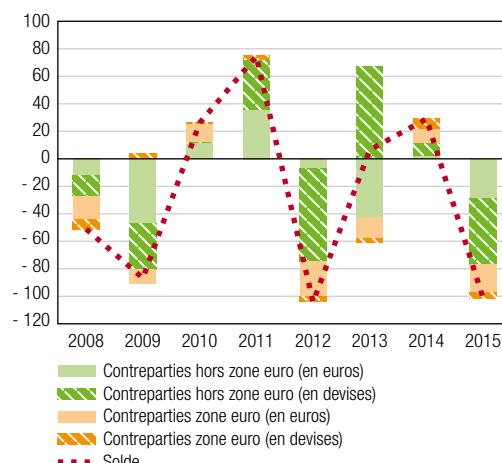
Source : Banque de France.

Les opérations interbancaires, principalement les avoirs, sont à l'origine de 64 % du total des flux nets des IFM. Une part significative de ces flux nets interbancaires – aussi bien côté avoirs que côté engagements – provient d'opérations intragroupe : ainsi, sur les 102 milliards de diminution des prêts interbancaires, 55 sont liés à des opérations intragroupe, et côté engagements, les opérations intragroupe contribuent positivement, à hauteur de 30 milliards, à l'évolution des emprunts.

La baisse des avoirs interbancaires se répartit presque à parts égales entre les mouvements sur

G2-9 Prêts interbancaires des IFM

(flux en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

l'euro et sur les devises (graphique G2-9), celle des emprunts interbancaires, à hauteur de 68 % sur les devises. Les prêts interbancaires en euros se sont réduits de 50 milliards, dont 30 milliards auprès de contreparties externes à la zone euro, notamment en Grande-Bretagne, en Chine et au Japon. Quant aux prêts interbancaires en devises, ils se sont réduits de 52 milliards dont 48 milliards auprès de contreparties en dehors de la zone euro. Ce mouvement concerne en particulier des opérations en dollars vis-à-vis des États-Unis.

La baisse de 38 milliards des emprunts interbancaires porte principalement sur des opérations en yens et dollars et sur des pays hors zone euro.

Ainsi, en 2015, ce sont majoritairement les places financières de Londres, des États-Unis et de l'Asie qui sont contrepartie du double mouvement de baisse des prêts et des emprunts, alors qu'en 2014 les flux vis-à-vis des centres financiers de la zone euro avaient prédominé.

Les mouvements sur les prêts-emprunts interbancaires s'inscrivent dans un contexte où les banques françaises semblent avoir mené en 2015 un déplacement de leurs activités de marché vers les activités de crédit. Dans ce contexte, les flux en balance des paiements suggèrent un repli des activités interbancaires internationales.

4|2 Les prêts et emprunts hors IFM

Les sorties nettes de capitaux opérées par les administrations publiques sont assez faibles en 2015 (+ 0,9 milliard), en légère hausse par rapport à 2014 où elles atteignaient + 0,2 milliard (tableau T2-6).

Les « autres secteurs » enregistrent une nouvelle progression de leurs avoirs nets à l'étranger mais dans une ampleur nettement moindre que l'année précédente (4 milliards en 2015, contre + 18 milliards en 2014). Cette progression résulte d'une augmentation marquée des avoirs à l'étranger du secteur financier non monétaire⁷, de 35 milliards, en partie compensée par un accroissement de 30 milliards des engagements. Les acteurs non financiers sont à l'origine d'entrées nettes pour 2 milliards, la hausse de leurs engagements (11 milliards) dépassant celle de leurs avoirs (9 milliards).

Les opérations de la Banque de France (hors avoirs de réserve) s'élèvent en net à + 18 milliards, contre + 4 milliards en 2014. Le solde résulte d'une hausse des avoirs de 8 milliards conjuguée à une baisse des engagements de 10 milliards.

⁷ Autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, sociétés d'assurance, chambres de compensation, fonds de pension.



CHAPITRE 3

LA POSITION EXTÉRIEURE

T3-1 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2014 et fin 2015
(avec estimation des investissements directs en valeur mixte)

(en milliards d'euros)

	Encours à fin 2014	Flux de balance des paiements 2015 ^{a)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{a)}				Total des variations entre les deux encours ^{a)}	Encours à fin 2015
			Total	Variation de change	Variation boursière	Autres ajustements		
	1	2	3					
Investissements directs	465	- 2	32	34	- 1	0	30	495
Investissements de portefeuille	- 785	54	- 26	3	- 35	6	28	- 758
Instruments financiers dérivés	- 59	11	17	0	17	0	28	- 31
Prêts et emprunts	- 100	- 77	- 14	- 4	0	- 10	- 91	- 191
Avoirs de réserve	118	7	2	3	- 1	0	9	127
Solde	- 362	- 7	11	36	- 21	- 4	4	- 358
Dette extérieure brute	4 490	5	79	108	- 38	10	84	4 574
Dette extérieure nette	780	4	29	20	- 13	22	33	813

a) Sans signe : augmentation des créances ou diminution des engagements ; signe (-) : diminution des créances ou augmentation des engagements.

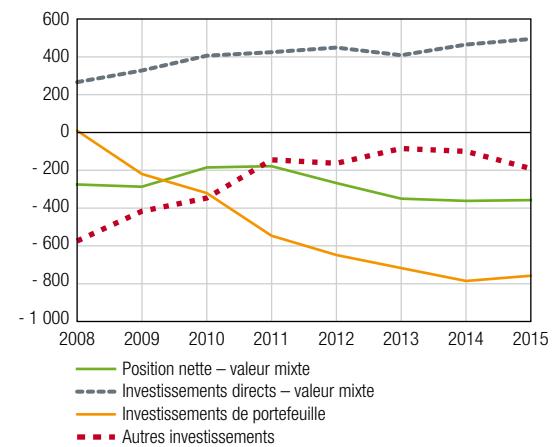
Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

La position extérieure représente le patrimoine net de la France vis-à-vis du reste du monde. Le financement des déficits des transactions courantes accumulés depuis le milieu des années deux mille a rendu la position extérieure de la France structurellement emprunteuse (ou « débitrice »), par contraste avec la période 2000 à 2005 où elle était proche de l'équilibre voire créditrice. Entre 2014 et 2015 la position emprunteuse de la France a toutefois été presque stable, passant de - 362 à - 358 milliards d'euros, soit - 16,4 % du PIB. La structure de la position, décomposée en « investissements directs », « investissements de portefeuille », « instruments financiers dérivés », « autres investissements (prêts et emprunts) » et « avoirs de réserve », est quasiment inchangée depuis 2012. Les tableaux T3-1 et T3-2 détaillent comment les

G3-1 Position extérieure nette

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

T3-2 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2014 et fin 2015

	En milliards d'euros	En % du PIB
Position nette à fin 2014	- 362	- 17,0
Variation imputable aux flux	- 7	- 0,3
Variation imputable aux variations de valeur de marché	11	0,5
Variation de change	36	1,6
Variation boursière	- 21	- 1,0
Autres ajustements	- 4	- 0,2
Position nette à fin 2015	- 358	- 16,4

Notes : Position extérieure avec les investissements directs en valeur mixte.

En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

flux du compte financier présentés au chapitre 2 contribuent aux évolutions de la position extérieure.

Pour la première fois cette année, la Banque de France publie la ventilation par principales devises de la dette extérieure¹. La dette extérieure brute représente 4 574 milliards d'euros à fin 2015, dont 3 362 milliards sont libellés en euro, 793 milliards en dollars américain, 191 milliards en livres sterling, 91 milliards en yen, 8 milliards en renminbi et 129 milliards dans d'autres devises. En tenant compte

1 La dette extérieure, brute ou nette, se compose des seuls instruments de dette (titres de dette à court terme, obligations et emprunts), ce qui exclut notamment les actions et les instruments financiers dérivés (voir glossaire).

des avoirs, la position nette en instruments de dette reste emprunteuse, de 813 milliards avec les avoirs de réserve et 863 milliards hors avoirs de réserve, dont 620 milliards libellés en euros. Par principales devises (hors avoirs de réserve), la position est emprunteuse en dollars à hauteur de 182 milliards d'euros et en livre sterling à hauteur de 86 milliards, et prêteuse en yen à hauteur de 61 milliards².

1 | LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ENTRE LA FRANCE ET L'ÉTRANGER

La position extérieure nette de la France en investissements directs est le principal poste créditeur de la position extérieure car, de longue date et à l'exception des années 2013 et 2015, les flux d'investissements directs des entreprises françaises à l'étranger sont supérieurs aux flux d'investissements directs des entreprises étrangères en France. Évalué en valeur mixte³, le solde excédentaire approche 500 milliards d'euros fin 2015.

Entre fin 2014 et fin 2015, en dépit de flux nets négatifs de 2 milliards et d'effets-prix légèrement négatifs liés à l'évolution de la valeur boursière des entreprises investies cotées, la position nette a progressé de 30 milliards sous l'effet de l'appréciation de plusieurs devises vis-à-vis de l'euro, qui a accru la valeur des investissements à l'étranger⁴.

T3-3 Les stocks d'investissements directs de la France (en valeur mixte)

(en milliards d'euros)

	2014	2015
Français à l'étranger	1 025,5	1 101,2
Capitaux propres	993,1	1 062,6
Autres opérations (prêts intragroupe et créances commerciales entre affiliés)	32,4	38,6
Étrangers en France	560,9	606,3
Capitaux propres	523,0	575,5
Autres opérations (prêts intragroupe et créances commerciales entre affiliés)	37,9	30,8
Investissements directs – position nette	464,6	494,9

Notes : Voir glossaire pour la règle du principe directionnel étendu. En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

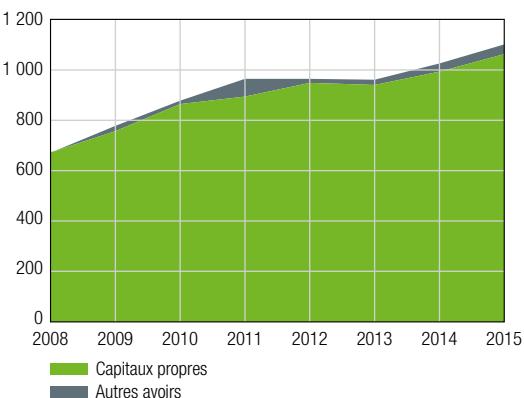
Source : Banque de France.

1|1 Le stock d'investissements directs français à l'étranger⁵

Le stock d'investissements directs français à l'étranger se monte à plus de 1 100 milliards fin 2015,

G3-2 Stocks d'investissements directs français à l'étranger (en valeur mixte)

(en milliards d'euros)



Note : Les stocks de prêts intragroupe comprennent des crédits commerciaux depuis fin 2011.

Source : Banque de France.

en augmentation de 75 milliards par rapport à la fin d'année précédente. Les investissements en capitaux propres, qui comprennent les investissements immobiliers, progressent de 69 milliards, à 1 063 milliards (96 % du total), tandis que les prêts nets des groupes français – y compris les crédits commerciaux – à leurs filiales étrangères s'établissent à 39 milliards, en hausse de 6 milliards.

Par zone géographique, les pays de la zone euro sont les premiers récipiendaires des investissements directs français à l'étranger (avec 44 % du stock total), devant les « autres pays industrialisés hors Union européenne » (26 %), l'ensemble des pays émergents et en développement (16 %) et les pays de l'Union européenne hors zone euro (14 %).

La ventilation géographique étant établie sur la base du pays de contrepartie immédiate, conformément aux recommandations des organisations internationales, les principaux pays d'accueil des investissements français sont non seulement les grands partenaires économiques et commerciaux de la France, tels

2 Le tableau 0-2b de l'annexe statistique présente le détail de la dette extérieure par principales devises.

3 Voir glossaire.

4 Un tableau décomposant les évolutions de la position extérieure en investissements directs entre fin 2014 et fin 2015 est fourni dans l'annexe statistique de ce rapport, consultable sur le site internet de la Banque de France.

5 À la période d'élaboration des premiers chiffres de la position extérieure à fin 2015, soit en avril-mai 2016, les résultats des enquêtes sur les stocks d'investissements directs en capitaux propres à fin 2015 ne sont pas encore disponibles. Les stocks d'investissements directs à fin 2015 publiés dans ce rapport sont donc estimés à partir des encours à fin 2014, des flux d'investissements directs en 2015, de la prise en compte des variations de change pour les positions en devises et de l'évolution du prix des actions dans le cas des investissements directs dans des entreprises cotées.

que les États-Unis (199 milliards, 18 % du stock), le Royaume-Uni (121 milliards, 11 %), l'Allemagne (5 %) et l'Italie (4 %), mais aussi des pays de transit, comme la Belgique (145 milliards, 13 % du stock), les Pays-Bas (113 milliards, 10 %), le Luxembourg et la Suisse (4 % du stock), dont les fonds investis sont partiellement réalloués vers d'autres destinations. Parmi les pays émergents, en transition et en développement, le principal pays d'accueil est la Chine (23 milliards, 2 % du stock) devant le Brésil, en fort recul du fait de la dépréciation du réal et d'une cession importante en 2015, Singapour, Hong Kong et le Nigeria. Le Maroc, malgré une cession majeure en 2014, et la Russie, malgré la dépréciation du rouble, la baisse des prix du pétrole et des matières premières et les difficultés économiques du pays, sont également d'importants pays d'accueil des investissements français à l'étranger.

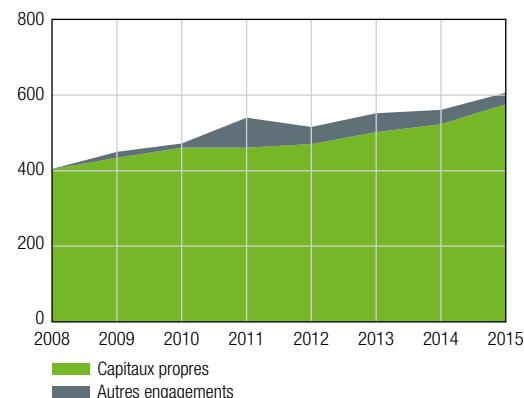
Les investissements directs de la France à l'étranger sont multisectoriels. Fin 2015, les entreprises de l'industrie manufacturière sont à l'origine de 29 % des investissements (dont 5 % pour la pharmacie, près de 4 % pour les industries agricoles et alimentaires et pour l'automobile, 3 % pour la chimie) ; celles du secteur des activités financières et d'assurance représentent 25 % du total. Par ordre d'importance, les autres principaux secteurs investisseurs à l'étranger sont ceux de l'information et de la communication (8 % du total), puis ceux du gaz et de l'électricité, ceux des activités immobilières (7 % du total), du commerce et des réparations, ainsi que ceux des industries extractives (6 %)⁶.

1|2 Le stock d'investissements directs étrangers en France

Le stock d'investissements directs étrangers en France atteint 606 milliards fin 2015, en hausse de 45 milliards par rapport à la fin d'année précédente. En baisse pour la deuxième année consécutive, les prêts nets reçus de l'étranger par les filiales françaises de groupes non-résidents, y compris les crédits commerciaux, s'établissent à 31 milliards (5 % du stock), tandis que les capitaux propres, investissements immobiliers compris, se montent à 575 milliards.

G3-3 Stocks d'investissements directs étrangers en France
(en valeur mixte)

(en milliards d'euros)



Note : Les stocks de prêts intragroupe comprennent des crédits commerciaux depuis fin 2011.

Source : Banque de France.

En fonction du pays de provenance immédiate des capitaux, les premiers pays investisseurs en France sont le Luxembourg (20 % du stock) et les Pays-Bas (12 %), mais leur poids prépondérant tient en partie au rôle de plate-forme de redistribution d'investissements de toutes provenances joué par ces pays. L'encadré 6 présente les résultats établis pour 2014 selon une méthode qui distingue les investisseurs ultimes.

Trois grands secteurs rassemblent plus des trois quarts du stock total des investissements étrangers : les activités financières et d'assurance (27 % du stock total), les activités immobilières (22 %) et l'industrie manufacturière (26 %), notamment les industries chimique et pharmaceutique et les industries agricoles et alimentaires.

6 La ventilation géographique et sectorielle des stocks d'investissements directs français à l'étranger et étrangers en France de 2012 à 2015 est fournie dans l'annexe statistique de ce rapport, consultable sur le site internet de la Banque de France.

ENCADRÉ 6

Les stocks et les revenus des investissements directs étrangers en France en fonction du pays de l'investisseur ultime

La ventilation géographique selon le pays de résidence de l'investisseur ultime à fin 2014 montre, comme les années précédentes, que les groupes et les investisseurs français détiennent en dernier ressort une part du stock d'investissements directs en France (25 milliards d'euros, soit près de 5 % du total).

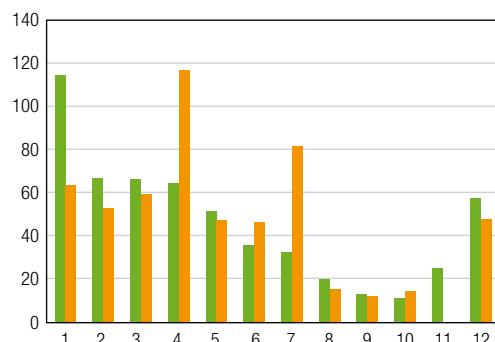
.../...

Par ailleurs, les États-Unis et l'Allemagne voient leurs montants d'investissements s'accroître de 51 et 14 milliards respectivement après affectation des investissements au pays de résidence de l'investisseur ultime et deviennent le premier et le deuxième pays investisseurs en France, avec plus de 20 % et 12 % du total. D'autres pays, parmi lesquels le Royaume-Uni (+ 7 milliards), la Suisse et l'Italie (+ 4 milliards), voient également le montant de leurs investissements en France progresser. Il en va de même de certains pays émergents. À titre indicatif, les investissements directs issus de Chine sont évalués à 0,9 milliard avec la première mesure, et à 2,8 milliards avec la seconde, ceux provenant d'Afrique du Sud se montent respectivement à - 0,1 milliard selon le premier pays de contrepartie, et à plus de 2 milliards selon le pays de l'investisseur ultime. En revanche, des pays de transit, comme le Luxembourg (- 52 milliards), les Pays-Bas (- 49 milliards) et, dans une moindre mesure, la Belgique (- 11 milliards) et l'Espagne (- 4 milliards) voient le montant de leurs investissements diminuer.

La même méthode appliquée aux revenus des investissements directs étrangers en France provoque des changements prononcés dans leur répartition géographique. En pays de l'investisseur ultime, les États-Unis, l'Allemagne et la Suisse voient leurs revenus progresser respectivement de 83 %, 38 % et 33 %, à 3,3, 2,9 et 2 milliards, par rapport à ceux qui leur sont attribués selon la règle du premier pays de contrepartie. A contrario, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg voient les revenus qui leur sont attribués décliner de 62 %, 42 % et 38 %.

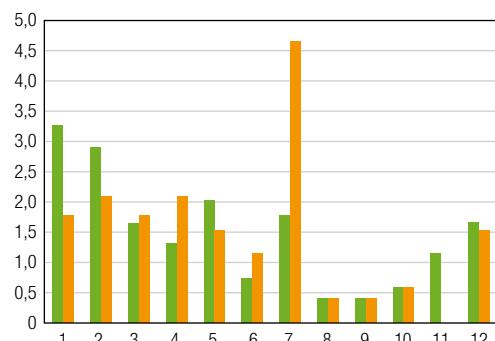
G3-A Principaux stocks d'investissements directs étrangers en France

(en milliards d'euros)



G3-B Principaux revenus d'investissements directs étrangers en France

(en milliards d'euros)



2014 Pays de l'investisseur ultime
2014 Pays de contrepartie immédiate

- 1 États-Unis
- 2 Allemagne
- 3 Royaume-Uni
- 4 Luxembourg
- 5 Suisse
- 6 Belgique
- 7 Pays-Bas
- 8 Italie
- 9 Japon
- 10 Espagne
- 11 France
- 12 Autres

Source : Banque de France.

Répartition géographique des stocks d'investissements directs étrangers en France selon le pays de résidence de l'investisseur ultime (en valeur mixte)

(montants en milliards d'euros)

	2014 (en montant)	2014 (en % du total)
France	25,2	4,5
Union européenne (à 28) hors France	318,5	56,8
Union économique et monétaire (à 19)	241,8	43,1
dont : Allemagne	66,9	11,9
Belgique	35,9	6,4
Espagne	11,2	2,0
Irlande	4,5	0,8
Italie	20,1	3,6
Luxembourg	64,7	11,5
Pays-Bas	32,5	5,8
Autres pays de l'Union européenne	76,7	13,7
dont : Danemark	4,7	0,8
Pologne	0,1	0,0
République tchèque	0,1	0,0
Roumanie	0,0	0,0
Royaume-Uni	66,7	11,9
Suède	4,7	0,8
Reste du monde	217,2	38,7
dont : Arabie saoudite	0,5	0,1
Australie	2,4	0,4
Brésil	- 0,1	0,0
Canada	1,4	0,2
Chine	2,8	0,5
États-Unis	115,0	20,5
Hong Kong	2,5	0,4
Îles Vierges britanniques	0,2	0,0
Inde	0,2	0,0
Japon	13,2	2,4
Liban	2,6	0,5
Qatar	2,1	0,4
Russie	1,9	0,3
Singapour	0,7	0,1
Suisse	51,8	9,2
Turquie	0,1	0,0
Total	560,9	100,0

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » à la fin de ce rapport annuel.

Le calcul du pays de l'investisseur ultime n'est pas disponible pour 2015.

Source : Banque de France.

2 | LES INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

La position nette s'établit à - 758 milliards d'euros, après - 785 milliards en 2014 (tableau T3-4). Cette amélioration de 27 milliards se décompose entre des flux nets de 54 milliards et des effets nets de valorisation négatifs pour 35 milliards, des effets de change de 3 milliards, ainsi que des reclassements statistiques pour 6 milliards.

Par secteur, les positions nettes du secteur bancaire et des autorités monétaires vis-à-vis de l'étranger sont négatives à hauteur 42 milliards (au lieu de - 65

T3-4 Ventilation des stocks d'investissements de portefeuille vis-à-vis des non-résidents Par nature d'instrument

(en milliards d'euros)

	2014	2015
Résidents sur titres étrangers	2 267	2 324
Actions et titres d'OPC	635	663
Titres de créance à long terme	1 440	1 478
Titres de créance à court terme	193	184
Non-résidents sur titres français	3 053	3 082
Actions et titres d'OPC	743	779
Titres de créance à long terme	2 067	2 083
Titres de créance à court terme	242	219
Position nette	- 785	- 758

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

T3-5 Ventilation des stocks d'investissements de portefeuille vis-à-vis des non-résidents Par secteur

(en milliards d'euros)

	2014	2015
Résidents sur titres étrangers	2 267	2 324
Établissements de crédit et autorités monétaires	595	597
OPC monétaires et non monétaires	634	697
Autres secteurs ^{a)}	1 039	1 031
Non-résidents sur titres français	- 3 053	- 3 082
Établissements de crédit et autorités monétaires	- 660	- 638
OPC monétaires et non monétaires	- 163	- 180
Autres secteurs ^{a)}	- 2 230	- 2 263
Position nette	- 785	- 758
Établissements de crédit et autorités monétaires	- 65	- 42
OPC monétaires et non monétaires	471	516
Autres secteurs ^{a)}	- 1 191	- 1 232

a) Dont administrations publiques

Source : Banque de France.

en 2014). Les OPC monétaires et non monétaires ont une position nette en titres positive vis-à-vis de l'étranger à hauteur de 516 milliards (après 471 en 2014). La position nette en titres des autres secteurs vis-à-vis des émetteurs étrangers est négative à hauteur de 1 232 milliards (après 1 191 en 2014).

2|1 Les investissements de portefeuille des résidents en titres étrangers

À fin 2015, les résidents français détiennent 2 324 milliards de titres étrangers (les avoirs), en hausse de 57 milliards par rapport à fin 2014. Cette augmentation provient notamment d'achats nets des résidents à hauteur de 54 milliards.

La structure du portefeuille des résidents en titres étrangers est stable, se composant, pour un peu moins des deux tiers, de titres de dette à long terme, pour plus d'un quart d'actions et de parts d'OPC et pour moins de 8 % de titres de dette à court terme.

Les avoirs des résidents sont principalement constitués de titres d'émetteurs de la zone euro (63 %) (tableau T3-6). Les titres des quatre principales économies de la zone euro hormis la France (Allemagne, Italie, Espagne et Pays-Bas) représentent 37,5 % du total, en léger recul par rapport à 2014. En dehors de la zone euro, les investisseurs français se portent principalement sur les titres du Royaume-Uni et des États-Unis (chacun un peu plus de 9 % du total des avoirs, en très légère hausse).

T3-6 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents

Par zone émettrice et secteur résident détenteur

(en milliards d'euros)

	2014	2015
Émetteurs de la zone euro	1 448	1 466
Institutions financières monétaires	317	322
Autres secteurs ^{a)}	1 131	1 145
Émetteurs hors zone euro	819	858
Institutions financières monétaires	234	258
Autres secteurs ^{a)}	585	599
Tous émetteurs	2 267	2 324
Institutions financières monétaires	552	580
Autres secteurs ^{a)}	1 716	1 744

a) Dont administrations publiques et autorités monétaires.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

2|2 Les investissements de portefeuille des non-résidents en titres français

La détention de titres français par les non-résidents (les engagements) s'établit à 3 082 milliards à fin 2015, après 3 053 milliards à fin 2014 (tableau T3-7). Cette hausse de 29 milliards résulte principalement des effets de valorisation pour 23 milliards. Les flux nets sont nuls.

Le portefeuille des non-résidents en actions et titres d'OPC français augmente de près de 35 milliards

T3-7 **Ventilation des titres français détenus par les non-résidents**
Par secteur émetteur

(en milliards d'euros)

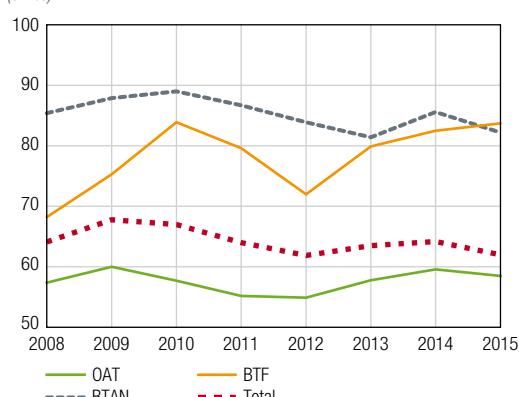
	2014	2015
Encours	3 053	3 082
Administrations publiques	1 266	1 262
OAT	857	920
Autres titres de créance à long terme	109	108
Bons du trésor (BTAN et BTF)	282	213
Autres titres de créance à court terme	19	21
Institutions financières monétaires	683	672
Actions et titres d'OPC	71	83
Titres de créance à long terme	551	537
Titres de créance à court terme	62	52
Autres secteurs	1 103	1 147
Actions et titres d'OPC	673	696
Titres de créance à long terme	413	432
Titres de créance à court terme	18	19

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

G3-4 **Part des OAT, BTAN et BTF détenue par les non-résidents**

(en %)



Source : Banque de France.

en 2015. La part de ces titres dans le portefeuille représente un quart à fin 2015.

La position des non-résidents en titres de créance (obligations et titres de court terme) est en baisse de 9 milliards.

La structure du portefeuille des non-résidents par secteur émetteur résident est globalement inchangée par rapport à 2014 et se compose à hauteur de 41 % en titres émis par les administrations publiques, les titres des IFM représentant 21 % du portefeuille et le reste étant principalement constitué de titres des sociétés non financières.

La détention de la dette négociable de l'État par les non-résidents augmente de 63 milliards sur les OAT et baisse de 69 milliards sur les BTAN et BTF.

Le taux de détention de la dette de l'État par les non-résidents revient à 61,9 %, après 64,2 % en 2014, en raison d'une moindre détention d'OAT et de BTAN (respectivement 58,5 % et 82,2 %, après 59,6 % et 85,6 %).

3| LES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La position nette en instruments financiers dérivés est négative et s'est réduite par rapport à 2014 (- 31 milliards, contre - 59 milliards en 2014). L'évolution du solde débiteur sur 2015 (+ 28 milliards) s'explique par des flux nets positifs de 11 milliards (primes sur options, soultes sur opérations de swaps et autres opérations à terme, etc.) auxquels s'ajoutent les effets de valorisation pour 17 milliards. Les stocks d'instruments financiers dérivés ont diminué au cours de l'exercice avec en valeur de marché 820 milliards en avoirs et 851 milliards en engagements contre respectivement 1 042 et 1 101 milliards en 2014.

Les swaps sont toujours majoritaires et représentent 60 % de la valeur de marché globale (actif + passif) des instruments financiers dérivés. Ce sont

T3-8 **Évolution de la position sur les instruments financiers dérivés**

(en milliards d'euros)

	2014	2015
Solde	- 59,1	- 31,3
Swaps	4,2	8,4
Options	- 70,0	- 49,3
Contrats à terme	6,7	9,6

Source : Banque de France.

majoritairement des swaps de taux d'intérêt. Les options et les contrats à terme représentent respectivement 34 % et 6 % du total.

Le Royaume-Uni constitue le premier pays de contrepartie des contrats (39 %), dont une part majoritaire correspond à des contrats de swaps, suivie par les États-Unis (16 %) et l'Allemagne (13 %).

4 | LES AUTRES INVESTISSEMENTS (POSITION DE PRÊTS-EMPRUNTS)

À fin 2015, la position prêts-emprunts, tous secteurs confondus, est emprunteuse nette comme les années précédentes. Elle atteint – 190 milliards, après – 100 milliards en 2014. Le renforcement important de cette position emprunteuse reflète essentiellement la réduction des avoirs nets des IFM (hors opérations de la Banque de France) ainsi que dans une moindre mesure la progression des emprunts nets des autres secteurs et de la Banque de France.

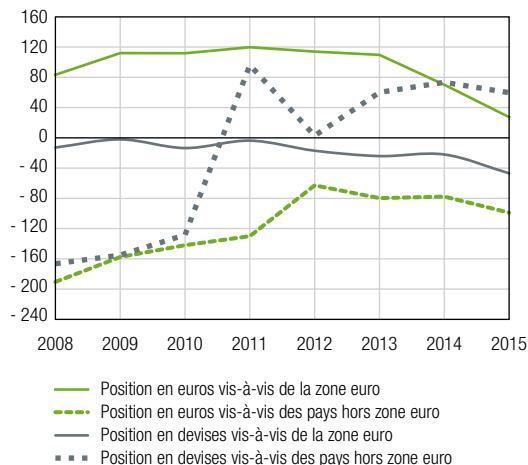
En 2015, la position prêts-emprunts des IFM est devenue emprunteuse pour un montant de 59 milliards. Cette position était préteuse sur 2013 et 2014, respectivement de 66 et de 44 milliards. Ce renversement de position reflète à la fois la réduction des prêts à hauteur de 58 milliards et la hausse des emprunts de 45 milliards.

Cette évolution concerne aussi bien les opérations interbancaires, en euros (– 39 milliards) et en devises (– 27 milliards), que les opérations avec la clientèle financière et non financière, en euros (– 25 milliards) et en devises (– 11 milliards)⁷.

La position nette négative en euros s'est accentuée (– 71 milliards en 2015 contre – 7 milliards en 2014), en raison notamment de la forte réduction des prêts enregistrée tant vers la zone euro, particulièrement en Espagne, que vers les pays hors zone euro, tels que les États-Unis et la Chine⁸. Parallèlement, la position nette préteuse en devises s'est réduite, de 13 milliards en 2015 contre 52 milliards en 2014. Cette évolution résulte principalement de l'augmentation des emprunts, en particulier auprès de contreparties de la zone euro avec des opérations en yen et dollar américain auprès notamment du Luxembourg mais aussi par des opérations en livre sterling réalisées hors zone euro vis-à-vis plus particulièrement du Royaume-Uni.

Des situations contrastées apparaissent selon les pays ou zones géographiques de contrepartie des opérations de prêts et emprunts. Vis-à-vis de l'Union européenne, la position nette des IFM

G3-5 Position nette des prêts-emprunts des IFM
(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

est emprunteuse, ce qui s'explique à la fois par les positions nettes emprunteuses vis-à-vis de l'Allemagne, du Luxembourg et de la place financière de Londres.

Les IFM sont préteuses nettes vis-à-vis du reste du monde, en particulier auprès du Japon. Toutefois, les positions emprunteuses se sont accentuées auprès des États-Unis et des centres financiers extraterritoriaux.

En 2015, la position extérieure créditrice de la Banque de France (y compris titres et avoirs de réserve) s'est accrue de 28 milliards pour atteindre 120 milliards. Cette évolution résulte exclusivement d'une progression des créances de 28 milliards, les engagements n'ayant pas varié. Toutes les composantes des créances ont contribué à la hausse. Les acquisitions de titres, réalisées principalement dans le cadre des opérations d'achats d'actifs, se sont élevées à 11 milliards. En outre, les avoirs de réserve ont progressé de 9 milliards.

La position négative sur billets, de – 33 milliards d'euros, retrace la demande internationale de billets en euros adressée, notamment par les banques centrales étrangères, à la Banque de France⁹.

7 Voir tableau 5.17.

8 Voir tableau 5.18.

9 Tableau statistique 5.20 dans l'annexe statistique de ce rapport annuel, consultable sur le site internet de la Banque de France.



BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2014 ET 2015 PRÉSENTATION DÉTAILLÉE

Balance des paiements – année 2014

(en millions d'euros)

		Crédits	Débits	Soldes
1.	COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	812 809	835 603	- 22 794
1.1.	Biens	437 979	478 457	- 40 477
1.1.1.	Marchandises générales	419 365	478 457	- 59 092
1.1.2.	Négoce	18 615		18 615
1.2.	Services	207 114	190 221	16 894
1.2.1.	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	7 498	7 651	- 153
1.2.2.	Services d'entretien et de réparation n.i.a	5 054	3 475	1 579
1.2.3.	Transports	36 230	39 170	- 2 940
	<i>maritimes</i>	12 654	8 395	4 259
	<i>aériens</i>	10 844	12 890	- 2 046
	<i>autres</i>	12 732	17 885	- 5 153
1.2.4.	Voyages	43 769	36 677	7 093
1.2.5.	Services de construction	2 533	2 191	342
1.2.6.	Services d'assurance et de pension	5 288	5 909	- 621
1.2.7.	Services financiers	10 490	4 990	5 499
	<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	5 925	3 831	2 094
	<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)</i>	4 564	1 159	3 405
1.2.8.	Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	10 780	9 285	1 495
1.2.9.	Services de télécommunication, d'informatique et d'information	14 317	14 095	222
1.2.10.	Autres services aux entreprises	67 639	62 964	4 674
	<i>Services de recherche et développement</i>	10 387	11 363	- 975
	<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	17 270	15 437	1 832
	<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services</i>	39 982	36 164	3 817
1.2.10.	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2 582	3 440	- 857
1.2.11.	Biens et services des administrations publiques n.i.a.	935	374	561
1.3.	Revenus primaires	153 278	105 525	47 754
1.3.1.	Rémunérations des salariés	18 523	1 086	17 437
1.3.2.	Revenus des investissements	123 930	101 919	22 012
	<i>Investissements directs</i>	58 922	17 901	41 022
	<i>Investissements de portefeuille</i>	54 464	73 525	- 19 061
	<i>Autres investissements</i>	10 077	10 493	- 416
	<i>Avoirs de réserve</i>	468	0	468
1.3.3.	Autres revenus primaires	10 825	2 520	8 305
1.4.	Revenus secondaires	14 437	61 401	- 46 964
1.4.1.	Secteur des administrations publiques	4 523	32 800	- 28 278
1.4.2.	Autres secteurs	9 914	28 601	- 18 686
	<i>Transferts courants divers</i>	5 269	21 207	- 15 938
	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	473	9 239	- 8 766
2.	COMPTE DE CAPITAL	2 787	616	2 171
2.1.	Cessions d'actifs non financiers non produits	0	1	- 1
2.2.	Transferts en capital	2 787	615	2 172

Balance des paiements – année 2014 (suite)

(en millions d'euros)

	Avoirs	Engagements	Net
3. COMPTE FINANCIER	203 134	210 677	- 7 542
3.1. Investissements directs	36 199	180	36 018
3.1.1. Capital social	19 619	9 657	9 962
3.1.2. Bénéfices réinvestis	6 357	5 280	1 077
3.1.3. Autres opérations (prêts intragroupe)	10 223	- 14 757	24 980
3.2. Investissements de portefeuille	69 744	87 659	- 17 915
3.2.1. Actions et titres d'OPC	11 386	7 929	3 456
Banque de France	182	–	182
Administrations publiques	1 247	–	1 247
Institutions financières monétaires	- 4 477	3 710	- 8 187
Autres secteurs	14 434	4 219	10 215
3.2.2. Titres de créance à long terme	44 687	81 929	- 37 242
Banque de France	- 6 318	–	- 6 318
Administrations publiques	1 874	50 818	- 48 944
Institutions financières monétaires	25 353	9 579	15 774
Autres secteurs	23 777	21 532	2 245
3.2.3. Titres de créance à court terme	13 672	- 2 199	15 871
Banque de France	3 512	–	3 512
Administrations publiques	1 200	- 2 389	3 589
Institutions financières monétaires	562	- 2 098	2 660
Autres secteurs	8 398	2 288	6 110
3.3. Instruments financiers dérivés	11 925	35 619	- 23 694
Banque de France	–	–	–
Administrations publiques	–	–	–
Institutions financières monétaires	- 66 444	- 63 211	- 3 233
Autres secteurs	78 369	98 830	- 20 461
3.4. Autres investissements	84 535	87 218	- 2 683
3.4.1. Autres participations	3 320	- 50	3 370
Banque de France	10	0	10
Administrations publiques	3 310	- 50	3 360
3.4.2. Numéraire et dépôts	52 475	83 142	- 30 666
Banque de France	3 861	8 086	- 4 225
Administrations publiques	- 152	710	- 863
Institutions financières monétaires	26 885	74 346	- 47 461
Autres secteurs	21 882	–	21 882
3.4.3. Prêts	27 165	- 7 147	34 312
Banque de France	- 2 830	- 10 805	7 975
Administrations publiques	1 518	3 558	- 2 040
Institutions financières monétaires	27 603	0	27 603
Autres secteurs	874	100	774
3.4.4. Crédits commerciaux et avances	- 1 581	3 397	- 4 978
3.4.5. Autres comptes à payer/à recevoir	3 155	7 876	- 4 721
Institutions financières monétaires	2 865	7 602	- 4 737
Autres secteurs	290	274	16
3.4.6. Droits de tirage spéciaux		0	0
3.5. Avoirs de réserve	732		732
Or	3		3
Avoirs en droits de tirage spéciaux	214		214
Position de réserve au FMI	- 1 361		- 1 361
Autres avoirs de réserve	1 876		1 876
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES			13 081

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas être exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.

Balance des paiements – année 2015

(en millions d'euros)

		Crédits	Débits	Soldes
1.	COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	852 611	856 962	- 4 351
1.1.	Biens	460 654	484 659	- 24 005
1.1.1.	Marchandises générales	437 420	484 659	- 47 239
1.1.2.	Négoce	23 234		23 234
1.2.	Services	217 774	208 972	8 802
1.2.1.	Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	8 373	8 781	- 408
1.2.2.	Services d'entretien et de réparation n.i.a	5 336	4 008	1 328
1.2.3.	Transports	38 290	41 987	- 3 697
	<i>maritimes</i>	13 718	9 356	4 362
	<i>aériens</i>	11 195	13 159	- 1 965
	<i>autres</i>	13 377	19 472	- 6 094
1.2.4.	Voyages	41 387	34 628	6 759
1.2.5.	Services de construction	2 834	1 710	1 124
1.2.6.	Services d'assurance et de pension	5 121	6 097	- 976
1.2.7.	Services financiers	11 055	5 633	5 422
	<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	6 401	4 473	1 927
	<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)</i>	4 655	1 160	3 495
1.2.8.	Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	13 503	12 593	909
1.2.9.	Services de télécommunication, d'informatique et d'information	15 003	15 051	- 48
1.2.10.	Autres services aux entreprises	73 511	74 407	- 896
	<i>Services de recherche et développement</i>	11 200	13 281	- 2 081
	<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	17 832	18 703	- 871
	<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services</i>	44 479	42 423	2 056
1.2.10.	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2 675	4 057	- 1 382
1.2.11.	Services des administrations publiques n.i.a.	685	19	667
1.3.	Revenus primaires	157 084	105 111	51 973
1.3.1.	Rémunérations des salariés	20 581	1 437	19 144
1.3.2.	Revenus des investissements	124 610	101 409	23 201
	<i>Investissements directs</i>	59 651	17 765	41 886
	<i>Investissements de portefeuille</i>	54 469	72 053	- 17 584
	<i>Autres investissements</i>	9 940	11 591	- 1 651
	<i>Avoirs de réserve</i>	550	0	550
1.3.3.	Autres revenus primaires	11 893	2 265	9 627
1.4.	Revenus secondaires	17 099	58 220	- 41 120
1.4.1.	Secteur des administrations publiques	6 236	30 580	- 24 345
1.4.2.	Autres secteurs	10 864	27 639	- 16 776
	<i>Transferts courants divers</i>	5 789	19 342	- 13 553
	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	473	9 992	- 9 519
2.	COMPTE DE CAPITAL	2 548	474	2 074
2.1.	Cessions d'actifs non financiers non produits	86	7	79
2.2.	Transferts en capital	2 462	467	1 996

Balance des paiements – année 2015 (suite)

(en millions d'euros)

	Avoirs	Engagements	Net
3. COMpte FINANCIER	176 912	183 938	- 7 026
3.1. Investissements directs	33 814	35 701	- 1 887
3.1.1. Capital social	19 894	34 610	- 14 716
3.1.2. Bénéfices réinvestis	8 841	7 287	1 554
3.1.3. Autres opérations (prêts intragroupe)	5 079	- 6 196	11 275
3.2. Investissements de portefeuille	54 607	484	54 123
3.2.1. Actions et titres d'OPC	4 782	5 133	- 350
Banque de France	177	-	177
Administrations publiques	223	-	223
Institutions financières monétaires	- 1 560	11 547	- 13 107
Autres secteurs	5 942	- 6 414	12 356
3.2.2. Titres de créance à long terme	61 183	23 043	38 140
Banque de France	21 606	-	21 606
Administrations publiques	416	26 816	- 26 400
Institutions financières monétaires	24 582	- 22 331	46 913
Autres secteurs	14 578	18 558	- 3 980
3.2.3. Titres de créance à court terme	- 11 359	- 27 692	16 334
Banque de France	- 14 206	-	- 14 206
Administrations publiques	- 658	- 16 998	16 339
Institutions financières monétaires	4 006	- 12 088	16 093
Autres secteurs	- 500	1 393	- 1 893
3.3. Instruments financiers dérivés	139 396	128 586	10 810
Banque de France	-	-	-
Administrations publiques	-	-	-
Institutions financières monétaires	- 90 210	- 93 345	3 135
Autres secteurs	229 607	221 931	7 675
3.4. Autres investissements	- 58 077	19 166	- 77 243
3.4.1. Autres participations	1	- 54	54
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	1	- 54	54
3.4.2. Numéraire et dépôts	- 37 405	- 1 863	- 35 542
Banque de France	11 801	- 453	12 254
Administrations publiques	775	64	711
Institutions financières monétaires	- 98 544	- 1 474	- 97 070
Autres secteurs	48 563	-	48 563
3.4.3. Prêts	- 18 005	25 639	- 43 643
Banque de France	- 4 115	- 9 883	5 768
Administrations publiques	- 2 731	89	- 2 820
Institutions financières monétaires	- 6 248	0	- 6 248
Autres secteurs	- 4 911	35 433	- 40 344
3.4.4. Crédits commerciaux et avances	3 576	5 103	- 1 527
3.4.5. Autres comptes à payer/à recevoir	- 6 244	- 9 659	3 415
Institutions financières monétaires	- 6 406	- 9 913	3 507
Autres secteurs	162	254	- 92
3.4.6. Droits de tirage spéciaux		0	0
3.5. Avoirs de réserve	7 170		7 170
Or	8		8
Avoirs en droits de tirage spéciaux	65		65
Position de réserve au FMI	- 1 311		- 1 311
Autres avoirs de réserve	8 408		8 408
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES			- 4 750

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas être exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.

ANNEXES

PARTIE I

GLOSSAIRE

A

■ Actifs non financiers non produits

Cette catégorie correspond aux ressources naturelles (terrains, droits d'exploitation du sous-sol, des eaux, des forêts, etc.), aux contrats, baux et licences, ainsi qu'aux actifs de commercialisation (marques et modèles déposés, logos, noms de domaine, etc.) achetés ou vendus.

■ Administrations publiques

Le secteur des administrations publiques regroupe l'État, les organismes divers d'administration centrale (universités, agences régionales de santé, Météo-France, etc.), les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

■ Articulation flux-stocks

La variation de la position extérieure entre deux dates est due :

- aux flux qui sont enregistrés dans la balance des paiements,
- aux mouvements des taux de change, aux variations des prix des actions cotées,
- et aux autres variations (qui incluent en particulier les reclassements entre rubriques, les changements de méthodologie et les écarts statistiques entre deux dates d'arrêté).

■ Autres investissements (prêts et emprunts)

Les « Autres investissements » composent une rubrique du compte financier qui englobe toutes les opérations sur les actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne relèvent ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des instruments financiers dérivés, ni des avoirs de réserve. En pratique, cela recouvre, pour l'essentiel, les dépôts auprès des banques, ainsi que les opérations de prêts et emprunts, entre banques le plus souvent, mais aussi effectuées par des sociétés d'assurances, des entreprises, et des fonds d'investissement de toute nature.

■ Autres secteurs

La rubrique « Autres secteurs » enregistre les opérations effectuées par des agents économiques autres que la banque centrale, les administrations publiques et les institutions financières monétaires. Il s'agit des autres sociétés financières (sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, sociétés de financement, organismes de placement collectif (OPC) – sauf les OPC monétaires qui sont classés parmi les institutions financières monétaires), des entreprises industrielles et commerciales, des ménages et entrepreneurs individuels. Ce secteur résiduel comprend enfin les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comme les associations ou les fondations.

■ Avitaillement et soutage

Cette rubrique recouvre les achats de biens, tels que carburants (on parle alors de soutage maritime lorsqu'un navire est concerné), provisions et fournitures, dans les ports et les aéroports, par les transporteurs résidents à l'étranger et par les transporteurs non résidents en France. En sont exclus les services apparentés (remorquage, emmagasinage, etc.) qui sont enregistrés parmi les services de transport.

■ Avoirs de réserve

Les avoirs de réserve sont les avoirs extérieurs qui sont à la disposition immédiate de la banque centrale. Ils sont constitués des créances brutes en or monétaire et en devises, y compris sous forme de titres émis par des non-résidents, des avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS) et de la position nette de réserve à l'égard du Fonds monétaire international.

B

■ Bénéfices réinvestis

Les bénéfices réinvestis sont la partie non distribuée et mise en réserve des résultats opérationnels courants après impôts des filiales et participations revenant à l'investisseur direct.

■ Biens

Les biens sont des actifs physiques produits sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété économique peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais de transactions.

■ Billets

Dans le cadre de l'Union économique et monétaire, les flux et les encours relatifs aux billets en euros font l'objet d'un traitement particulier, qui consiste en une double écriture. La première correspond à la différence entre l'émission théorique allouée à la Banque de France (celle-ci est calculée en fonction de sa participation dans le capital de la BCE) et les billets en euros effectivement mis en circulation. La seconde correspond à la différence entre l'émission théorique allouée à la Banque de France et la détention par les résidents de billets en euros. La position nette correspond donc à la différence entre la détention par les résidents de billets en euros et le stock de billets mis en circulation par la Banque de France.

C

■ Compte de capital

Le compte de capital enregistre les transferts en capital, c'est-à-dire les opérations qui donnent lieu au transfert de propriété d'un actif fixe ou à la remise d'un engagement par le créancier sans que rien ne soit reçu en échange (remises de dettes, pertes sur créances, aides à l'investissement, etc.) ainsi que les acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits (voir la définition).

■ Court terme

Pour les statistiques de balance des paiements, le court terme correspond à une échéance inférieure ou égale à un an (échéance « à l'origine », c'est-à-dire au moment où l'opération financière est engagée, par différence avec la notion d'échéance « résiduelle »).

■ Crédits commerciaux et avances

Les crédits commerciaux et avances recouvrent les financements accordés par les entreprises résidentes à des clients non résidents (avoirs) ou par les non-résidents à des entreprises résidentes (engagements), quelle que soit l'échéance de ces crédits, ainsi que les avances payées à la commande. Les crédits commerciaux entre sociétés ayant une relation d'investissement direct figurent à la rubrique « Investissements directs » ; les autres crédits commerciaux sont enregistrés sous la rubrique « Autres investissements ».

D

■ Dette extérieure

La dette extérieure brute se compose des seuls passifs financiers vis-à-vis des non-résidents en instruments de dette (titres du marché monétaire, obligations, emprunts), ce qui exclut notamment les actions et les instruments financiers dérivés. C'est une dette brute au sens où les actifs financiers des résidents français ne sont pas soustraits des éléments de passif. En revanche, ces actifs sont soustraits pour calculer la dette extérieure nette, qui se compose des positions nettes en instruments de dette.

E

■ Envois de fonds des travailleurs

Les envois de fonds des travailleurs reprennent les montants transférés à l'étranger par des travailleurs résidents et vice versa. Les envois de fonds des travailleurs figurent dans la rubrique « Revenus secondaires ».

■ Erreurs et omissions

Le poste « Erreurs et omissions » est un poste d'ajustement dont l'existence tient à ce que, à la différence d'un système simple de comptabilisation en partie double, les enregistrements en débit et en crédit dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Les erreurs et omissions sont par construction égales à la différence entre le solde du compte financier d'une part, la somme des soldes du compte de capital et du compte de transactions courantes d'autre part.

F

■ Fabisation

La Fabisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

■ France

En balance des paiements, la France comprend les départements de la France métropolitaine, les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion), les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que la principauté de Monaco. Tous les autres pays, territoires et institutions sont considérés comme étant des non-résidents, y compris la Banque centrale européenne (BCE).

I

■ Institutions financières monétaires (IFM)

Le secteur des institutions financières monétaires hors banque centrale comprend les établissements de crédit résidents tels que définis par la législation communautaire et toutes les autres institutions financières résidentes dont l'activité consiste à recevoir des dépôts (ou de proches substituts de dépôts) de la part d'entités autres que des IFM et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières. Cette catégorie comprend également les institutions monétaires électroniques, c'est-à-dire celles qui pratiquent l'intermédiation financière principalement par l'émission de monnaie électronique. La Caisse des dépôts et consignations, les organismes de placement collectif (OPC) monétaires et la Caisse nationale d'Épargne sont aussi inclus dans le secteur des IFM. Les établissements de paiement n'en font en revanche pas partie.

■ Instruments financiers dérivés

Cette rubrique comprend les primes sur instruments conditionnels et les contrats à terme, achetés ou vendus par les banques résidentes et par les autres secteurs, ainsi que les appels de marge, les soultes et les intérêts sur swaps.

■ Intérêts

Les intérêts constituent une forme de revenu de la propriété que reçoivent les propriétaires de certains actifs financiers (dépôts, titres autres que les actions, crédits, autres comptes à recevoir). Ils s'enregistrent sur la base des « droits constatés ».

■ Investissements directs

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs résidant dans une économie afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise résidant dans une autre économie et de détenir ou de liquider une influence dans sa gestion.

L

■ Long terme

Pour les statistiques de balance des paiements, le long terme correspond à une échéance à l'origine supérieure à un an.

N

■ Négoce international

Sont recensés au titre du négoce international, les transactions liées aux achats de marchandises étrangères non importées sur le territoire douanier français, puis revendues à des non-résidents, ainsi que les achats et ventes à des non-résidents de marchandises françaises ne quittant pas le territoire douanier français.

P

■ Portefeuille (investissements de)

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations sur titres négociables entre résidents et non-résidents (achats à l'émission, négociations et remboursements), à l'exception des opérations comprises au sein des investissements directs, des avoirs de réserve et des instruments financiers dérivés.

■ Prêts intragroupe (investissements directs)

Les « Autres opérations » des investissements directs recouvrent l'ensemble des opérations de prêts, avances et dépôts, à court et long terme, entre sociétés ayant une relation d'investissement direct, à l'exception des crédits et dépôts entre les banques et autres institutions financières monétaires résidentes et d'autres banques et institutions financières monétaires du même groupe situées à l'étranger, classés dans la rubrique « Autres investissements ».

■ Principe directionnel étendu (investissements directs – autres opérations – prêts intragroupe)

Le principe directionnel étendu est une mesure complémentaire, en BPM6, des données d'investissement direct. Selon le principe directionnel étendu, les prêts entre sociétés appartenant à un même groupe international ne sont pas classés en fonction du sens du prêt, mais d'après la résidence de la tête de groupe.

R

■ Réinvestissement des bénéfices

Cf. *Bénéfices réinvestis*.

■ Réserves de change

Cf. *Avoirs de réserve*.

■ Résidence

Les résidents sont :

- les personnes physiques ayant leur centre d'intérêt économique prédominant en France, quelle que soit leur nationalité, à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France, qui restent des non-résidents ;
- les fonctionnaires et autres agents publics français en poste à l'étranger ou mis à la disposition d'organisations internationales ou d'autres employeurs non résidents ;
- les personnes morales françaises ou étrangères, pour leurs établissements en France, à l'exception des représentations des pays étrangers et des organismes internationaux installés en France, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée en France par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique (filiale, succursale, agence, bureau, etc.).

Les non-résidents sont :

- les personnes physiques étrangères ou françaises qui vivent habituellement à l'étranger, c'est-à-dire qui y ont leur installation effective, à l'exception des représentations françaises et des fonctionnaires français en poste à l'étranger ;
- les personnes morales étrangères ou françaises, pour leurs établissements à l'étranger, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée à l'étranger par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique.

■ Revenus d'investissements

Les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs. Ils sont décomposés en fonction de la nature des opérations financières auxquelles ils se rattachent : revenus d'investissements directs, revenus d'investissements de portefeuille, revenus des autres investissements et revenus des avoirs de réserve. Les revenus des investissements constituent une rubrique du compte de transactions courantes.

■ Revenus primaires

Les revenus primaires représentent les flux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissement ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers »). Les impôts et subventions sur les produits et la production sont également inclus dans les revenus primaires.

■ Revenus secondaires

Les revenus secondaires retracent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Un transfert est une écriture qui correspond à la fourniture d'un bien, d'un service, d'un actif financier ou d'un autre actif non produit sans la contrepartie d'un élément de valeur économique. Les transferts courants sont tous les transferts qui ne constituent pas des transferts en capital (cf. *Compte de capital*).

S

■ Secteurs économiques résidents

Dans de nombreux postes de la balance des paiements, les montants recensés font l'objet d'un classement en fonction du secteur institutionnel auquel appartient le résident qui participe à l'opération. On distingue (voir les définitions pour chacun d'entre eux) :

- la Banque de France ;
- les administrations publiques ;
- les institutions financières monétaires ;
- les « Autres secteurs ».

■ Services

Les services constituent la deuxième grande composante des transactions courantes. Contrairement aux biens, pour lesquels les activités de production et de commercialisation sont nettement séparées, les échanges de services sont étroitement liés à leur production. Les échanges de services incluent les transports et les voyages.

■ Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers

Cette rubrique, dorénavant classée dans les services (elle était incluse dans les biens dans la classification du 5^e Manuel de la balance des paiements), enregistre les transactions concernant les travaux de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires du bien en question.

■ Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)

Les SIFIM représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.

■ Signe (convention de)

Par convention, on affecte un signe positif à toute transaction courante avec quelques exceptions, dont les acquisitions effectuées pour le négoce, et les bénéfices réinvestis en cas de pertes opérationnelles, qui sont enregistrés en crédit ou en débit selon le cas, avec un signe négatif. Dans le compte de transactions courantes (et le compte de capital), un solde (crédit moins débit) positif indique un excédent des recettes sur les dépenses et donc une capacité de financement nette.

S'agissant des opérations en avoirs et en engagements du compte financier, un chiffre positif reflète une augmentation des avoirs ou des engagements, tandis qu'un chiffre négatif représente une diminution des avoirs ou des engagements. Un solde positif des flux du compte financier représente un accroissement des avoirs nets de la France, et un solde négatif une réduction de ces avoirs nets. Une augmentation simultanée, pour le même montant, des avoirs et des engagements, ne modifie pas le solde du compte financier.

T

■ Transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, services, revenus primaires et revenus secondaires entre la France et le reste du monde. Son solde est égal à la différence entre les exportations et revenus à recevoir et les importations et revenus à payer par les résidents.

■ Transferts en capital – Remise de dette

L'annulation d'une dette consentie par les administrations publiques françaises à un pays étranger correspond à un transfert en faveur d'un agent non résident. À ce titre, elle est inscrite au débit du compte de capital. En contrepartie, l'annulation de dette diminue les avoirs des administrations publiques ; elle est donc inscrite au crédit du compte financier, sous la rubrique « Autres investissements ».

■ Transferts en capital – Autres transferts

Les autres transferts en capital rassemblent les aides à l'investissement reçues de l'étranger ou versées à des pays étrangers dans le cadre de l'aide au développement. Les transferts dont bénéficient les administrations publiques françaises proviennent essentiellement des institutions européennes (FEDER et FEADER).

■ Transports

Cette ligne enregistre les transactions déclarées au titre de l'acheminement des marchandises et des transports de passagers, les frais associés à l'exception de l'avitaillement (voir la définition) et une estimation de la part des frais d'expédition contenus dans les transactions de marchandises. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux (par exemple, la valeur du transport aérien correspondant au déplacement d'un touriste entre son pays d'origine et la France) ne sont pas enregistrées sous la ligne « voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par les non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par les résidents sont inclus dans les voyages.

■ Travail à façon

Cf. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers.

V

■ Valeur comptable

La valeur comptable des encours d'investissements directs est celle indiquée par les entreprises dans leur comptabilité. Elle figure, pour les investissements directs français à l'étranger, dans les tableaux relatifs aux filiales et participations annexés aux comptes annuels, et pour les investissements directs étrangers en France, dans les bilans des sociétés résidentes affiliées à des investisseurs directs non résidents.

■ Valeur de marché

Les encours d'investissements directs en valeur de marché, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, font l'objet d'une estimation, déterminée en commun avec les comptables financiers nationaux, appliquée aux seuls capitaux propres. Seuls les encours agrégés en valeur de marché sont diffusés. Aucune ventilation par entreprise, par pays ou par secteur économique n'est donc disponible.

■ Valeur mixte

En valeur mixte, la partie cotée des encours d'investissements directs, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, est valorisée en valeur de marché tandis que la partie non cotée est valorisée en valeur comptable.

■ Voyages

La rubrique « Voyages » retrace les dépenses des personnes physiques lors de leurs déplacements à l'étranger. Au crédit, figurent l'ensemble des dépenses en France des personnes physiques non résidentes effectuées au titre de leurs frais de séjour de durée inférieure à un an ainsi que les frais engagés au titre des services personnels (de santé, de scolarité, etc.) acquis auprès des résidents. Au débit, figurent les dépenses de même nature effectuées à l'étranger par des résidents.

Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées dans la ligne « Voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par des non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par des résidents sont inclus dans les voyages.

PARTIE II

DÉFINITION DES ZONES GÉOGRAPHIQUES

Pays membres de l'Union européenne (au 1^{er} janvier 2016)

Allemagne *	Italie *
Autriche *	Lettonie *
Belgique *	Lituanie *
Bulgarie	Luxembourg *
Chypre *	Malte *
Croatie	Pays-Bas *
Danemark	Pologne
Espagne *	Portugal *
Estonie *	République tchèque
Finlande *	Roumanie
France *	Royaume-Uni
Grèce *	Slovaquie *
Hongrie	Slovénie *
Irlande *	Suède

L'Union européenne comprend les pays ci-dessus ainsi que les institutions de l'Union européenne (la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen de développement et d'autres institutions communautaires européennes).

Au 1^{er} janvier 2016, l'Union économique et monétaire comprend 19 pays membres (désignés par *), ainsi que la Banque centrale européenne et le Mécanisme européen de stabilité.

Les zones géographiques sont définies dans les listes conventionnelles établies par Eurostat.

Centres financiers extraterritoriaux (liste conventionnelle établie par Eurostat)

Andorre	Îles Vierges américaines
Anguilla	Îles Vierges britanniques
Antigua-et-Barbuda	Jersey
Aruba	Liban
Bahamas	Libéria
Bahreïn	Liechtenstein
Barbade (La)	Maurice
Belize	Montserrat
Bermudes	Nauru
Curaçao	Niue
Dominique	Panama
Gibraltar	Philippines
Grenade	Saint-Kitts-et-Nevis
Guernesey	Sainte-Lucie
Hong Kong	Saint-Martin
Île de Man	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Îles Caïmans	Samoa
Îles Cook	Seychelles
Îles Marshall	Singapour
Îles Turques et Caïques	Vanuatu

PARTIE III

BALANCE DES PAIEMENTS RÉVISIONS DES DONNÉES 2013 ET 2014

Dans le cadre de la publication du *Rapport annuel*, certaines données des années antérieures font habituellement l'objet d'actualisations qui concernent principalement les deux années précédentes. Ces révisions permettent en particulier d'intégrer une information plus complète.

PRINCIPALES RÉVISIONS DU COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES

Pour 2013 les révisions sont d'ampleur négligeable pour les biens, elles apparaissent plus significatives en ce qui concerne les services, sous l'effet d'une révision de la méthode permettant le passage de données CAF-FAB aux données FAB-FAB. Inversement, pour les données portant sur 2014, l'exploitation de l'enquête complémentaire de la Banque de France sur les échanges internationaux de services (ECEIS)¹ en remplacement des données estimées, provisoires, induit une faible révision sur les services (-0,9 milliard), tandis que la révision du solde des biens atteint 5,8 milliards.

En ce qui concerne les **revenus primaires**, les révisions portent principalement sur les revenus des investissements. Modérées pour 2013, les révisions des revenus d'investissements directs sont plus marquées pour 2014, en lien avec le remplacement de données estimées par des données collectées auprès des entreprises résidentes concernant leurs filiales étrangères et par des données comptables des sociétés françaises investies par des non-résidents. Les revenus des investissements de portefeuille tout comme ceux des autres investissements sont assez faiblement revus pour 2013 et 2014.

Les révisions des **revenus secondaires** sont de très faible ampleur.

PRINCIPALES RÉVISIONS DU COMPTE FINANCIER

Le solde des **investissements directs** est significativement révisé à la hausse pour 2013 et plus encore pour 2014. Comme les années précédentes, une source majeure de révision tient à l'enrichissement de l'information sur les comptes et les opérations des sociétés françaises investies par des non-résidents et sur ceux des sociétés étrangères détenues par des résidents. Concernant les investissements français à l'étranger, les prêts intragroupe sont réduits de 4,3 milliards pour 2013 et de 7,8 milliards pour 2014. La révision à la hausse de 14,4 milliards des flux en capital social donne néanmoins lieu à une révision positive, de 3,9 milliards, du solde des investissements français à l'étranger.

Concernant les investissements étrangers en France, les révisions les plus importantes concernent les prêts intragroupe, dont les révisions à la baisse pour 2013 et 2014 ne sont que partiellement compensées par les révisions à la hausse des opérations en capital.

Les révisions sur **les investissements de portefeuille** entraînent une baisse des avoirs de 1,2 milliards pour 2013, principalement des actions et titres d'OPC, et de 7,5 milliards pour 2014, portant exclusivement sur les titres de créance à long terme.

Concernant les engagements, la forte révision à la hausse des titres de créance à long terme est compensée pour moitié par la diminution des actions et titres d'OPC.

Pour les autres investissements, les révisions sont d'ampleur modeste.

¹ Voir la Méthodologie de la Balance des paiements.

Révisions des données 2013 et 2014 de balance des paiements
Soldes des principales rubriques de la balance des paiements

(en milliards d'euros)

	2013			2014		
	Rapport annuel 2014	Rapport annuel 2015	Écarts	Rapport annuel 2014	Rapport annuel 2015	Écarts
Compte de transactions courantes	- 17,1	- 18,5	- 1,4	- 19,8	- 22,8	- 3,0
Biens	- 43,0	- 42,7	0,3	- 34,7	- 40,5	- 5,8
Services	22,4	19,6	- 2,8	17,8	16,9	- 0,9
<i>Transports</i>	- 1,3	- 3,5	- 2,3	- 2,4	- 2,9	- 0,6
<i>Voyages</i>	10,2	10,8	0,6	6,6	7,1	0,5
Revenus primaires	47,9	49,2	1,2	44,5	47,8	3,3
<i>Rémunérations des salariés</i>	16,8	16,8	0,0	17,5	17,4	0,0
<i>Revenus des investissements</i>	21,5	23,9	2,4	17,7	22,0	4,3
Investissements directs	37,2	39,0	1,8	37,2	41,0	3,8
Investissements de portefeuille	- 16,1	- 15,7	0,4	- 19,7	- 19,1	0,7
Autres investissements	- 0,1	0,2	0,3	- 0,2	- 0,4	- 0,2
Avoirs de réserve	0,5	0,5	0,0	0,5	0,5	0,0
<i>Autres revenus primaires</i>	9,7	8,5	- 1,2	9,3	8,3	- 1,0
Revenus secondaires	- 44,4	- 44,6	- 0,2	- 47,4	- 47,0	0,5
Compte de capital	1,9	1,9	0,0	2,2	2,2	- 0,1
Compte financier	- 17,8	- 14,5	3,4	- 10,9	- 7,5	3,3
Investissements directs	- 13,5	- 10,5	3,0	20,9	36,0	15,2
Français à l'étranger	18,8	15,3	- 3,5	32,3	36,2	3,9
<i>dont : capital social</i>	3,0	3,3	0,4	5,2	19,6	14,4
<i>bénéfices réinvestis</i>	8,1	8,5	0,4	9,1	6,4	- 2,8
<i>autres opérations (prêts intragroupe)</i>	7,8	3,5	- 4,3	18,0	10,2	- 7,8
Étrangers en France	32,3	25,8	- 6,5	11,5	0,2	- 11,3
<i>dont : capital social</i>	18,1	20,0	1,9	7,3	9,7	2,3
<i>bénéfices réinvestis</i>	7,8	6,6	- 1,2	6,2	5,3	- 0,9
<i>autres opérations (prêts intragroupe)</i>	6,4	- 0,8	- 7,2	- 2,1	- 14,8	- 12,7
Investissements de portefeuille	- 60,6	- 59,7	0,9	- 7,4	- 17,9	- 10,6
Avoirs (résidents sur titres émis par les non-résidents)	44,7	43,6	- 1,2	77,2	69,7	- 7,5
Actions et titres d'OPC	33,5	30,9	- 2,6	11,4	11,4	0,0
Titres de créance à long terme	30,2	31,5	1,4	52,2	44,7	- 7,5
Titres de créance à court terme	- 18,9	- 18,8	0,0	13,7	13,7	0,0
Engagements (non-résidents sur titres émis par les résidents)	105,3	103,3	- 2,1	84,6	87,7	3,1
Actions et titres d'OPC	27,2	25,7	- 1,6	12,1	7,9	- 4,2
Titres de créance à long terme	51,6	51,2	- 0,4	75,1	81,9	6,8
Titres de créance à court terme	26,5	26,4	- 0,1	- 2,7	- 2,2	0,5
Instruments financiers dérivés	- 16,8	- 16,8	0,0	- 23,9	- 23,7	0,2
Autres investissements	74,5	73,9	- 0,6	- 1,2	- 2,7	- 1,5
Avoirs	- 3,0	- 3,6	- 0,5	85,7	84,5	- 1,2
<i>dont : institutions financières monétaires</i>	22,5	22,5	0,0	57,4	57,4	0,0
Engagements	- 77,5	- 77,5	0,0	86,9	87,2	0,3
<i>dont : institutions financières monétaires</i>	- 8,0	- 8,0	0,0	82,0	82,0	0,0
Avoirs de réserve	- 1,5	- 1,5	0,0	0,7	0,7	0,0
Erreurs et omissions nettes	- 2,7	2,1	4,8	6,7	13,1	6,4

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu.

Source : Banque de France.

PARTIE IV

POSITION EXTÉRIEURE

RÉVISIONS DES DONNÉES 2013 ET 2014

Comme pour la balance des paiements, plusieurs postes de la position extérieure font l'objet de révisions à l'occasion de la publication de ce *Rapport annuel* (tableau ci-dessous). Ces révisions s'inscrivent dans le cadre du processus habituel de révisions, avec la prise en compte de corrections ou de données non disponibles auparavant.

Les principales révisions concernent les investissements directs pour 2014, en lien avec l'exploitation

des enquêtes annuelles sur les encours de capitaux propres et de prêts intragroupe, et les investissements de portefeuille, à la fois pour 2013 et pour 2014. Concernant ces derniers, la quasi-totalité de la révision est imputable aux investissements des non-résidents en titres français.

Les autres postes de la position extérieure de la France n'ont pas fait l'objet de révisions significatives.

Révisions des données 2013 et 2014 de la position extérieure Principales rubriques de la position extérieure

(en milliards d'euros)

	2013			2014		
	Rapport annuel 2014	Rapport annuel 2015	Écarts	Rapport annuel 2014	Rapport annuel 2015	Écarts
Investissements directs en valeur mixte	408,8	409,0	0,2	453,0	464,7	11,7
Français à l'étranger ^{a)}	986,4	961,1	- 25,3	1 023,4	1 025,6	2,2
Étrangers en France ^{a)}	577,5	552,1	- 25,4	569,1	560,9	- 8,2
Investissements de portefeuille	- 736,6	- 717,3	19,3	- 831,8	- 785,3	46,4
Titres étrangers	2 084,8	2 083,2	- 1,6	2 264,3	2 267,4	3,1
Actions et titres d'OPC	590,4	589,0	- 1,3	632,1	634,8	2,7
Titres de créance à long terme	1 302,2	1 306,4	4,2	1 435,2	1 439,9	4,7
Titres de créance à court terme	192,2	187,8	- 4,4	197,0	192,7	- 4,3
Titres français	2 821,4	2 800,5	- 20,8	3 096,1	3 052,7	- 43,4
Actions et titres d'OPC	741,6	731,8	- 9,8	757,4	743,1	- 14,3
Titres de créance à long terme	1 847,0	1 836,2	- 10,8	2 095,6	2 067,4	- 28,2
Titres de créance à court terme	232,8	232,6	- 0,2	243,1	242,2	- 0,9
Instruments financiers dérivés	- 62,1	- 62,1	0,0	- 59,1	- 59,1	0,0
Autres investissements	- 84,7	- 85,2	- 0,5	- 98,6	- 100,0	- 1,4
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 12,9	- 13,5	- 0,6	- 19,4	- 21,0	- 1,6
Autres investissements de la Banque de France	- 151,8	- 151,8	0,0	- 159,5	- 159,5	0,1
Autres investissements des administrations publiques	37,0	37,0	0,0	37,6	37,7	0,1
Prêts et emprunts des IFM	66,1	66,1	0,0	44,2	44,2	0,0
Prêts et emprunts des autres secteurs ^{b)}	- 11,8	- 11,7	0,1	10,7	10,7	0,0
Droits de tirage spéciaux	- 11,3	- 11,3	0,0	- 12,1	- 12,1	0,0
Avoirs de réserve	105,1	105,1	0,0	118,2	118,2	0,0
Solde avec les investissements directs en valeur mixte	- 369,5	- 350,5	19,0	- 418,4	- 361,6	56,7

a) Selon le principe directionnel étendu.

b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires et ménages.

Source : Banque de France.

REPRODUCTION AUTORISÉE
AVEC INDICATION DE LA SOURCE

Directeur de la publication

Jacques FOURNIER
Directeur général des Statistiques
de la Banque de France

Réalisation

Service de l'Édition et des langages
Cellule Studio
Direction de la Communication

Cet ouvrage est accessible gratuitement sur le site
internet de la Banque de France :

*[http://www.banque-france.fr/
economie-et-statistiques/balance-des-paiements-et-
economie-internationale/
la-balance-des-paiements.html](http://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/balance-des-paiements-et-economie-internationale/la-balance-des-paiements.html)*

Vous y trouverez également des tableaux
statistiques complémentaires.

Imprimerie : Banque de France
31, rue Croix des Petits-Champs
75001 Paris

Dépôt légal : juillet 2016
ISSN 0292-6733

COMPLÉMENTS INTERACTIFS

1.6 Autres services

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	6,3	5,9	0,4	7,5	7,7	- 0,2	8,4	8,8	- 0,4
Services d'entretien et de réparation n.i.a	4,1	2,9	1,3	5,1	3,5	1,6	5,3	4,0	1,3
Construction	2,6	2,4	0,3	2,5	2,2	0,3	2,8	1,7	1,1
Services d'assurance et de pension	7,3	7,6	- 0,3	5,3	5,9	- 0,6	5,1	6,1	- 1,0
Services financiers	10,0	4,6	5,4	10,5	5,0	5,5	11,1	5,6	5,4
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	5,6	3,4	2,2	5,9	3,8	2,1	6,4	4,5	1,9
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurée</i>	4,4	1,2	3,2	4,6	1,2	3,4	4,7	1,2	3,5
Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	9,9	8,3	1,6	10,8	9,3	1,5	13,5	12,6	0,9
Services de télécommunication, d'informatique et d'information	12,8	13,9	- 1,1	14,3	14,1	0,2	15,0	15,1	0,0
Autres services aux entreprises	58,2	52,4	5,7	67,6	63,0	4,7	73,5	74,4	- 0,9
<i>Services de recherche et développement</i>	8,8	10,1	- 1,3	10,4	11,4	- 1,0	11,2	13,3	- 2,1
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	16,5	14,6	1,9	17,3	15,4	1,8	17,8	18,7	- 0,9
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services fournis aux entreprises</i>	32,9	27,8	5,1	40,0	36,2	3,8	44,5	42,4	2,1
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2,2	3,5	- 1,3	2,6	3,4	- 0,9	2,7	4,1	- 1,4
Biens et services des APU n.i.a.	0,8	0,4	0,5	0,9	0,4	0,6	0,7	0,0	0,7

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.
n. i. a. : non inclus par ailleurs ; APU : administrations publiques.

4.1 Autres investissements

Flux de prêts et emprunts des institutions financières monétaires résidentes (hors Banque centrale)

(en milliards d'euros)

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Avoirs des IFM	22,5	57,4	- 111,2	53,3	39,8	- 78,8
Long terme	- 32,4	- 12,5	13,3	- 6,0	- 1,9	2,5
Euros	- 33,3	- 15,8	11,5	- 9,8	- 3,2	1,3
Devises	0,8	3,3	1,8	3,9	1,3	1,2
Court terme	54,9	69,9	- 124,5	59,3	41,7	- 81,3
Euros	- 30,3	24,1	- 62,9	- 27,0	4,6	- 26,5
Devises	85,2	45,8	- 61,6	86,3	37,1	- 54,8
Engagements des IFM	- 8,0	81,9	- 11,3	9,3	29,6	- 42,9
Long terme	- 8,1	- 1,6	15,0	- 9,1	- 15,4	- 13,5
Euros	- 13,1	3,7	7,1	- 5,0	- 6,0	- 11,2
Devises	5,0	- 5,3	7,9	- 4,1	- 9,4	- 2,2
Court terme	0,1	83,5	- 26,3	18,4	45,0	- 29,4
Euros	- 32,7	41,9	- 1,8	- 16,9	5,4	- 0,7
Devises	32,8	41,6	- 24,5	35,3	39,5	- 28,7
Flux nets	30,5	- 24,5	- 99,9	44,0	10,2	- 35,9
Euros	- 17,8	- 37,3	- 56,7	- 14,9	2,0	- 13,3
Devises	48,2	12,8	- 43,2	59,0	8,3	- 22,7
Long terme	- 24,3	- 10,9	- 1,7	3,1	13,5	16,0
Court terme	54,8	- 13,6	- 98,2	40,9	- 3,3	- 51,9

0-2b Créesances et dettes extérieures par monnaie hors avoirs de réserve

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Créesances	Dettes	Net	Créesances	Dettes	Net	Créesances	Dettes	Net
Total	3 379	4 103	- 724	3 670	4 490	- 820	3 591	4 574	- 863
Euro	2 592	3 106	- 514	2 763	3 354	- 591	2 670	3 362	- 620
US dollar	486	664	- 178	544	727	- 183	566	793	- 182
Yen	109	61	48	157	94	63	152	91	61
Livre sterling	88	145	- 56	98	176	- 78	104	191	- 86
Yuan	2	1	0	8	9	0	6	8	- 1
Autres monnaies	102	126	- 24	100	130	- 31	93	129	- 34
Institutions financières monétaires et autorités monétaires	1 735	1 860	- 125	1 884	2 042	- 158	1 877	2 064	- 186
Euro	1 162	1 175	- 13	1 204	1 252	- 48	1 189	1 226	- 37
US dollar	342	462	- 120	387	505	- 117	388	537	- 148
Yen	102	50	52	159	84	74	146	81	64
Livre sterling	61	88	- 27	69	105	- 36	83	123	- 40
Yuan	0	0	0	6	7	- 1	4	5	- 1
Autres monnaies	68	85	- 17	59	90	- 31	67	91	- 24
Administrations publiques	81	1 191	- 1 110	92	1 326	- 1 234	93	1 322	- 1 230
Euro	76	1 142	- 1 066	87	1 278	- 1 192	87	1 268	- 1 181
US dollar	5	35	- 30	5	35	- 30	6	43	- 38
Yen	0	2	- 1	0	1	- 1	0	1	- 1
Livre sterling	0	8	- 8	0	7	- 7	0	5	- 5
Yuan	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres monnaies	0	6	- 6	0	5	- 5	0	5	- 5
Autres secteurs	1 219	678	541	1 329	751	577	1 244	819	546
Euro	1 117	502	614	1 225	542	683	1 142	593	621
US dollar	65	110	- 46	72	131	- 59	81	151	- 25
Yen	6	8	- 3	- 4	8	- 11	5	7	- 2
Livre sterling	17	36	- 18	18	49	- 31	11	48	- 35
Yuan	0	1	- 1	0	1	- 1	0	1	0
Autres monnaies	14	20	- 6	17	20	- 4	6	20	- 12
Prêts inter-entreprises ^{a)}	344	373	- 29	365	370	- 5	377	369	8
Euro	237	287	- 50	248	282	- 34	252	275	- 23
US dollar	75	58	17	80	56	24	91	62	29
Yen	2	1	1	2	1	1	2	1	0
Livre sterling	10	13	- 3	11	15	- 5	10	15	- 6
Yuan	1	0	1	2	1	1	2	2	0
Autres monnaies	20	14	5	23	15	9	20	13	7

a) Les prêts inter-entreprises correspondent à l'ensemble des prêts et emprunts entre sociétés d'un groupe international. Un prêt d'une société française vers une filiale où la maison mère du groupe établie à l'étranger correspond à une créance et inversement un prêt d'une société non-résidente vers une filiale ou la maison mère du groupe établie en France correspond à un engagement.

Notes : Ce tableau correspond aux données prescrites par la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure du FMI (BPM6) pour la composition par monnaie des actifs et passifs sous forme d'instruments de dette (tableaux A9-I-1a et A9-I-2a du BPM6). Il permet notamment d'identifier la part de la dette extérieure potentiellement soumise aux effets des variations de change, toutes choses égales par ailleurs, en particulier avant effet des couvertures de change.

Une position nette débitrice signifie que la France est emprunteuse dans la devise indiquée au 31 décembre de l'année considérée (par exemple en dollar et en livre sterling en 2015) et inversement une position créditrice, qu'elle est prêteuse (par exemple en yen en 2015).

5.4 Évolution des investissements directs entre fin 2014 et fin 2015
(en valeur mixte)

(en milliards d'euros)

	Encours à fin 2014 ^{a)}	Flux de balance des paiements 2015 ^{b)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{b)}				Total des variations entre les deux encours ^{b)}	Encours à fin 2015
			Total	dont variation monétaire ou effet- change ^{b)}	dont variation boursière ou effet-prix ^{b)}	dont autres ajustements ^{b)}		
	1	2	3				4 = (2 + 3)	5 = (1 + 4)
Investissements directs français à l'étranger	1 025,6	33,8	41,8	33,7	9,2	- 1,1	75,6	1 101,2
Capitaux propres	993,1	28,7	40,7	31,5	9,2	0,0	69,4	1 062,6
Entreprises cotées	60,0	0,5	11,6	2,4	9,2	0,0	12,0	72,1
Entreprises non cotées et immobilier	933,1	28,3	29,1	29,1	0,0	0,0	57,4	990,5
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	32,4	5,1	1,1	2,2	0,0	- 1,1	6,2	38,6
Investissements directs étrangers en France	560,9	35,7	9,7	- 0,2	10,6	- 0,6	45,4	606,3
Capitaux propres	523,0	41,9	10,6	0,0	10,6	0,0	52,5	575,5
Entreprises cotées	86,5	16,0	10,6	0,0	10,6	0,0	26,5	113,1
Entreprises non cotées et immobilier	436,5	25,9	0,0	0,0	0,0	0,0	25,9	462,4
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	37,9	- 6,2	- 0,9	- 0,2	0,0	- 0,6	- 7,0	30,8
Position nette	464,7	- 1,9	32,1	33,9	- 1,4	- 0,5	30,2	494,9
Capitaux propres	470,1	- 13,2	30,1	31,5	- 1,4	0,0	16,9	487,0
Entreprises cotées	- 26,5	- 15,5	1,0	2,4	- 1,4	0,0	- 14,5	- 41,0
Entreprises non cotées et immobilier	496,6	2,3	29,1	29,1	0,0	0,0	31,4	528,0
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	- 5,4	11,3	2,0	2,4	0,0	- 0,5	13,2	7,8

a) Données révisées.

b) Signe conforme à la nouvelle méthodologie de balance des paiements :

sans signe : augmentation des créances ou des engagements.

signe (-) : diminution des créances ou des engagements.

c) Après reclassement des encours de prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

5.17 Répartition par secteur de contrepartie des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale)

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Interbancaire	735,5	685,6	49,9	795,9	768,0	27,9	728,5	767,3	- 38,8
Euros	456,7	398,8	58,0	469,1	421,0	48,1	420,5	411,7	8,8
Devises	278,8	286,8	- 8,1	326,8	347,0	- 20,2	308,0	355,5	- 47,6
Clientèle financière et non financière	361,7	345,5	16,2	404,6	388,4	16,3	414,5	434,4	- 19,9
Euros	192,8	220,7	- 28,0	188,7	244,1	- 55,4	184,8	265,1	- 80,2
Devises	168,9	124,8	44,1	216,0	144,3	71,7	229,7	169,3	60,4
Total	1 097,2	1 031,1	66,1	1 200,6	1 156,4	44,2	1 143,0	1 201,6	- 58,7

5.18 Répartition géographique des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale)

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Union européenne (à 28)	641,4	645,5	- 4,1	653,1	698,5	- 45,4	650,5	751,2	- 100,7
Union économique et monétaire (à 19)	397,2	311,7	85,5	419,1	370,7	48,4	390,0	409,5	- 19,5
dont : Allemagne	52,0	95,7	- 43,7	53,3	101,9	- 48,6	48,8	108,8	- 60,0
Belgique	19,3	21,8	- 2,5	21,0	21,1	- 0,1	17,6	22,1	- 4,5
Espagne	80,6	14,6	66,0	85,4	25,9	59,5	73,2	19,2	54,0
Irlande	34,6	26,9	7,7	44,0	34,1	9,9	36,3	37,1	- 0,8
Italie	102,3	27,2	75,1	102,5	36,9	65,6	109,7	38,7	71,0
Luxembourg	57,3	83,3	- 26,0	62,9	108,7	- 45,8	59,2	141,4	- 82,2
Pays-Bas	36,1	24,3	11,8	35,5	29,1	6,4	31,8	27,0	4,8
Autres pays de l'Union européenne	244,2	333,8	- 89,6	234,0	327,8	- 93,8	260,5	341,7	- 81,2
dont : Pologne	5,3	1,7	3,6	5,0	1,5	3,5	4,9	1,7	3,2
République tchèque	1,5	2,6	- 1,1	1,4	0,9	0,5	1,3	0,5	0,8
Roumanie	2,7	0,1	2,6	2,1	0,1	2,0	1,8	0,2	1,6
Royaume-Uni	224,1	299,5	- 75,4	216,1	293,3	- 77,2	243,4	307,4	- 64,0
Suède	2,2	2,0	0,2	3,8	1,8	2,0	1,9	1,8	0,1
Reste du monde	455,7	385,6	70,1	547,4	458,0	89,4	492,5	450,5	42,0
dont : Brésil	5,4	0,4	5,0	6,4	0,4	6,0	8,2	0,7	7,5
Chine	8,6	7,1	1,5	19,5	6,6	12,9	11,0	15,3	- 4,3
États-Unis	112,1	132,6	- 20,5	135,2	147,1	- 11,9	104,2	126,4	- 22,2
Inde	2,4	0,1	2,3	2,7	0,1	2,6	2,0	0,2	1,8
Japon	62,9	14,1	48,8	120,2	31,4	88,8	105,3	35,6	69,7
Russie	14,0	5,5	8,5	9,6	13,9	- 4,3	6,7	7,6	- 0,9
Suisse	33,6	31,1	2,5	28,6	34,0	- 5,4	44,3	42,5	1,8
Turquie	9,5	0,5	9,0	10,6	1,0	9,6	10,6	1,0	9,6
Centres extra-territoriaux	126,9	112,3	14,6	128,2	129,2	- 1,0	105,7	129,2	- 23,5
Total	1 097,2	1 031,1	66,1	1 200,6	1 156,4	44,2	1 143,0	1 201,6	- 58,6

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

5.20 Position extérieure de la Banque de France vis-à-vis des non-résidents

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année			Variation 2015
	2013	2014	2015	
Créances	350,4	365,6	393,9	28,3
Portefeuille propre de la Banque de France ^{a)}	145,2	145,9	157,3	11,4
Titres émis par des résidents de la zone euro hors France	88,2	85,8	102,6	16,8
Euros	84,7	82,1	97,9	15,8
Devises	3,5	3,7	4,7	1,0
Titres émis par des non-résidents de la zone euro	57,0	60,1	54,7	- 5,4
Euros	2,0	2,2	1,7	- 0,5
Devises	55,0	57,9	53,0	- 4,9
Autres créances	23,4	20,3	21,7	1,3
Autres créances vis-à-vis de résidents de la zone euro hors France	1,5	2,0	1,0	- 1,1
Euros	0,8	1,5	0,0	- 1,5
Devises	0,7	0,5	1,0	0,4
Autres créances vis-à-vis de résidents hors zone euro hors France	12,1	8,6	11,0	2,4
Euros	4,7	1,6	3,1	1,5
Devises	7,5	7,0	7,8	0,9
Créance sur la BCE au titre des avoirs de réserve transférés	8,2	8,2	8,2	0,0
Participation au capital de la BCE	1,5	1,5	1,5	0,0
Billets	76,8	81,2	88,0	6,8
Avoirs de réserve	105,1	118,2	126,9	8,8
Engagements	263,2	273,1	273,2	0,1
Engagements envers le SEBC (TARGET)	16,2	17,0	29,2	12,2
Allocation de droits de tirage spéciaux ^{b)}	11,3	12,1	12,9	0,8
Dépôts de la clientèle institutionnelle étrangère	130,5	131,3	110,1	- 21,2
Euros	28,1	28,5	15,0	- 13,4
Devises	102,5	102,8	95,1	- 7,7
Billets	105,2	112,7	120,9	8,2
Position	87,2	92,5	120,7	28,2
dont : position extérieure hors avoirs de réserve	- 17,9	- 25,7	- 6,2	19,5

a) Dont titres adossés aux dépôts de la clientèle institutionnelle.

b) Les allocations de droits de tirages spéciaux sont une composante de la position extérieure de la France selon le BPM6.

2.7 Investissements directs français à l'étranger

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2015,
classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur résident	Entreprise investie (et pays de résidence si différent du pays de contrepartie)	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Altrad	Hertel	Pays-Bas	Acquisition du groupe Hertel
AXA	Genworth Lifestyle Protection Insurance	Grande-Bretagne	Acquisition de la société britannique
Amundi (Crédit Agricole)	Bawag	Autriche	Acquisition de Bawag PSK Invest GmbH
Assurances du Crédit Mutuel	Certas	Canada	Acquisition de 10 % du capital de Certas auto habitation
Atlantic	Ideal Boilers	Grande-Bretagne	Le groupe Atlantic a procédé à l'acquisition du fabricant de chaudières britannique Ideal Boilers
Atos	Xerox ITO (États-Unis)	Pays-Bas	Rachat de Xerox ITO (États-Unis) via une filiale néerlandaise
Avanssur (AXA)	BRE Assurances	Pologne	Acquisition de 100 % du capital de BRE Assurances
Bic	Cello Pens	Inde	Montée à 100 % du capital de Cello Pens
Cap Gemini	iGate	États-Unis	Acquisition de la SSII américaine iGate
Cofidis (Crédit Mutuel)	Banif Mais SGPS	Portugal	Acquisition de Banif
Elior	Areas	Espagne	Montée à 100 % du capital d'Areas
Eurazeo	Fintrax	Irlande	Prise de participation majoritaire au capital de Fintrax
Geodis (SNCF)	OHL	États-Unis	Acquisition du logisticien américain OHL
Giat Industrie	Honosthor NV	Pays-Bas	Rapprochement entre la société Nexter Systems et la société allemande KMW
Guerbet	CMDS	États-Unis	Acquisition de l'activité CMDS du groupe Mallinckrodt
Imerys	S&B Minerals (Grèce)	Luxembourg	Acquisition de la holding de contrôle du groupe, située au Luxembourg
JCDecaux	CEMUSA	Espagne	JCDecaux a acquis CEMUSA (Corporación Europea de Mobiliario Urbano SA) via sa filiale JCDecaux Europe
Klepierre	Corio	Pays-Bas	Absorption de la société foncière néerlandaise cotée Corio
NJJ Capital	Orange Communications	Suisse	Acquisition de Orange Suisse, jusqu'à présent propriété du fonds Apax Partners, par NJJ Capital
L'Oréal	Niely Cosmeticos	Brésil	Acquisition de Niely Cosmeticos via une nouvelle filiale brésilienne
Novacap	CU Chemie Uetikon GmbH	Allemagne	Acquisition de CU Chemie Uetikon GmbH
Orange	Jazztel	Grande-Bretagne	Acquisition de Jazztel suite à une OPA
Orpea	Senecura Kliniken	Autriche	Acquisition du groupe Senecura
Primeale (Agrial)	VOH	Pays-Bas	Acquisition de VOH Holding BV
Suez environnement	Sembcorp (Australie)	Singapour	Acquisition de la participation de 40 % non encore détenue au capital de Sembcorp Pacific PTE LTD
Technicolor	Cisco Connected Devices	États-Unis	Acquisition de Cisco Connected Devices
Technicolor	The Mill	Grande-Bretagne	Acquisition de The Mill, leader des effets visuels pour la publicité
Vinci	Orteng	Brésil	Acquisition de 100 % du capital de Orteng Engenharia e Sistemas
Vivendi	Telecom Italia	Italie	Prise de participation au capital de l'opérateur italien

2.7 Investissements directs français à l'étranger

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2015,
classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur résident	Entreprise désinvestie (et pays de résidence si différent du pays de provenance immédiate des fonds désinvestis)	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Alstom	Actifs énergie d'Alstom	Plusieurs pays	Cession des activités dans le secteur de l'énergie à General Electric
Canal Plus (Vivendi)	TVN (Pologne)	Pays-Bas	Cession de sa participation de 25 % dans TVN, détenue <i>via</i> une société holding néerlandaise
CNP Assurances	CNP Barclays Vida y Pensiones	Espagne	Cession de sa participation de 50 % au capital de la coentreprise
Fimalac	Fitch	États-Unis	Cession de 30 % du capital du groupe Fitch à l'américain Hearst
Holcim Participations France	Holcibel	Belgique	Réduction de capital de la filiale belge Holcibel
Lafarge	Plusieurs filiales	Plusieurs pays	Cession de plusieurs filiales suite à la fusion avec Holcim
Société C3 (EDF)	EDF Investissements Groupe	Belgique	Réduction de capital de la filiale belge
Somfy	FAAC Spa	Italie	Cession de FAAC SpA à l'archidiocèse de Bologne
Total	Total Coal South Africa	Afrique du Sud	Cession de la filiale Total Coal South Africa
Vivendi	GVT	Brésil	Cession du groupe de télécommunications GVT

2.8 Investissements directs étrangers en France

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2015,
classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur étranger (et pays de résidence si différent du pays de contrepartie immédiate)	Entreprise résidente investie	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Consortium chinois	Aéroport Toulouse-Blagnac	Luxembourg	Acquisition de 49,9 % du capital via une société d'investissement luxembourgeoise
General Electric	Alstom Power Holdings	États-Unis	Acquisition des activités énergie d'Alstom par General Electric
William Demant	Audika Groupe	Danemark	Acquisition du groupe Audika suite à une OPA
Aegon (Irlande)	Banque Postale Asset Management	Pays-Bas	Acquisition de 25 % du capital par Aegon AM
Coty	Bourjois	États-Unis	Chanel cède la société française spécialiste du maquillage au groupe américain Coty
DCC	Butagaz	Irlande	Acquisition de Butagaz auprès du groupe Shell
Bunt - Groupe Arnault (France)	Carrefour	Luxembourg	Augmentation de la participation du véhicule d'investissement contrôlé par Groupe Arnault au capital de Carrefour
Northwood Investors (États-Unis)	Cegereal	Luxembourg	Acquisition de la majorité du capital par Northwood Investors via un véhicule d'investissement luxembourgeois
Fosun (Chine)	Club Méditerranée	Luxembourg et Portugal	Succès de l'OPA de Fosun sur le Club Méditerranée, financée via le Luxembourg et le Portugal
Charterhouse Capital Partners (Royaume-Uni)	Comexposium	Luxembourg	Acquisition de 50 % du capital auprès de la société foncière Unibail-Rodamco via un véhicule d'investissement luxembourgeois
Capital Group	Edenred	États-Unis	Achat de titres
Bridgepoint (Royaume-Uni)	Efront	Luxembourg	Acquisition via un véhicule d'investissement luxembourgeois
Cinven	Ephios France	Royaume-Uni	Augmentation de capital par Ephios Bondco PLC (groupe Cinven) pour l'acquisition de Labco
The Walt Disney Company	Euro Disney SCA	États-Unis	Recapitalisation et lancement d'une OPA
Eurofins Scientific	France Biologie Holding (Bio-Access)	Luxembourg	Acquisition
Ramsay Healthcare	Générale de Santé	Royaume-Uni	Acquisition puis fusion entre Ramsay Healthcare et Générale de Santé
Willis GS UK Limited	Gras Savoye	Royaume-Uni	Prise de contrôle à 100 % de GS et Cie Groupe, via Willis GS France
JinJiang International (Chine)	Groupe du Louvre	Luxembourg	Achat à Starwood Capital (États-Unis) via une société- <i>holding</i> luxembourgeoise
APG	Klépierre	Pays-Bas	Attribution d'actions au fonds de pension APG, actionnaire principal de Corio, en contrepartie de l'apport de ses titres à l'OPA de Klépierre sur Corio
Simon Property Group (États-Unis)	Klépierre	Luxembourg	Achat d'actions par des fonds luxembourgeois contrôlés par Simon Property Group
Investissements PSP	Korian	Canada	Acquisition de 14 % du capital par l'Office d'investissement des régimes de pension du secteur public
Holcim	Lafarge	Suisse	OPA de Holcim sur Lafarge
Honosthor NV	Nexter Systems SA	Pays-Bas	Investissement de Honosthor dans Nexter suite au rapprochement entre la société Nexter Systems et la société allemande KMW (voir tableau 2.7)
XPO Logistics	Norbert Dentressangle	États-Unis	Absorption du transporteur et logisticien français par le groupe américain suite au succès de son OPA
Altice	Numericable-SFR	Luxembourg	Prise de participation supplémentaire (10 %) au capital
Aryzta	Picard	Suisse	Acquisition de 49,5 % du capital
Onper Investments - Groupe Casino (France)	Segisor SA	Espagne	Restructuration interne au groupe Casino : acquisition de 50 % du capital par un véhicule d'investissement espagnol du groupe colombien Exit, lui-même contrôlé par Casino
Ares Allergy Holdings	Stallergènes	Royaume-Uni	Fusion de Stallergènes et de Greer Laboratories (Royaume-Uni) sous la houlette d'Ares Allergy Holdings
UGI	Totalgaz	États-Unis	Reprise de Totalgaz par le groupe américain UGI, déjà propriétaire d'Antargaz
Roche	Trophos	Suisse	Acquisition
Apollo (États-Unis)	Verallia	Luxembourg	Acquisition de 90 % du capital de la société auprès du groupe Saint-Gobain par l'intermédiaire d'une société- <i>holding</i> luxembourgeoise

2.8 Investissements directs étrangers en France

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2015,
classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur étranger (et pays de résidence si différent du pays de contrepartie immédiate)	Entreprise désinvestie	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Colday - Colony Capital (États-Unis)	Accor	Luxembourg	Cession d'actions détenues par un véhicule d'investissement luxembourgeois
Truth 2 - Groupe Wendel (France)	Bureau Veritas	Luxembourg	Cession de 10,9 % du capital
Bridgepoint (Royaume-Uni)	Cie du Ponant	Luxembourg	Cession par Bridgepoint Europe IV Investments
Gevrey Investissement (Blackstone - États-Unis)	Gecina	Luxembourg	Cession d'actions détenues par un véhicule d'investissement luxembourgeois
Willis Europe et Financière Natelpau	Gras Savoye	Pays-bas et Luxembourg	Apport de titres suite à la prise de contrôle à 100 % de GS et Cie Groupe par Willis GS UK Limited
Starwood Capital Group (Etats-Unis)	Groupe du Louvre	Luxembourg	Cession à JinJiang International (Chine) via une société- <i>holding</i> luxembourgeoise
Aegon (Irlande)	La Mondiale Participations	Pays-Bas	Cession par Aegon International BV de sa participation de 35 % au capital
Groupe Bruxelles Lambert	Lafarge	Belgique	Cession de titres dans le cadre de l'OPE d'Holcim sur Lafarge
NNS Holding	Lafarge	Luxembourg	Cession de titres dans le cadre de l'OPE d'Holcim sur Lafarge
Carlyle (Etats-Unis)	Mé trologic Group	Luxembourg	Cession via une société- <i>holding</i> luxembourgeoise
Ramsay Healthcare	Ramsay Santé	Royaume-Uni	Cession des titres à Générale de santé dans le cadre de la fusion entre les deux groupes
Accel Partners	SRP Group (Showroom Privé)	Royaume-Uni	Cession d'actions suite à l'introduction en bourse
Clayax Acquisition	Spie	Luxembourg	Cession d'actions SPIE SA par Clayax Acquisition Luxembourg 1 Sàrl dans le cadre de la mise en bourse de la société
Groupe Bertarelli (Suisse)	Stallergènes	Luxembourg	Fusion Stallergènes-Greer : cession de la participation de 77 % au capital détenue par Ares Life Sciences AG
Vector TCH (États-Unis)	Technicolor	Luxembourg	Cession d'actions

5.5 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie des stocks d'investissements directs français à l'étranger en valeur mixte^{a)}

(en milliards d'euros)

	2012 ^{b)}	2013 ^{b)}	2014 ^{b)}	2015 ^{c)}	2015 (en %)
Union européenne (à 28)	553,5	572,4	600,7	637,2	57,9
Union économique et monétaire (à 19)	429,9	446,5	460,0	479,2	43,5
dont : Allemagne	52,1	50,9	50,9	55,0	5,0
Belgique	136,2	148,8	147,1	144,5	13,1
Espagne	36,1	40,0	38,4	37,5	3,4
Irlande	16,9	16,7	18,7	21,5	2,0
Italie	40,3	43,0	45,4	50,8	4,6
Luxembourg	42,5	44,3	42,9	47,0	4,3
Pays-Bas	92,7	93,1	106,9	112,9	10,3
Autres pays de l'Union européenne	123,6	125,9	140,6	158,0	14,3
dont : Danemark	3,3	3,4	2,8	2,8	0,3
Pologne	12,7	12,7	14,1	14,5	1,3
République tchèque	8,1	7,7	8,0	8,6	0,8
Roumanie	4,2	3,8	3,8	4,2	0,4
Royaume-Uni	87,8	90,7	105,1	121,4	11,0
Suède	3,5	3,2	2,8	2,5	0,2
Reste du monde	410,9	388,7	424,9	463,9	42,1
dont : Afrique du Sud	1,1	1,1	2,1	2,0	0,2
Algérie	2,2	2,0	2,0	1,8	0,2
Angola	6,2	6,1	6,1	5,2	0,5
Arabie saoudite	2,8	2,3	3,4	4,4	0,4
Argentine	2,2	2,1	2,6	2,9	0,3
Australie	6,8	5,5	6,7	7,0	0,6
Bermudes	5,8	5,9	4,3	5,4	0,5
Brésil	23,6	20,3	24,8	14,6	1,3
Chine	16,1	17,4	21,2	23,4	2,1
Canada	10,8	8,5	8,9	6,7	0,6
Congo	2,6	2,9	3,4	4,7	0,4
Corée du Sud	3,4	3,3	3,7	4,0	0,4
Égypte	4,7	2,7	3,3	3,5	0,3
Émirats arabes unis	0,6	0,0	- 0,5	0,1	0,0
États-Unis	162,8	148,2	176,4	198,8	18,1
Hong Kong	6,7	6,8	7,7	9,8	0,9
Inde	3,1	3,0	4,0	4,6	0,4
Indonésie	2,0	2,1	2,4	2,5	0,2
Israël	2,1	2,3	2,4	2,7	0,2
Japon	24,3	19,7	21,1	28,1	2,6
Jersey	1,6	1,6	1,5	1,5	0,1
Kazakhstan	- 0,2	- 0,3	- 0,7	- 0,8	- 0,1
Maroc	11,1	12,3	9,2	9,3	0,8
Mexique	2,1	2,6	2,6	2,3	0,2
Nigeria	5,8	6,6	8,3	9,6	0,9
Qatar	2,0	2,2	2,3	2,4	0,2
Russie	13,4	12,3	8,2	8,8	0,8
Singapour	8,2	8,3	9,2	10,7	1,0
Suisse	39,1	40,1	36,2	39,4	3,6
Thaïlande	2,0	2,2	2,7	3,1	0,3
Turquie	3,5	3,3	3,7	3,9	0,4
Ukraine	1,0	1,0	0,3	- 0,1	0,0
Total	964,4	961,1	1 025,6	1 101,2	100,0

a) Les prêts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2013 et des flux d'investissements directs de l'année 2014.

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

**5.6 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie
des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur mixte^{a)}**

(en milliards d'euros)

	2012 ^{b)}	2013 ^{b)}	2014 ^{b)}	2015 ^{c)}	2015 (en %)
Union européenne (à 28)	379,4	399,8	408,5	422,8	69,7
Union économique et monétaire (à 19)	319,0	334,6	339,6	344,7	56,9
dont :					
Allemagne	58,3	55,0	53,0	58,2	9,6
Belgique	51,7	47,7	46,8	54,5	9,0
Espagne	17,3	19,7	14,6	15,5	2,6
Irlande	1,7	0,5	5,7	4,8	0,8
Italie	13,7	15,0	15,6	13,9	2,3
Luxembourg	85,8	104,5	117,3	118,4	19,5
Pays-Bas	84,2	85,9	82,0	73,7	12,1
Autres pays de l'Union européenne	60,4	65,2	68,9	78,1	12,9
dont :					
Danemark	5,1	5,9	5,4	5,9	1,0
Pologne	- 2,0	- 1,5	- 1,5	0,4	0,1
République tchèque	1,2	0,9	0,5	0,5	0,1
Roumanie	0,2	0,0	- 0,1	0,0	0,0
Royaume-Uni	52,0	54,8	59,8	65,9	10,9
Suède	3,7	4,4	4,0	4,7	0,8
Reste du monde	136,3	152,3	152,4	183,6	30,3
Algérie	0,3	0,4	0,5	0,7	0,1
Arabie saoudite	0,2	0,5	0,4	0,4	0,1
Australie	0,6	0,4	1,6	1,1	0,2
Bermudes	0,4	0,3	0,2	0,2	0,0
Brésil	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,2	0,0
Canada	2,8	2,7	2,8	3,1	0,5
Chine	0,5	0,9	0,9	1,9	0,3
Corée du Sud	0,5	0,4	0,5	1,0	0,2
Égypte	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0
Émirats arabes unis	0,9	4,8	0,5	1,1	0,2
États-Unis	56,1	60,1	64,0	65,7	10,8
Gabon	0,6	0,4	0,3	0,2	0,0
Hong Kong	1,7	1,0	2,3	3,2	0,5
Île de Man	0,4	0,4	0,4	0,4	0,1
Îles Vierges britanniques	0,1	0,5	0,1	0,1	0,0
Inde	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Israël	0,2	0,3	0,2	0,2	0,0
Japon	11,5	12,3	12,4	14,5	2,4
Jersey	1,0	0,8	0,8	0,8	0,1
Liban	2,3	2,5	2,7	3,0	0,5
Maroc	0,6	0,3	0,3	0,5	0,1
Mexique	0,0	0,5	0,6	0,3	0,1
Qatar	1,4	1,1	1,5	1,7	0,3
Russie	0,9	1,1	1,4	1,8	0,3
Singapour	0,8	1,5	0,7	1,0	0,2
Suisse	47,1	51,4	47,5	70,7	11,7
Thaïlande	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0
Turquie	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0
Total	515,7	552,1	560,9	606,3	100,0

a) Les prêts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2014 et des flux d'investissements directs de l'année 2015.

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

5.7 Répartition sectorielle des investissements directs français à l'étranger en valeur mixte^{a)}

(en milliards d'euros)

	2012	2013	2014	2015 ^{b)}	2015 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0
Industries extractives	56,2	63,0	60,9	68,0	6,2
dont : Extraction de pétrole et de gaz	52,3	58,2	57,6	62,3	5,7
Industries manufacturières	275,0	270,6	304,9	324,2	29,4
dont : Industries agricoles et alimentaires	36,1	40,0	38,0	40,5	3,7
Industrie du textile et habillement	7,8	9,5	11,7	14,1	1,3
Industrie du bois, édition et imprimerie	1,2	1,8	1,9	1,8	0,2
Cokéfaction et raffinage	13,0	15,3	16,6	16,7	1,5
Industrie chimique	23,6	24,8	27,8	31,9	2,9
Industrie pharmaceutique	43,7	42,9	47,8	52,6	4,8
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	11,0	12,0	11,8	12,9	1,2
Industries métallurgiques	7,0	6,6	6,7	4,8	0,4
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	18,3	14,3	17,7	17,1	1,6
Fabrication de machines et équipements	17,5	14,8	20,7	21,3	1,9
Industrie automobile	39,0	34,1	35,9	39,9	3,6
Fabrication d'autres matériels de transport	7,8	9,6	14,8	17,6	1,6
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	72,3	69,3	74,3	77,1	7,0
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	9,1	8,3	6,2	4,9	0,4
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	7,0	7,2	5,1	4,2	0,4
Construction	26,2	24,4	28,5	27,0	2,5
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	58,9	60,9	67,2	69,5	6,3
dont : Commerce de gros	19,1	19,9	22,0	23,1	2,1
Commerce de détail	34,9	36,2	39,7	40,8	3,7
Transports et entreposage	6,4	7,5	6,2	7,3	0,7
dont : Transports terrestres et transports par conduites	- 0,2	1,2	- 0,1	1,0	0,1
Transports par eau	0,4	0,2	0,4	0,4	0,0
Transports aériens	1,7	1,4	0,5	0,6	0,1
Entreposage et services auxiliaires des transports	4,4	4,6	5,4	5,4	0,5
Hébergement et restauration	9,0	8,4	9,3	9,4	0,9
Information et communication	73,3	68,4	73,1	84,7	7,7
dont : Cinéma, vidéo et télévision	24,6	18,1	17,6	16,2	1,5
Télécommunications	32,4	32,1	32,8	38,2	3,5
Activités financières et d'assurance	259,1	257,3	260,3	275,7	25,0
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	159,0	154,2	152,8	158,7	14,4
dont activités des sociétés holding	26,4	26,0	25,8	29,2	2,7
Assurance	59,7	58,8	62,3	65,6	6,0
Activités immobilières^{c)}	48,4	52,1	55,6	72,9	6,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	50,3	49,7	52,4	53,8	4,9
dont : Activités juridiques et comptables	1,0	1,2	1,2	1,0	0,1
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	25,1	26,4	27,8	28,3	2,6
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	13,3	11,8	11,7	12,8	1,2
Recherche-développement scientifique	0,7	0,5	0,4	0,3	0,0
Publicité et études de marché	10,6	9,6	11,3	11,4	1,0
Activités de services administratifs et de soutien	4,8	4,0	3,3	6,2	0,6
Enseignement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Santé humaine et action sociale	1,0	0,9	1,0	1,4	0,1
Arts, spectacles et activités récréatives	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Autres activités de services	0,4	0,4	0,5	0,5	0,0
Montants non ventilés^{d)}	13,4	15,4	21,6	18,1	1,6
Total	964,4	961,1	1 025,6	1 101,1	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2014 et des flux d'investissements directs de l'année 2015.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements à l'étranger des entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les biens immobiliers stricto sensu situés à l'étranger détenus par des résidents.

d) Une partie des stocks de prêts-emprunts intragroupe proviennent de données extrapolées et ne sont pas ventilées par secteur.

Note : Les sociétés holding appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

**5.8 Répartition sectorielle des investissements directs étrangers en France
en valeur mixte^{a)}**

(en milliards d'euros)

	2012	2013	2014	2015 ^{b)}	2015 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,4	0,4	0,4	0,4	0,1
Industries extractives	0,4	0,4	0,7	3,7	0,6
dont : Extraction de pétrole et de gaz	0,2	0,2	0,5	0,3	0,0
Industries manufacturières	139,8	148,8	153,0	160,3	26,4
dont : Industries agricoles et alimentaires	25,3	27,9	29,0	30,6	5,0
Industrie du textile et habillement	2,0	2,1	2,6	2,3	0,4
Industrie du bois, édition et imprimerie	4,0	3,3	4,4	3,7	0,6
Cokéfaction et raffinage	0,8	1,2	1,4	0,8	0,1
Industrie chimique	30,7	34,1	29,5	31,5	5,2
Industrie pharmaceutique	28,1	26,2	27,0	30,1	5,0
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	2,3	4,4	4,2	7,1	1,2
Industries métallurgiques	6,5	6,6	6,6	6,2	1,0
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	6,7	5,0	6,3	6,6	1,1
Fabrication de machines et équipements	0,0	1,0	1,3	7,5	1,2
Industrie automobile	6,3	7,1	8,6	10,5	1,7
Fabrication d'autres matériels de transport	0,4	1,6	5,6	4,6	0,8
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	4,6	4,1	3,7	3,8	0,6
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,4	0,4	0,3	0,6	0,1
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Construction	7,5	8,4	9,7	23,4	3,9
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	34,4	38,3	39,2	44,0	7,3
dont : Commerce de gros	16,3	16,5	17,2	18,8	3,1
Commerce de détail	15,0	18,9	19,9	23,1	3,8
Transports et entreposage	8,5	9,3	6,8	7,7	1,3
dont : Transports terrestres et transports par conduites	3,8	3,9	1,1	1,2	0,2
Transports par eau	1,3	1,4	1,4	1,7	0,3
Transports aériens	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0
Entreposage et services auxiliaires des transports	3,1	4,1	4,0	4,6	0,8
Hébergement et restauration	5,4	5,6	5,1	4,4	0,7
Information et communication	12,8	13,5	13,5	16,1	2,7
dont : Cinéma, vidéo et télévision	2,1	2,0	1,8	1,5	0,3
Télécommunications	- 0,5	0,7	0,8	0,8	0,1
Activités financières et d'assurance	132,9	140,9	154,8	161,5	26,6
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	43,7	47,0	47,4	51,0	8,4
dont activités des sociétés holding	52,8	56,3	61,1	66,1	10,9
Assurance	21,8	20,5	21,2	22,4	3,7
Activités immobilières^{c)}	115,6	123,0	129,1	136,1	22,4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	24,4	26,5	28,0	28,1	4,6
dont : Activités juridiques et comptables	0,8	0,9	0,9	0,9	0,2
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	18,1	20,7	21,3	21,3	3,5
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	2,6	2,0	2,7	1,6	0,3
Recherche-développement scientifique	1,6	1,7	1,6	2,7	0,4
Publicité et études de marché	1,1	1,0	1,1	1,3	0,2
Activités de services administratifs et de soutien	8,3	9,8	7,0	7,2	1,2
Enseignement	1,0	1,0	1,0	1,0	0,2
Santé humaine et action sociale	3,4	2,7	3,1	2,5	0,4
Arts, spectacles et activités récréatives	0,8	0,8	0,9	0,7	0,1
Autres activités de services	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0
Montants non ventilés^{d)}	14,9	18,1	4,4	4,7	0,8
Total	515,7	552,1	560,9	606,4	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite «NAF rév. 2». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2014 et des flux d'investissements directs de l'année 2015.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements étrangers dans le secteur immobilier et les biens immobiliers stricto sensu situés sur le territoire français et détenus par des non-résidents.

d) Une partie des stocks de prêts-emprunts intragroupe proviennent de données extrapolées et ne sont pas ventilées par secteur.

Note : Les sociétés holding appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

0. SYNTHÈSES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTÉRIEURE DE LA FRANCE

0.1 Balance des paiements

(en milliards d'euros)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	0,7	- 5,8	- 19,0	- 16,1	- 16,7	- 20,4	- 25,5	- 18,5	- 22,8	- 4,4
Total biens et services	- 6,5	- 13,0	- 28,9	- 23,7	- 32,4	- 40,6	- 29,3	- 23,0	- 23,6	- 15,2
Biens	- 21,8	- 33,2	- 48,6	- 36,4	- 47,9	- 64,6	- 54,1	- 42,7	- 40,5	- 24,0
Recettes	386,3	397,1	409,2	337,8	383,1	422,1	436,5	438,5	438,0	460,7
Dépenses	408,0	430,3	457,8	374,1	431,0	486,6	490,6	481,1	478,5	484,7
Services	15,3	20,2	19,7	12,7	15,4	24,0	24,9	19,6	16,9	8,8
Recettes	131,7	143,6	152,3	139,2	152,6	169,9	182,6	191,4	207,1	217,8
Dépenses	116,4	123,5	132,6	126,5	137,2	145,9	157,8	171,8	190,2	209,0
Voyages	11,2	12,0	10,8	9,0	6,5	7,3	10,6	10,8	7,1	6,8
Recettes	36,9	39,6	38,5	35,5	35,5	39,3	41,8	42,6	43,8	41,4
Dépenses	25,7	27,6	27,7	26,5	29,0	32,0	31,1	31,8	36,7	34,6
Transports	- 3,0	- 1,0	- 0,7	0,1	0,3	- 0,7	0,2	- 3,5	- 2,9	- 3,7
Recettes	29,3	31,8	33,1	27,8	32,5	35,3	36,8	34,6	36,2	38,3
Dépenses	32,4	32,8	33,7	27,7	32,2	36,0	36,7	38,1	39,2	42,0
Autres services	7,1	9,2	9,6	3,6	8,7	17,5	14,1	12,3	12,7	5,7
Recettes	65,5	72,2	80,7	75,9	84,6	95,3	104,0	114,3	127,1	138,1
Dépenses	58,4	63,1	71,2	72,3	75,9	77,8	90,0	101,9	114,4	132,4
Revenus primaires	38,6	40,1	44,0	44,0	53,2	57,7	46,8	49,2	47,8	52,0
Rémunérations des salariés	10,5	10,9	11,9	12,3	13,1	14,9	16,1	16,8	17,4	19,1
Revenus d'investissements	21,2	22,9	25,3	24,3	31,1	35,0	22,3	23,9	22,0	23,2
Revenus d'investissements directs	27,9	25,0	26,2	26,4	36,2	40,5	37,6	39,0	41,0	41,9
Revenus d'investissements de portefeuille	- 2,1	5,8	8,4	1,4	- 3,6	- 6,0	- 16,0	- 15,7	- 19,1	- 17,6
Revenus des autres investissements	- 5,7	- 9,1	- 9,9	- 3,9	- 2,0	- 0,1	0,3	0,2	- 0,4	- 1,7
Revenus d'avoirs de réserve	1,0	1,2	0,6	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5	0,5	0,6
Autres revenus primaires	7,0	6,4	6,8	7,4	8,9	7,9	8,4	8,5	8,3	9,6
Revenus secondaires	- 31,5	- 32,9	- 34,1	- 36,5	- 37,4	- 37,5	- 43,0	- 44,6	- 47,0	- 41,1
Recettes	10,2	10,9	10,8	11,3	11,5	12,3	11,4	12,0	14,4	17,1
Dépenses	41,6	43,8	44,9	47,8	49,0	49,7	54,4	56,6	61,4	58,2
COMPTE DE CAPITAL	0,9	2,5	1,6	2,3	1,2	1,2	0,5	1,9	2,2	2,0
Recettes	2,3	2,8	2,0	2,7	1,9	2,2	1,5	2,4	2,8	2,6
Dépenses	1,4	0,3	0,4	0,4	0,7	1,1	1,0	0,5	0,6	0,6
COMPTE FINANCIER	- 24,8	0,3	- 33,4	- 39,2	- 1,2	- 56,5	- 37,3	- 14,5	- 7,5	- 7,0
Avoirs	466,4	476,9	125,9	110,9	193,5	- 28,9	- 144,4	- 162,2	203,1	176,9
Engagements	491,2	476,6	159,2	150,2	194,7	27,6	- 107,1	- 147,7	210,7	183,9
Investissements directs	41,0	34,5	44,8	50,5	25,9	14,2	15,1	- 10,5	36,0	- 1,9
Français à l'étranger	61,2	80,8	70,5	72,6	36,4	37,0	27,6	15,3	36,2	33,8
Étrangers en France	20,2	46,4	25,7	22,1	10,5	22,8	12,5	25,8	0,2	35,7
Investissements de portefeuille	107,9	121,2	- 25,7	- 236,0	- 116,8	- 240,9	- 39,4	- 59,7	- 17,9	54,1
Avoirs	259,7	206,9	97,7	78,4	- 30,0	- 167,7	- 18,4	43,6	69,7	54,6
Engagements	151,8	85,8	123,3	314,4	86,8	73,2	21,0	103,3	87,7	0,5
Instruments financiers dérivés	- 3,4	- 4,9	27,2	- 11,1	- 3,1	- 13,9	- 14,3	- 16,8	- 23,7	10,8
Avoirs	14,5	- 19,6	1,3	- 31,9	- 13,3	43,4	- 108,8	- 216,1	11,9	139,4
Engagements	17,9	- 14,6	- 25,9	- 20,7	- 10,2	57,3	- 94,5	- 199,3	35,6	128,6
Autres investissements	- 179,1	- 150,8	- 71,2	151,4	87,1	189,6	- 2,8	73,9	- 2,7	- 77,2
Avoirs	122,2	208,2	- 35,1	- 14,2	194,7	64,0	- 48,9	- 3,6	84,5	- 58,1
Engagements	301,3	359,1	36,1	- 165,6	107,6	- 125,7	- 46,2	- 77,5	87,2	19,2
Avoirs de réserve	8,8	0,5	- 8,5	6,0	5,8	- 5,5	4,0	- 1,5	0,7	7,2
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	- 26,4	3,6	- 16,0	- 25,4	14,3	- 37,3	- 12,4	2,1	13,1	- 4,7

0-2 Position extérieure

0-2a Séries chronologiques de la position extérieure de 2006 à 2015 en valeur mixte

(en milliards d'euros)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Investissements directs en valeur mixte	250,4	262,5	266,7	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	464,7	494,8
Français à l'étranger	625,3	686,1	671,3	777,8	877,9	964,5	964,4	961,1	1 025,6	1 101,2
Étrangers en France	374,9	423,6	404,5	449,8	472,0	540,1	515,7	552,1	560,9	606,4
Investissements de portefeuille	- 112,0	26,3	9,4	- 219,2	- 320,8	- 546,6	- 648,3	- 717,3	- 785,3	- 757,6
Titres étrangers	1 851,0	2 014,1	1 872,1	2 070,8	2 100,1	1 865,6	1 990,9	2 083,2	2 267,4	2 323,9
Actions et titres d'OPC	544,3	561,7	341,1	448,4	498,3	401,4	494,7	589,0	634,8	662,6
Titres de créance à long terme	1 170,7	1 325,8	1 312,4	1 369,9	1 362,9	1 256,7	1 271,8	1 306,4	1 439,9	1 477,8
Titres de créance à court terme	136,1	126,7	218,5	252,4	239,0	207,5	224,5	187,8	192,7	183,5
Titres français	1 963,0	1 987,9	1 862,7	2 290,0	2 420,9	2 412,2	2 639,3	2 800,5	3 052,7	3 081,5
Actions et titres d'OPC	752,0	720,3	449,0	573,2	579,3	500,6	614,7	731,8	743,1	779,4
Titres de créance à long terme	1 104,4	1 152,3	1 242,2	1 467,6	1 595,5	1 671,9	1 821,6	1 836,2	2 067,4	2 083,4
Titres de créance à court terme	106,7	115,3	171,5	249,2	246,2	239,7	203,0	232,6	242,2	218,7
Pour mémoire : valeurs du Trésor	541,8	573,0	696,9	831,2	886,8	907,0	978,3	1 023,5	1 149,3	1 150,3
Instruments financiers dérivés	20,0	- 80,3	- 51,0	- 71,7	- 47,8	- 44,5	- 45,2	- 62,1	- 59,1	- 31,3
Créances	585,2	587,6	1 060,6	926,6	825,8	1 092,2	1 080,2	809,7	1 041,6	819,8
Engagements	565,2	667,9	1 111,6	998,3	873,6	1 136,6	1 125,4	871,8	1 100,7	851,1
Autres investissements (hors avoirs de réserve)	- 322,2	- 459,6	- 574,2	- 416,7	- 346,9	- 144,8	- 162,9	- 85,2	- 100,0	- 190,9
Banque de France	- 7,7	- 59,2	- 199,0	- 163,4	- 126,9	- 208,9	- 206,2	- 163,1	- 171,6	- 163,5
Autre participations	nd	nd	0,8	0,8	1,1	1,3	1,5	1,5	1,5	1,5
Numéraire et dépôts	nd	nd	- 119,2	- 70,5	- 37,2	- 98,7	- 75,2	- 74,4	- 80,1	- 68,9
Prêts	nd	nd	- 79,4	- 82,7	- 78,9	- 99,5	- 120,8	- 78,9	- 80,9	- 83,3
Droits de tirage spéciaux	nd	nd	- 1,2	- 11,0	- 11,8	- 12,0	- 11,8	- 11,3	- 12,1	- 12,9
Administrations publiques	27,9	20,4	14,2	16,3	20,3	26,1	29,7	42,3	42,9	45,8
Autre participations	nd	nd	16,3	16,7	17,7	18,5	24,9	32,9	36,4	38,2
Numéraire et dépôts	nd	nd	- 17,5	- 14,4	- 13,7	- 14,5	- 14,8	- 11,5	- 12,3	- 11,5
Prêts	nd	nd	3,1	5,6	8,8	15,5	13,9	15,7	13,6	10,8
Crédits commerciaux et avances à la commande	nd	nd	12,3	8,3	7,5	6,6	5,7	5,2	5,2	8,3
Institutions financières monétaires	- 309,2	- 375,4	- 286,1	- 202,5	- 172,0	82,3	37,1	66,1	44,2	- 58,7
Numéraires et dépôts	nd	nd	- 575,4	- 510,5	- 560,9	- 298,5	- 332,8	- 294,5	- 353,6	- 473,0
Prêts	nd	nd	289,5	307,8	389,2	380,0	370,0	359,2	401,1	414,1
Autres comptes à payer/ à recevoir	nd	nd	- 0,2	0,2	- 0,4	0,8	- 0,1	1,5	- 3,4	0,3
Autres secteurs^{a)}	- 33,1	- 45,4	- 103,3	- 67,1	- 68,3	- 44,4	- 23,4	- 30,4	- 15,5	- 14,6
Numéraires et dépôts	nd	nd	83,5	137,3	216,8	225,1	261,2	227,0	250,7	301,1
Prêts	nd	nd	- 191,9	- 209,0	- 281,6	- 258,8	- 266,0	- 238,5	- 239,9	- 282,1
Crédits commerciaux et avances à la commande	nd	nd	5,5	5,6	- 3,4	- 10,6	- 18,7	- 18,8	- 26,2	- 33,3
Autres secteurs - Autres comptes à payer/à recevoir	nd	nd	- 0,4	- 1,0	- 0,1	0,0	0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,2
Avoirs de réserve	74,6	78,6	74,0	92,4	124,5	133,1	139,9	105,1	118,2	126,9
Total créances	4 352,7	4 805,0	5 080,2	5 255,7	5 546,0	5 765,3	5 785,6	5 534,6	6 163,0	6 083,8
Total engagements	4 441,9	4 977,5	5 355,3	5 542,9	5 731,2	5 943,7	6 053,4	5 885,1	6 524,7	6 441,9
Position extérieure	- 89,2	- 172,6	- 275,1	- 287,2	- 185,2	- 178,4	- 267,8	- 350,5	- 361,6	- 358,1

a) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, chambres de compensation.

nd: informations non disponibles

0-2b Créances et dettes extérieures par monnaie hors avoirs de réserve

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Créances	Dettes	Net	Créances	Dettes	Net	Créances	Dettes	Net
Total	3 379	4 103	- 724	3 670	4 490	- 820	3 591	4 574	- 863
Euro	2 592	3 106	- 514	2 763	3 354	- 591	2 670	3 362	- 620
US dollar	486	664	- 178	544	727	- 183	566	793	- 182
Yen	109	61	48	157	94	63	152	91	61
Livre sterling	88	145	- 56	98	176	- 78	104	191	- 86
Yuan	2	1	0	8	9	0	6	8	- 1
Autres monnaies	102	126	- 24	100	130	- 31	93	129	- 34
Institutions financières monétaires et autorités monétaires	1 735	1 860	- 125	1 884	2 042	- 158	1 877	2 064	- 186
Euro	1 162	1 175	- 13	1 204	1 252	- 48	1 189	1 226	- 37
US dollar	342	462	- 120	387	505	- 117	388	537	- 148
Yen	102	50	52	159	84	74	146	81	64
Livre sterling	61	88	- 27	69	105	- 36	83	123	- 40
Yuan	0	0	0	6	7	- 1	4	5	- 1
Autres monnaies	68	85	- 17	59	90	- 31	67	91	- 24
Administrations publiques	81	1 191	- 1 110	92	1 326	- 1 234	93	1 322	- 1 230
Euro	76	1 142	- 1 066	87	1 278	- 1 192	87	1 268	- 1 181
US dollar	5	35	- 30	5	35	- 30	6	43	- 38
Yen	0	2	- 1	0	1	- 1	0	1	- 1
Livre sterling	0	8	- 8	0	7	- 7	0	5	- 5
Yuan	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres monnaies	0	6	- 6	0	5	- 5	0	5	- 5
Autres secteurs	1 219	678	541	1 329	751	577	1 244	819	546
Euro	1 117	502	614	1 225	542	683	1 142	593	621
US dollar	65	110	- 46	72	131	- 59	81	151	- 25
Yen	6	8	- 3	- 4	8	- 11	5	7	- 2
Livre sterling	17	36	- 18	18	49	- 31	11	48	- 35
Yuan	0	1	- 1	0	1	- 1	0	1	0
Autres monnaies	14	20	- 6	17	20	- 4	6	20	- 12
Prêts inter-entreprises ^{a)}	344	373	- 29	365	370	- 5	377	369	8
Euro	237	287	- 50	248	282	- 34	252	275	- 23
US dollar	75	58	17	80	56	24	91	62	29
Yen	2	1	1	2	1	1	2	1	0
Livre sterling	10	13	- 3	11	15	- 5	10	15	- 6
Yuan	1	0	1	2	1	1	2	2	0
Autres monnaies	20	14	5	23	15	9	20	13	7

a) Les prêts inter-entreprises correspondent à l'ensemble des prêts et emprunts entre sociétés d'un groupe international. Un prêt d'une société française vers une filiale où la maison mère du groupe établie à l'étranger correspond à une créance et inversement un prêt d'une société non-résidente vers une filiale ou la maison mère du groupe établie en France correspond à un engagement.

Notes : Ce tableau correspond aux données prescrites par la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure du FMI (BPM6) pour la composition par monnaie des actifs et passifs sous forme d'instruments de dette (tableaux A9-I-1a et A9-I-2a du BPM6). Il permet notamment d'identifier la part de la dette extérieure potentiellement soumise aux effets des variations de change, toutes choses égales par ailleurs, en particulier avant effet des couvertures de change.

Une position nette débitrice signifie que la France est emprunteuse dans la devise indiquée au 31 décembre de l'année considérée (par exemple en dollar et en livre sterling en 2015) et inversement une position créditrice, qu'elle est prêteuse (par exemple en yen en 2015).

0-2c Instruments financiers dérivés en valeur de marché

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Total	810	872	- 62	1 042	1 101	- 59	820	851	- 31
Euro	479	513	- 33	611	647	- 36	447	468	- 21
US dollar	200	214	- 14	285	282	3	238	229	9
Yen	52	60	- 8	51	58	- 7	40	52	- 11
Livre sterling	31	30	1	42	43	- 1	37	41	- 5
Autres monnaies	48	55	- 7	54	72	- 18	58	61	- 2

Note : Une position nette débitrice reflète un apport net de liquidité associé aux transactions et variations de la valeur de marché sur instruments financiers dérivés et inversement une position créditrice reflète un financement net. Les transactions sur instruments financiers intervenant fréquemment pour couvrir des gains et pertes potentiels sur d'autres instruments, les seules positions sur instruments financiers dérivés ne sont pas représentatives de gains et pertes potentiels nets.

1. TRANSACTIONS COURANTES

1.1 Biens

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Biens	438,5	481,1	- 42,6	438,0	478,5	- 40,5	460,7	484,7	- 24,0
Marchandises	419,7	481,1	- 61,4	419,4	478,5	- 59,1	437,4	484,7	- 47,2
Données douanières	436,0	497,2	- 61,2	436,9	494,5	- 57,7	455,2	500,5	- 45,3
Corrections et ajustements	- 19,2	- 21,3	2,1	- 19,5	- 20,9	1,5	- 19,4	- 19,7	0,4
Soutage et avitaillement	2,9	5,2	- 2,3	2,0	4,9	- 2,9	1,6	3,9	- 2,3
Négoce international	18,8	-	18,8	18,6	-	18,6	23,2	-	23,2
Négoce (biens acquis – exportations négatives)	- 65,9	-	- 65,9	- 72,6	-	- 72,6	- 76,8	-	- 76,8
Négoce (biens revendus – exportations)	84,7	-	84,7	91,2	-	91,2	100,0	-	100,0

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.2 Ventilation géographique des échanges de marchandises

(en milliards d'euros)

	Exportations		Importations		Soldes	
	Montant en 2015	Variation 2015/2014 (en %)	Montant en 2015	Variation 2015/2014 (en %)	Montant en 2015	Variation 2015/2014 (en milliards)
Zone euro	205,0	1,5	242,3	0,6	- 37,3	1,7
dont : Allemagne	71,5	0,7	87,0	1,5	- 15,5	- 0,8
Italie	32,0	3,1	37,8	2,7	- 5,8	0,0
Espagne	32,5	6,9	31,6	6,2	0,9	0,3
Royaume-Uni	31,7	2,5	19,5	- 1,7	12,1	1,1
Nouveaux États membres de l'Union européenne ^{a)}	24,3	4,8	29,5	5,8	- 5,2	- 0,5
Amérique	49,0	16,5	47,3	9,9	1,7	2,7
dont : États-Unis	32,7	19,3	35,1	11,0	- 2,4	1,8
Asie	57,0	5,1	86,0	9,4	- 29,0	- 4,6
dont : Japon	6,3	- 7,7	8,4	6,9	- 2,1	- 1,1
Chine et Hong Kong	22,5	9,5	47,7	9,4	- 25,2	- 2,2
Proche et Moyen-Orient	15,2	12,6	9,6	- 19,3	5,7	4,0

a) Pays entrés dans l'Union européenne depuis 2004.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Direction générale des Douanes et des Droits indirects – DGDDI (données brutes).

Calculs : Banque de France.

1.3 Transports

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Maritimes	11,7	7,9	3,8	12,7	8,4	4,3	13,7	9,4	4,3
Fret	10,8	3,5	7,3	11,7	3,5	8,2	12,6	3,5	9,1
<i>dont fabisation a)</i>	0,7	1,3	- 0,6	0,7	1,3	- 0,6	0,6	1,2	- 0,6
Passagers	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3
Autres frais b)	0,7	4,4	- 3,7	0,7	4,8	- 4,1	0,8	5,9	- 5,1
Aériens	9,9	12,5	- 2,6	10,8	12,9	- 2,1	11,2	13,2	- 2,0
Fret	1,1	2,1	- 1,0	1,6	2,0	- 0,4	1,6	2,2	- 0,6
<i>dont fabisation a)</i>	0,2	0,5	- 0,3	0,2	0,5	- 0,3	0,3	0,5	- 0,2
Passagers	6,1	7,1	- 1,0	5,9	6,8	- 0,9	6,3	6,9	- 0,6
Autres frais b)	2,8	3,4	- 0,6	3,3	4,1	- 0,8	3,3	4,0	- 0,7
Autres transports	13,0	17,6	- 4,6	12,7	17,9	- 5,2	13,4	19,5	- 6,1
Spatiaux	0,9		0,9	1,0		1,0	1,1	0,1	1,0
Ferroviaires	1,5	1,4	0,1	1,1	1,3	- 0,2	1,2	1,6	- 0,4
Fret	0,6	0,8	- 0,2	0,6	0,8	- 0,2	0,7	1,0	- 0,3
<i>dont fabisation a)</i>	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Passagers	0,7	0,5	0,2	0,4	0,5	- 0,1	0,4	0,6	- 0,2
Autres frais b)	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Routiers	6,7	11,9	- 5,2	6,4	11,9	- 5,5	6,3	13,2	- 6,9
Fret	5,1	11,2	- 6,1	5,0	11,3	- 6,3	5,4	12,6	- 7,2
<i>dont fabisation a)</i>	0,8	4,2	- 3,4	0,8	4,3	- 3,5	0,9	4,4	- 3,5
Passagers	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,2	0,1	0,1
Autres frais b)	1,4	0,6	0,8	1,3	0,6	0,7	0,7	0,5	0,2
Autres	3,9	4,4	- 0,5	4,2	4,6	- 0,4	4,7	4,6	0,1
<i>dont fabisation a), c)</i>	0,3	0,2	0,1	0,3	0,2	0,1	0,3	0,2	0,1
Total	34,6	38,1	- 3,5	36,2	39,2	- 3,0	38,3	42,0	- 3,7

a) La fabisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

b) Dont règlements relatifs aux affrètements, frais d'escale, redevances sur trafics. Cette rubrique ne comporte pas les frais de soutage et d'avitaillement qui sont inclus dans les biens.

c) Fabisation des transports fluviaux, oléoducs, gazoducs, etc.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.4 Ventilation géographique des échanges de voyages

(en milliards d'euros)

1. TRANSACTIONS COURANTES

	2013			2014			2015		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 28)	28,5	18,4	10,2	28,6	21,6	7,0	26,8	21,5	5,3
Union économique et monétaire (à 19)	22,1	15,0	7,1	22,6	17,7	4,9	20,9	17,9	2,9
dont : Allemagne	6,9	2,4	4,5	7,0	2,9	4,1	6,5	2,8	3,7
Autriche	0,4	0,3	0,1	0,4	0,3	0,1	0,3	0,3	0,0
Belgique	4,8	1,5	3,3	4,9	1,7	3,2	4,7	1,8	2,9
Espagne	2,3	4,3	- 2,1	2,5	5,0	- 2,5	2,3	5,3	- 3,0
Grèce	0,1	0,8	- 0,7	0,1	0,9	- 0,8	0,0	1,2	- 1,1
Irlande	0,3	0,4	- 0,2	0,5	0,7	- 0,2	0,2	0,5	- 0,2
Italie	3,1	2,9	0,2	3,0	3,4	- 0,3	3,2	3,3	- 0,1
Luxembourg	0,6	1,0	- 0,4	0,7	1,2	- 0,4	0,7	1,0	- 0,3
Pays-Bas	2,7	0,4	2,4	2,5	0,5	2,0	2,1	0,5	1,7
Portugal	0,6	0,6	0,0	0,5	0,8	- 0,3	0,5	0,8	- 0,3
Autres pays de l'Union européenne	6,4	3,4	3,1	6,0	3,9	2,1	6,0	3,6	2,4
dont : Danemark	0,5	0,1	0,5	0,4	0,1	0,4	0,4	0,1	0,3
Roumanie	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0
Royaume-Uni	5,1	2,5	2,6	4,6	2,9	1,7	4,5	2,6	1,9
Suède	0,4	0,1	0,3	0,4	0,1	0,3	0,4	0,1	0,3
Reste du monde	14,1	13,4	0,6	15,2	15,1	0,1	14,6	13,1	1,5
dont : Algérie	0,6	0,2	0,4	0,6	0,3	0,3	0,6	0,2	0,4
Australie	0,8	0,2	0,6	0,8	0,3	0,5	0,7	0,3	0,4
Brésil	0,8	0,2	0,7	1,0	0,2	0,8	0,8	0,2	0,6
Canada	0,7	0,7	0,1	0,7	0,5	0,2	0,6	0,5	0,1
Chine	0,6	0,3	0,4	0,7	0,3	0,4	1,0	0,4	0,6
Croatie	0,0	0,2	- 0,2	0,0	0,3	- 0,3	0,0	0,3	- 0,2
Égypte	0,0	0,1	- 0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
États-Unis	2,2	1,8	0,4	2,4	2,0	0,4	2,4	1,6	0,8
Inde	0,1	0,3	- 0,2	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0
Japon	0,3	0,1	0,2	0,4	0,2	0,2	0,3	0,2	0,1
Maroc	0,4	0,8	- 0,5	0,4	0,9	- 0,5	0,4	0,6	- 0,2
Mexique	0,2	0,2	0,0	0,2	0,3	- 0,1	0,2	0,2	- 0,1
Norvège	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,0	0,2	0,2	0,0
République dominicaine	0,0	0,2	- 0,2	0,0	0,2	- 0,2	0,0	0,2	- 0,2
Russie	0,6	0,2	0,3	0,7	0,3	0,4	0,5	0,3	0,2
Suisse	3,5	1,3	2,2	3,9	1,4	2,5	3,9	1,3	2,5
Thaïlande	0,1	0,3	- 0,2	0,0	0,3	- 0,2	0,1	0,2	- 0,2
Tunisie	0,2	0,5	- 0,2	0,2	0,4	- 0,2	0,1	0,2	- 0,1
Turquie	0,1	0,6	- 0,5	0,2	0,5	- 0,3	0,2	0,3	- 0,1
Vietnam	0,0	0,2	- 0,2	0,0	0,2	- 0,2	0,1	0,2	- 0,1
Total	42,6	31,8	10,8	43,8	36,7	7,1	41,4	34,6	6,8

Note : Voir « définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

1.5 Ventilation géographique des échanges de services hors transports et voyages

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 28)	61,5	64,4	- 2,9	67,0	71,2	- 4,2	73,3	83,3	- 10,0
Union économique et monétaire (à 19)	44,1	46,2	- 2,1	46,5	50,0	- 3,6	50,5	59,3	- 8,8
dont : Allemagne	12,8	15,5	- 2,7	12,2	16,6	- 4,3	14,1	20,5	- 6,4
Autriche	0,4	0,5	- 0,1	0,4	0,8	- 0,3	0,5	1,0	- 0,5
Belgique	6,1	6,3	- 0,2	6,4	7,4	- 0,9	6,6	8,7	- 2,0
Espagne	4,1	3,5	0,7	5,1	4,3	0,8	5,7	4,6	1,1
Finlande	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,4	- 0,1
Grèce	0,2	0,2	0,0	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Irlande	3,5	4,8	- 1,4	3,5	5,0	- 1,4	3,8	5,9	- 2,1
Italie	4,8	4,3	0,5	5,0	5,2	- 0,2	5,0	5,9	- 0,9
Luxembourg	5,1	3,4	1,6	5,3	3,0	2,3	5,1	3,7	1,4
Pays-Bas	5,7	5,9	- 0,3	6,5	6,0	0,5	7,4	6,9	0,5
Portugal	0,8	0,9	- 0,1	1,0	1,0	0,0	1,2	1,0	0,2
Autres pays de l'Union européenne	17,4	18,2	- 0,7	20,5	21,2	- 0,7	22,9	24,0	- 1,1
dont : Danemark	1,8	0,5	1,3	1,0	0,7	0,3	1,4	1,0	0,5
Hongrie	0,2	0,3	0,0	0,2	0,3	0,0	0,2	0,3	0,0
Pologne	0,8	0,9	- 0,1	0,9	1,3	- 0,4	0,9	1,3	- 0,3
République tchèque	0,4	0,7	- 0,3	0,5	0,7	- 0,2	0,6	0,6	0,1
Roumanie	0,4	0,9	- 0,6	0,4	1,0	- 0,6	0,4	1,0	- 0,6
Royaume-Uni	11,5	12,4	- 0,9	14,9	14,8	0,1	16,4	17,4	- 1,0
Suède	1,6	2,2	- 0,5	1,9	2,0	- 0,2	1,9	1,9	0,0
Reste du monde	52,7	37,6	15,2	60,1	43,1	17,0	64,8	49,1	15,7
dont : Afrique du Sud	0,3	0,1	0,1	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	0,2
Algérie	0,5	0,2	0,2	0,5	0,2	0,4	0,4	0,3	0,2
Angola	1,0	0,1	0,9	1,5	0,5	1,0	2,0	1,1	0,9
Arabie saoudite	0,9	0,2	0,6	1,2	0,3	0,9	1,1	0,3	0,9
Australie	0,9	0,4	0,6	0,6	0,4	0,2	0,7	0,3	0,4
Bahreïn	0,1	0,1	0,0	0,2	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1
Brésil	1,0	0,5	0,4	1,0	1,0	0,0	1,2	1,0	0,2
Canada	0,7	1,2	- 0,5	0,7	1,1	- 0,4	0,8	1,3	- 0,4
Chine	1,9	1,6	0,3	2,2	1,6	0,6	2,2	1,9	0,3
Corée du Sud	1,1	0,4	0,7	1,4	1,0	0,4	1,1	0,9	0,2
Égypte	0,5	0,2	0,3	0,4	0,2	0,1	0,5	0,3	0,2
Émirats arabes unis	0,8	0,5	0,3	1,0	0,7	0,3	1,3	0,9	0,4
États-Unis	13,5	13,3	0,2	15,2	14,2	1,0	16,4	17,2	- 0,8
Hong Kong	0,4	0,6	- 0,2	0,5	0,9	- 0,4	0,6	1,0	- 0,3
Inde	0,6	1,1	- 0,5	0,7	1,3	- 0,6	1,0	1,2	- 0,2
Japon	1,5	1,2	0,2	1,8	1,2	0,6	1,9	1,1	0,8
Maroc	0,6	0,9	- 0,2	0,7	1,1	- 0,4	0,7	1,2	- 0,4
Mexique	0,6	0,2	0,4	0,6	0,1	0,5	0,5	0,1	0,4
Nigeria	0,9	0,1	0,8	0,7	0,2	0,5	0,6	0,1	0,5
Norvège	0,7	0,7	0,0	1,6	1,6	0,1	1,3	1,6	- 0,4
Qatar	0,5	0,1	0,4	0,8	0,2	0,6	1,0	0,3	0,7
Russie	1,2	0,5	0,7	1,5	0,5	1,0	1,3	0,7	0,7
Singapour	2,3	0,9	1,3	2,6	1,0	1,6	3,6	1,2	2,4
Suisse	8,5	6,4	2,0	9,8	6,6	3,2	9,7	6,3	3,4
Tunisie	0,4	1,0	- 0,7	0,2	1,2	- 1,0	0,2	1,7	- 1,5
Turquie	0,5	0,3	0,2	0,5	0,2	0,3	0,5	0,3	0,2
Total	114,2	101,9	12,3	127,1	114,4	12,7	138,1	132,4	5,7

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

1.6 Autres services

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	6,3	5,9	0,4	7,5	7,7	- 0,2	8,4	8,8	- 0,4
Services d'entretien et de réparation n.i.a	4,1	2,9	1,3	5,1	3,5	1,6	5,3	4,0	1,3
Construction	2,6	2,4	0,3	2,5	2,2	0,3	2,8	1,7	1,1
Services d'assurance et de pension	7,3	7,6	- 0,3	5,3	5,9	- 0,6	5,1	6,1	- 1,0
Services financiers	10,0	4,6	5,4	10,5	5,0	5,5	11,1	5,6	5,4
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	<i>5,6</i>	<i>3,4</i>	<i>2,2</i>	<i>5,9</i>	<i>3,8</i>	<i>2,1</i>	<i>6,4</i>	<i>4,5</i>	<i>1,9</i>
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurée</i>	<i>4,4</i>	<i>1,2</i>	<i>3,2</i>	<i>4,6</i>	<i>1,2</i>	<i>3,4</i>	<i>4,7</i>	<i>1,2</i>	<i>3,5</i>
Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	9,9	8,3	1,6	10,8	9,3	1,5	13,5	12,6	0,9
Services de télécommunication, d'informatique et d'information	12,8	13,9	- 1,1	14,3	14,1	0,2	15,0	15,1	0,0
Autres services aux entreprises	58,2	52,4	5,7	67,6	63,0	4,7	73,5	74,4	- 0,9
<i>Services de recherche et développement</i>	<i>8,8</i>	<i>10,1</i>	<i>- 1,3</i>	<i>10,4</i>	<i>11,4</i>	<i>- 1,0</i>	<i>11,2</i>	<i>13,3</i>	<i>- 2,1</i>
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	<i>16,5</i>	<i>14,6</i>	<i>1,9</i>	<i>17,3</i>	<i>15,4</i>	<i>1,8</i>	<i>17,8</i>	<i>18,7</i>	<i>- 0,9</i>
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services fournis aux entreprises</i>	<i>32,9</i>	<i>27,8</i>	<i>5,1</i>	<i>40,0</i>	<i>36,2</i>	<i>3,8</i>	<i>44,5</i>	<i>42,4</i>	<i>2,1</i>
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	2,2	3,5	- 1,3	2,6	3,4	- 0,9	2,7	4,1	- 1,4
Biens et services des APU n.i.a.	0,8	0,4	0,5	0,9	0,4	0,6	0,7	0,0	0,7

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.
n. i. a. : non inclus par ailleurs ; APU : administrations publiques.

1.7 Revenus primaires

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Rémunérations des salariés	17,8	1,1	16,8	18,5	1,1	17,4	20,6	1,4	19,1
Revenus des investissements	126,2	102,3	23,9	123,9	101,9	22,0	124,6	101,4	23,2
Revenus d'investissements directs	59,2	20,2	39,0	58,9	17,9	41,0	59,7	17,8	41,9
Dividendes	49,3	11,0	38,2	51,0	10,0	41,0	48,9	8,8	40,2
Bénéfices réinvestis	8,5	6,6	1,9	6,4	5,3	1,1	8,8	7,3	1,6
Intérêts sur prêts et emprunts entre affiliés	1,4	2,6	- 1,2	1,5	2,6	- 1,1	1,9	1,7	0,2
Revenus d'investissements de portefeuille	55,9	71,6	- 15,7	54,5	73,5	- 19,1	54,5	72,1	- 17,6
<i>dont revenus des actions et des OPC</i>	11,6	20,1	- 8,4	11,5	21,6	- 10,1	13,3	21,8	- 8,6
Revenus des autres investissements	10,6	10,4	0,2	10,1	10,5	- 0,4	9,9	11,6	- 1,7
<i>Revenus de titres de participation et de parts de fonds de placement</i>	0,3	0,0	0,3	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2
Intérêts	10,3	10,4	- 0,1	9,9	10,5	- 0,6	9,8	11,6	- 1,8
<i>Revenus attribués aux assurés</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenus des avoirs de réserve	0,5	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,6	0,0	0,6
Autres revenus primaires	11,2	2,7	8,5	10,8	2,5	8,3	11,9	2,3	9,6
Total	155,2	106,0	49,2	153,3	105,5	47,8	157,1	105,1	52,0

Notes : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

1.8 Ventilation géographique des revenus d'investissements directs français à l'étranger (recettes) et étrangers en France (dépenses), selon le premier pays de contrepartie

1. TRANSACTIONS COURANTES

(en milliards d'euros)

	Recettes					Dépenses				
	2012	2013	2014	2015 ^{a)}	2015 (en %)	2012	2013	2014	2015 ^{a)}	2015 (en %)
Union européenne (à 28)	26,6	28,1	31,0	29,6	49,7	18,7	16,5	13,4	12,9	72,8
Union économique et monétaire (à 19)	18,2	20,6	22,4	20,8	34,9	16,0	14,0	11,3	10,4	58,4
dont : Allemagne	4,0	3,9	4,0	2,9	4,9	2,9	1,7	2,1	2,2	12,3
Belgique	4,3	5,4	5,7	6,2	10,4	3,2	1,9	1,2	0,8	4,5
Espagne	0,9	1,3	2,1	1,5	2,6	0,6	0,8	0,6	0,6	3,6
Portugal	0,2	0,3	0,3	0,3	0,5	0,0	0,0	0,0	- 0,1	- 0,4
Irlande	1,8	0,8	1,5	1,7	2,9	0,3	0,3	0,2	0,4	2,3
Italie	1,0	1,5	1,2	0,8	1,3	0,4	0,3	0,4	0,2	1,1
Luxembourg	1,1	1,2	1,7	1,6	2,7	3,6	2,5	2,1	1,1	6,1
Pays-Bas	5,6	6,1	5,6	5,5	9,3	4,9	6,8	4,7	5,0	28,1
Autres pays de l'Union européenne	8,3	7,4	8,5	8,8	10,2	2,7	2,5	2,1	2,6	14,4
dont : Pologne	1,1	1,0	1,0	1,1	1,9	- 0,1	- 0,1	- 0,1	0,0	0,0
République tchèque	1,0	0,9	0,9	0,9	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
Roumanie	0,2	0,3	0,3	0,2	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	5,7	4,6	5,4	5,6	9,5	2,3	2,2	1,8	2,1	11,8
Suède	0,0	0,2	0,3	0,2	0,4	0,3	0,2	0,2	0,2	1,2
Reste du monde	34,8	31,1	28,0	30,0	50,3	5,1	3,7	4,5	4,8	27,2
dont : Brésil	1,3	0,6	0,9	0,8	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	0,8	- 0,5	- 0,1	- 0,4	- 0,7	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1
Chine	1,5	1,4	1,7	1,9	3,3	0,0	0,0	0,0	0,1	0,3
États-Unis	6,8	5,5	4,3	2,8	4,7	2,1	1,8	1,8	2,1	11,7
Inde	0,2	0,1	0,1	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indonésie	0,9	0,8	0,7	0,7	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Japon	1,3	2,5	2,5	3,1	5,1	0,3	0,4	0,4	0,4	2,3
Maroc	1,0	0,6	0,4	0,5	0,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Norvège	1,6	1,3	1,4	1,6	2,7	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Russie	1,3	1,0	0,3	0,2	0,3	0,1	0,0	0,0	0,1	0,4
Singapour	1,3	1,4	1,5	1,6	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Suisse	3,7	4,5	3,6	3,6	6,0	2,0	1,6	1,5	1,6	9,0
Turquie	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	61,3	59,2	58,9	59,7	100,0	23,8	20,2	17,9	17,8	100,0

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

Les revenus d'investissements directs comprennent aussi les intérêts sur prêts et emprunts intragroupe, calculés selon la règle du principe directionnel étendu.

a) Pour l'année 2015, les intérêts sont issus de données collectées auprès des entreprises, tandis que les dividendes et bénéfices réinvestis sont estimés.

1.9 Revenus secondaires

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Revenus secondaires des administrations publiques	3,6	33,6	- 30,0	4,5	32,8	- 28,3	6,2	30,6	- 24,3
Prestations sociales		6,4	- 6,4		6,6	- 6,6		6,7	- 6,7
Coopération internationale <i>dont frais de fonctionnement des organisations internationales</i>	1,6	5,6	- 4,0	1,4	4,6	- 3,2	1,9	4,1	- 2,2
Ressources propres des institutions de l'Union européenne		0,8	- 0,8		0,8	- 0,8		0,9	- 0,9
Autres transferts des APU	21,2	- 21,2		20,3	- 20,3		19,1	- 19,1	
	2,0	0,4	1,6	3,1	1,3	1,8	4,3	0,7	3,7
Revenus secondaires des autres secteurs	8,4	23,0	- 14,7	9,9	28,6	- 18,7	10,9	27,6	- 16,8
dont transferts courants divers <i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	5,0	16,6	- 11,6	5,3	21,2	- 15,9	5,8	19,3	- 13,6
	0,5	9,0	- 8,5	0,5	9,2	- 8,8	0,5	10,0	- 9,5
Total	12,0	56,6	- 44,6	14,4	61,4	- 47,0	17,1	58,2	- 41,1

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

2. FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

2.1 Flux d'investissements directs français à l'étranger présentés selon la règle du principe directionnel étendu^{a)} Ventilation par type d'opérations

(en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs français à l'étranger (IDFE)	Capital social y compris investissements immobiliers	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (prêts intragroupe) ^{b)}
2008	44,8	70,5	61,0	8,4	1,2
2009	50,5	72,6	40,3	9,6	22,7
2010	25,9	36,4	28,6	19,7	- 11,9
2011	14,2	37,0	28,4	8,0	0,7
2012	15,1	27,6	40,5	10,8	- 23,7
2013	- 10,5	15,3	3,3	8,5	3,5
2014	36,0	36,2	19,6	6,4	10,2
2015	- 1,9	33,8	19,9	8,8	5,1

a) Les chiffres sont affectés d'un signe correspondant à la méthodologie du 6^e manuel de balance des paiements : les augmentations d'actifs et de passifs sont signées positivement, tandis que les réductions d'actifs comme de passifs sont signées négativement. En d'autres termes, un investissement français à l'étranger est affecté d'un signe positif car il conduit à une augmentation des avoirs français ; un désinvestissement français à l'étranger est affecté d'un signe négatif car il conduit à une diminution des avoirs français. Les soldes sont présentés en termes de variation de la position extérieure nette : une augmentation de la position extérieure nette est signée positivement.

b) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

2.2 Flux d'investissements directs étrangers en France présentés selon la règle du principe directionnel étendu Ventilation par type d'opérations

(en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs étrangers en France (IDEF)	Capital social y compris investissements immobiliers	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (prêts intragroupe) ^{a)}
2008	44,8	25,7	15,0	1,8	8,8
2009	50,5	22,1	14,5	- 2,3	10,0
2010	25,9	10,5	11,5	6,3	- 7,4
2011	14,2	22,8	21,2	- 1,6	3,1
2012	15,1	12,5	10,7	6,2	- 4,5
2013	- 10,5	25,8	20,0	6,6	- 0,8
2014	36,0	0,2	9,7	5,3	- 14,8
2015	- 1,9	35,7	34,6	7,3	- 6,2

a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

**2.3 Répartition géographique selon le premier pays de contrepartie
des flux d'investissements directs français à l'étranger ^{a)}**

(en milliards d'euros)

	2012	2013	2014	2015
Union européenne (à 28)	19,7	16,6	22,6	25,8
Union économique et monétaire (à 19)	16,8	14,4	12,6	15,5
dont : Allemagne	- 5,6	- 1,1	0,4	3,3
Belgique	13,6	13,5	- 2,6	- 2,7
Espagne	- 0,2	5,1	- 1,1	- 1,1
Irlande	0,3	- 0,3	1,7	3,2
Italie	3,5	0,3	1,9	5,2
Luxembourg	3,8	1,5	- 2,0	3,9
Pays-Bas	- 2,4	- 3,3	13,4	3,8
Autres pays de l'Union européenne	2,9	2,2	10,0	10,3
dont : Pologne	0,8	0,5	1,9	0,7
République tchèque	0,5	0,1	0,2	0,2
Roumanie	- 0,1	- 0,4	0,0	0,1
Royaume-Uni	2,7	2,7	8,6	9,5
Suède	- 1,4	- 0,5	- 0,3	- 0,3
Reste du monde	7,9	- 1,2	13,6	8,0
dont : Angola	0,8	- 0,3	- 0,2	- 0,4
Australie	- 0,6	- 0,5	1,1	0,2
Bahamas	- 0,1	0,0	- 0,9	0,5
Bermudes	2,1	0,6	- 2,1	0,3
Brésil	1,5	0,4	3,8	- 5,9
Canada	0,3	- 0,4	0,9	- 1,6
Chine	1,9	1,7	1,6	0,5
Égypte	0,2	- 1,7	0,4	- 0,1
Emirats arabes unis	0,1	- 1,0	- 0,4	0,5
États-Unis	- 3,0	- 7,7	7,2	1,0
Hong Kong	0,3	0,2	0,2	1,2
Iles Vierges britanniques	- 0,1	0,9	- 0,1	0,3
Inde	0,0	0,5	0,8	0,3
Japon	0,1	0,2	1,3	1,6
Kazakhstan	- 0,1	0,0	- 0,4	- 0,5
Maroc	0,8	1,3	- 3,7	0,2
Nigeria	0,4	0,8	0,6	0,8
Norvège	1,1	1,3	1,1	0,8
Qatar	0,1	0,2	0,1	- 0,3
Russie	2,1	1,8	0,5	0,2
Singapour	- 0,5	- 0,5	1,1	1,1
Suisse	1,2	0,8	- 3,6	0,0
Turquie	0,1	0,5	0,2	0,6
Total	27,5	15,3	36,2	33,8

a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

**2.4 Répartition géographique selon le premier pays de contrepartie
des flux d'investissements directs étrangers en France^{a)}**

(en milliards d'euros)

	2012	2013	2014	2015
Union européenne (à 28)	15,6	13,1	4,6	9,8
Union économique et monétaire (à 19)	17,3	9,4	- 1,9	0,5
dont : Allemagne	0,1	- 1,3	- 1,3	3,2
Belgique	6,6	- 8,0	- 0,3	6,7
Espagne	- 0,3	1,2	- 4,8	0,8
Irlande	0,5	- 0,4	5,0	- 0,2
Italie	- 0,9	2,1	- 0,1	- 1,4
Luxembourg	5,5	11,8	3,9	- 0,4
Pays-Bas	3,7	4,6	- 2,7	- 8,8
Autres pays de l'Union européenne	- 1,7	3,6	6,5	9,3
dont : Danemark	- 0,3	0,4	- 0,5	0,6
Pologne	- 0,5	0,6	- 0,1	2,0
République tchèque	0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,1
Roumanie	0,2	- 0,1	- 0,1	0,1
Royaume-Uni	- 1,0	2,2	7,9	5,9
Suède	- 0,1	0,7	- 0,4	0,9
Reste du monde	- 3,1	12,8	- 4,4	25,9
dont : Bermudes	- 0,3	- 0,2	- 0,1	0,0
Brésil	0,0	- 0,1	0,0	0,1
Canada	0,2	0,1	0,0	0,1
Chine	0,1	0,3	- 0,1	0,8
Émirats arabes unis	- 2,6	3,9	- 4,4	0,6
États-Unis	3,4	6,2	0,4	1,9
Hong Kong	0,0	- 0,6	1,0	0,2
Inde	- 0,1	0,1	- 0,1	0,1
Japon	0,7	0,8	0,4	0,4
Jersey	- 0,2	- 0,4	0,0	0,0
Liban	0,2	- 0,1	0,2	0,3
Qatar	0,2	0,3	0,2	0,1
Russie	1,3	0,1	0,3	0,3
Suisse	- 0,9	0,6	- 4,5	20,8
Singapour	- 0,6	0,7	- 0,9	0,4
Turquie	- 0,2	0,1	- 0,1	0,1
Total	12,5	25,8	0,2	35,7

a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.
Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

2.5 Répartition sectorielle des flux d'investissements directs français à l'étranger^{a)}

(en milliards d'euros)

	2012	2013	2014	2015
Agriculture, sylviculture et pêche	0,2	0,0	0,0	0,0
Industries extractives	5,0	6,1	- 2,9	2,2
dont : Extraction de pétrole et de gaz	4,4	5,2	- 3,3	1,5
Industries manufacturières	10,4	6,4	15,3	1,1
dont : Industries agricoles et alimentaires	1,2	5,7	- 3,9	1,6
Industrie du textile et habillement	0,7	2,0	1,6	1,7
Industrie du bois, édition et imprimerie	0,0	0,7	0,0	- 0,1
Cokéfaction et raffinage	1,1	2,3	0,3	- 0,5
Industrie chimique	2,6	2,3	0,3	2,7
Industrie pharmaceutique	- 1,8	0,1	2,2	- 0,1
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	0,9	1,0	- 0,2	0,0
Industries métallurgiques	3,2	- 0,4	- 0,5	- 1,9
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	- 1,4	- 3,1	0,4	- 2,1
Fabrication de machines et équipements	1,1	- 2,5	4,6	0,7
Industrie automobile	1,9	- 1,1	1,0	- 0,9
Fabrication d'autres matériels de transport	0,9	2,5	5,8	2,0
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	9,0	- 0,3	4,9	1,1
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	- 3,4	- 1,0	- 2,6	- 1,6
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	- 2,6	0,3	- 2,2	- 1,1
Construction	0,2	- 1,9	1,3	- 2,7
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	- 2,0	2,1	3,9	1,4
dont : Commerce de gros	0,7	1,2	1,3	0,9
Commerce de détail	- 3,4	0,8	2,0	0,7
Transports et entreposage	- 1,0	1,0	- 0,3	0,9
dont : Transports terrestres et transports par conduites	- 2,1	1,4	- 1,2	1,0
Transports par eau	- 0,1	- 0,2	0,2	0,0
Transports aériens	0,1	- 0,2	0,2	0,1
Entreposage et services auxiliaires des transports	1,1	0,0	0,5	- 0,2
Hébergement et restauration	- 0,1	- 0,2	0,2	- 0,2
Information et communication	0,2	- 1,3	3,0	8,8
dont : Cinéma, vidéo et télévision	- 1,4	- 4,5	- 0,5	- 2,4
Télécommunications	- 0,5	0,8	- 0,1	4,8
Activités financières et d'assurance	8,1	4,4	6,1	6,2
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	8,9	2,9	0,9	1,6
dont activités des sociétés holding	0,2	- 3,4	1,6	1,8
Assurance	- 0,5	1,4	2,1	0,1
Activités immobilières^{b)}	3,1	3,7	2,6	11,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	4,4	0,6	1,8	0,5
dont : Activités juridiques et comptables	0,1	0,2	0,0	- 0,2
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	4,1	1,8	1,7	0,1
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	0,3	- 0,7	- 1,5	0,7
Recherche-développement scientifique	0,1	0,0	0,0	- 0,2
Publicité et études de marché	0,1	- 0,9	1,6	0,1
Activités de services administratifs et de soutien	1,0	- 2,2	- 0,8	3,2
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé humaine et action sociale	- 0,1	- 0,2	0,3	0,3
Arts, spectacles et activités récréatives	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres activités de services	0,0	0,0	0,0	0,1
Montants non ventilés	- 7,7	- 2,0	3,3	1,1
Total	27,5	15,3	36,3	33,8

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Cette ligne comprend à la fois les investissements à l'étranger d'entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les achats nets de biens immobiliers stricto sensu à l'étranger.

Note : Les sociétés holding appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

2.6 Répartition sectorielle des flux d'investissements directs étrangers en France ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2012	2013	2014	2015
Agriculture, sylviculture et pêche	0,1	0,0	0,0	0,0
Industries extractives	0,1	0,3	0,3	- 0,3
dont : Extraction de pétrole et de gaz	0,0	0,3	0,3	- 0,2
Industries manufacturières	5,1	4,1	- 0,8	1,9
dont : Industries agricoles et alimentaires	- 2,3	2,7	- 1,6	0,9
Industrie du textile et habillement	0,9	0,3	0,4	- 0,1
Industrie du bois, édition et imprimerie	- 0,2	- 0,3	1,1	- 0,8
Cokéfaction et raffinage	- 0,1	0,2	0,2	- 0,5
Industrie chimique	1,3	0,6	- 6,2	- 0,1
Industrie pharmaceutique	3,0	- 1,3	0,6	2,2
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	0,1	0,0	0,1	0,3
Industries métallurgiques	2,9	0,0	- 0,2	- 0,2
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	1,6	- 1,4	1,0	- 0,1
Fabrication de machines et équipements	0,2	1,0	0,3	6,2
Industrie automobile	- 0,1	0,2	1,4	- 0,3
Fabrication d'autres matériels de transport	- 1,8	2,0	3,7	- 1,0
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	- 1,3	- 0,1	0,0	0,2
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,0	0,0	0,0	0,0
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	- 0,5	0,2	- 0,1	13,2
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	4,2	3,4	1,7	4,4
dont : Commerce de gros	1,2	0,6	0,6	1,7
Commerce de détail	2,6	2,8	1,8	2,5
Transports et entreposage	1,3	0,4	- 2,2	0,6
dont : Transports terrestres et transports par conduites	0,5	0,1	- 2,7	0,0
Transports par eau	0,0	- 0,2	0,1	0,4
Transports aériens	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreposage et services auxiliaires des transports	0,8	0,5	0,2	0,2
Hébergement et restauration	- 1,5	0,0	- 0,5	- 0,7
Information et communication	0,7	0,7	0,8	1,9
dont : Cinéma, vidéo et télévision	0,4	- 0,3	- 0,1	- 0,4
Télécommunications	- 1,7	0,7	0,0	0,0
Activités financières et d'assurance	3,5	9,5	9,7	8,5
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	- 1,2	2,6	- 0,6	2,6
dont activités des sociétés <i>holding</i>	1,9	5,8	4,7	5,3
Assurance	3,6	0,0	1,6	1,2
Activités immobilières ^{b)}	10,7	5,9	4,3	6,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	- 0,2	2,6	- 0,5	- 0,3
dont : Activités juridiques et comptables	0,1	0,1	0,1	0,0
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	- 0,1	2,5	- 0,9	0,0
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 1,3
Recherche-développement scientifique	0,1	0,1	0,0	1,0
Publicité et études de marché	- 0,2	0,1	0,2	0,2
Activités de services administratifs et de soutien	0,5	1,0	- 3,0	- 0,3
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé humaine et action sociale	0,8	- 0,7	0,2	- 0,8
Arts, spectacles et activités récréatives	0,1	0,1	0,1	- 0,1
Autres activités de services	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants non ventilés	- 11,2	- 1,6	- 10,1	1,5
Total	12,5	25,8	0,2	35,7

a) La ventilation sectorielle des flux d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Cette ligne comprend à la fois les investissements étrangers dans le secteur immobilier et les achats nets de biens immobiliers stricto sensu par des investisseurs non résidents.

Note : Les sociétés *holding* appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

2.7 Investissements directs français à l'étranger

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2015,
classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur résident	Entreprise investie (et pays de résidence si différent du pays de contrepartie)	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Altrad	Hertel	Pays-Bas	Acquisition du groupe Hertel
AXA	Genworth Lifestyle Protection Insurance	Grande-Bretagne	Acquisition de la société britannique
Amundi (Crédit Agricole)	Bawag	Autriche	Acquisition de Bawag PSK Invest GmbH
Assurances du Crédit Mutuel	Certas	Canada	Acquisition de 10 % du capital de Certas auto habitation
Atlantic	Ideal Boilers	Grande-Bretagne	Le groupe Atlantic a procédé à l'acquisition du fabricant de chaudières britannique Ideal Boilers
Atos	Xerox ITO (États-Unis)	Pays-Bas	Rachat de Xerox ITO (États-Unis) via une filiale néerlandaise
Avanssur (AXA)	BRE Assurances	Pologne	Acquisition de 100 % du capital de BRE Assurances
Bic	Cello Pens	Inde	Montée à 100 % du capital de Cello Pens
Cap Gemini	iGate	États-Unis	Acquisition de la SSII américaine iGate
Cofidis (Crédit Mutuel)	Banif Mais SGPS	Portugal	Acquisition de Banif
Elior	Areas	Espagne	Montée à 100 % du capital d'Areas
Eurazeo	Fintrax	Irlande	Prise de participation majoritaire au capital de Fintrax
Geodis (SNCF)	OHL	États-Unis	Acquisition du logisticien américain OHL
Giat Industrie	Honosthor NV	Pays-Bas	Rapprochement entre la société Nexter Systems et la société allemande KMW
Guerbet	CMDS	États-Unis	Acquisition de l'activité CMDS du groupe Mallinckrodt
Imerys	S&B Minerals (Grèce)	Luxembourg	Acquisition de la holding de contrôle du groupe, située au Luxembourg
JCDecaux	CEMUSA	Espagne	JCDecaux a acquis CEMUSA (Corporación Europea de Mobiliario Urbano SA) via sa filiale JCDecaux Europe
Klepierre	Corio	Pays-Bas	Absorption de la société foncière néerlandaise cotée Corio
NJJ Capital	Orange Communications	Suisse	Acquisition de Orange Suisse, jusqu'à présent propriété du fonds Apax Partners, par NJJ Capital
L'Oréal	Niely Cosmeticos	Brésil	Acquisition de Niely Cosmeticos via une nouvelle filiale brésilienne
Novacap	CU Chemie Uetikon GmbH	Allemagne	Acquisition de CU Chemie Uetikon GmbH
Orange	Jazztel	Grande-Bretagne	Acquisition de Jazztel suite à une OPA
Orpea	Senecura Kliniken	Autriche	Acquisition du groupe Senecura
Primeale (Agrial)	VOH	Pays-Bas	Acquisition de VOH Holding BV
Suez environnement	Sembcorp (Australie)	Singapour	Acquisition de la participation de 40 % non encore détenue au capital de Semsita Pacific PTE LTD
Technicolor	Cisco Connected Devices	États-Unis	Acquisition de Cisco Connected Devices
Technicolor	The Mill	Grande-Bretagne	Acquisition de The Mill, leader des effets visuels pour la publicité
Vinci	Orteng	Brésil	Acquisition de 100 % du capital de Orteng Engenharia e Sistemas
Vivendi	Telecom Italia	Italie	Prise de participation au capital de l'opérateur italien

2.7 **Investissements directs français à l'étranger**
Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2015,
classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur résident	Entreprise désinvestie (et pays de résidence si différent du pays de provenance immédiate des fonds désinvestis)	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Alstom	Actifs énergie d'Alstom	Plusieurs pays	Cession des activités dans le secteur de l'énergie à General Electric
Canal Plus (Vivendi)	TVN (Pologne)	Pays-Bas	Cession de sa participation de 25 % dans TVN, détenue via une société holding néerlandaise
CNP Assurances	CNP Barclays Vida y Pensiones	Espagne	Cession de sa participation de 50 % au capital de la coentreprise
Fimalac	Fitch	États-Unis	Cession de 30 % du capital du groupe Fitch à l'américain Hearst
Holcim Participations France	Holcibel	Belgique	Réduction de capital de la filiale belge Holcibel
Lafarge	Plusieurs filiales	Plusieurs pays	Cession de plusieurs filiales suite à la fusion avec Holcim
Société C3 (EDF)	EDF Investissements Groupe	Belgique	Réduction de capital de la filiale belge
Somfy	FAAC Spa	Italie	Cession de FAAC SpA à l'archidiocèse de Bologne
Total	Total Coal South Africa	Afrique du Sud	Cession de la filiale Total Coal South Africa
Vivendi	GVT	Brésil	Cession du groupe de télécommunications GVT

2.8 Investissements directs étrangers en France

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2015,
classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur étranger (et pays de résidence si différent du pays de contrepartie immédiate)	Entreprise résidente investie	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Consortium chinois	Aéroport Toulouse-Blagnac	Luxembourg	Acquisition de 49,9 % du capital via une société d'investissement luxembourgeoise
General Electric	Alstom Power Holdings	États-Unis	Acquisition des activités énergie d'Alstom par General Electric
William Demant	Audika Groupe	Danemark	Acquisition du groupe Audika suite à une OPA
Aegon (Irlande)	Banque Postale Asset Management	Pays-Bas	Acquisition de 25 % du capital par Aegon AM
Coty	Bourjois	États-Unis	Chanel cède la société française spécialiste du maquillage au groupe américain Coty
DCC	Butagaz	Irlande	Acquisition de Butagaz auprès du groupe Shell
Bunt - Groupe Arnault (France)	Carrefour	Luxembourg	Augmentation de la participation du véhicule d'investissement contrôlé par Groupe Arnault au capital de Carrefour
Northwood Investors (États-Unis)	Cegereal	Luxembourg	Acquisition de la majorité du capital par Northwood Investors via un véhicule d'investissement luxembourgeois
Fosun (Chine)	Club Méditerranée	Luxembourg et Portugal	Succès de l'OPA de Fosun sur le Club Méditerranée, financée via le Luxembourg et le Portugal
Charterhouse Capital Partners (Royaume-Uni)	Comexposium	Luxembourg	Acquisition de 50 % du capital auprès de la société foncière Unibail-Rodamco via un véhicule d'investissement luxembourgeois
Capital Group	Edenred	États-Unis	Achat de titres
Bridgepoint (Royaume-Uni)	Efront	Luxembourg	Acquisition via un véhicule d'investissement luxembourgeois
Cinven	Ephios France	Royaume-Uni	Augmentation de capital par Ephios Bondco PLC (groupe Cinven) pour l'acquisition de Labco
The Walt Disney Company	Euro Disney SCA	États-Unis	Recapitalisation et lancement d'une OPA
Eurofins Scientific	France Biologie Holding (Bio-Access)	Luxembourg	Acquisition
Ramsay Healthcare	Générale de Santé	Royaume-Uni	Acquisition puis fusion entre Ramsay Healthcare et Générale de Santé
Willis GS UK Limited	Gras Savoye	Royaume-Uni	Prise de contrôle à 100 % de GS et Cie Groupe, via Willis GS France
JinJiang International (Chine)	Groupe du Louvre	Luxembourg	Achat à Starwood Capital (États-Unis) via une société-holding luxembourgeoise
APG	Klépierre	Pays-Bas	Attribution d'actions au fonds de pension APG, actionnaire principal de Corio, en contrepartie de l'apport de ses titres à l'OPÉ de Klépierre sur Corio
Simon Property Group (États-Unis)	Klépierre	Luxembourg	Achat d'actions par des fonds luxembourgeois contrôlés par Simon Property Group
Investissements PSP	Korian	Canada	Acquisition de 14 % du capital par l'Office d'investissement des régimes de pension du secteur public
Holcim	Lafarge	Suisse	OPÉ de Holcim sur Lafarge
Honosthor NV	Nexter Systems SA	Pays-Bas	Investissement de Honosthor dans Nexter suite au rapprochement entre la société Nexter Systems et la société allemande KMW (voir tableau 2.7)
XPO Logistics	Norbert Dentressangle	États-Unis	Absorption du transporteur et logisticien français par le groupe américain suite au succès de son OPA
Altice	Numericable-SFR	Luxembourg	Prise de participation supplémentaire (10 %) au capital
Aryzta	Picard	Suisse	Acquisition de 49,5 % du capital
Onper Investments - Groupe Casino (France)	Segisor SA	Espagne	Restructuration interne au groupe Casino : acquisition de 50 % du capital par un véhicule d'investissement espagnol du groupe colombien Exito, lui-même contrôlé par Casino
Ares Allergy Holdings	Stallergènes	Royaume-Uni	Fusion de Stallergènes et de Greer Laboratories (Royaume-Uni) sous la houlette d'Ares Allergy Holdings
UGI	Totalgaz	États-Unis	Reprise de Totalgaz par le groupe américain UGI, déjà propriétaire d'Antargaz
Roche	Trophos	Suisse	Acquisition
Apollo (États-Unis)	Verallia	Luxembourg	Acquisition de 90 % du capital de la société auprès du groupe Saint-Gobain par l'intermédiaire d'une société-holding luxembourgeoise

2.8 Investissements directs étrangers en France

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2015, classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur étranger (et pays de résidence si différent du pays de contrepartie immédiate)	Entreprise désinvestie	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Colday - Colony Capital (États-Unis)	Accor	Luxembourg	Cession d'actions détenues par un véhicule d'investissement luxembourgeois
Truth 2 - Groupe Wendel (France)	Bureau Veritas	Luxembourg	Cession de 10,9 % du capital
Bridgepoint (Royaume-Uni)	Cie du Ponant	Luxembourg	Cession par Bridgepoint Europe IV Investments
Gevrey Investissement (Blackstone - États-Unis)	Gecina	Luxembourg	Cession d'actions détenues par un véhicule d'investissement luxembourgeois
Willis Europe et Financière Natelpau	Gras Savoye	Pays-bas et Luxembourg	Apport de titres suite à la prise de contrôle à 100 % de GS et Cie Groupe par Willis GS UK Limited
Starwood Capital Group (États-Unis)	Groupe du Louvre	Luxembourg	Cession à JinJiang International (Chine) via une société- <i>holding</i> luxembourgeoise
Aegon (Irlande)	La Mondiale Participations	Pays-Bas	Cession par Aegon International BV de sa participation de 35 % au capital
Groupe Bruxelles Lambert	Lafarge	Belgique	Cession de titres dans le cadre de l'OPE d'Holcim sur Lafarge
NNS Holding	Lafarge	Luxembourg	Cession de titres dans le cadre de l'OPE d'Holcim sur Lafarge
Carlyle (États-Unis)	Métrologic Group	Luxembourg	Cession via une société- <i>holding</i> luxembourgeoise
Ramsay Healthcare	Ramsay Santé	Royaume-Uni	Cession des titres à Générale de santé dans le cadre de la fusion entre les deux groupes
Accel Partners	SRP Group (Showroom Privé)	Royaume-Uni	Cession d'actions suite à l'introduction en bourse
Clayax Acquisition	Spie	Luxembourg	Cession d'actions SPIE SA par Clayax Acquisition Luxembourg 1 Sàrl dans le cadre de la mise en bourse de la société
Groupe Bertarelli (Suisse)	Stallergènes	Luxembourg	Fusion Stallergènes-Greer : cession de la participation de 77 % au capital détenue par Ares Life Sciences AG
Vector TCH (États-Unis)	Technicolor	Luxembourg	Cession d'actions

3. FLUX D'INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

3.1 Ventilation géographique et par nature de titres des flux d'investissements de portefeuille en fonction du pays de résidence de l'émetteur

(en milliards d'euros)

	2014				2015			
	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total
Union européenne (à 28)	25,2	34,0	- 0,4	58,8	25,8	14,3	- 3,7	36,4
Union économique et monétaire (à 19)	22,1	18,9	- 6,2	34,8	31,5	- 2,6	- 7,0	21,9
dont : Allemagne	4,6	13,9	- 0,4	18,0	1,0	- 5,4	8,8	4,5
Autriche	0,0	- 1,9	- 0,3	- 2,2	0,3	- 0,9	- 0,4	- 1,0
Belgique	- 0,2	- 12,2	1,6	- 10,8	1,0	2,7	- 0,2	3,6
Espagne	- 0,2	3,0	5,8	8,6	2,3	- 8,2	3,5	- 2,5
Finlande	0,9	0,7	- 0,6	1,1	0,0	- 0,8	- 0,1	- 0,9
Grèce	0,2	- 0,6	0,2	- 0,1	0,0	- 1,5	- 0,2	- 1,7
Irlande	2,5	- 1,1	- 0,7	0,8	1,2	5,7	- 1,4	5,4
Italie	2,2	- 0,2	- 8,7	- 6,7	6,1	- 17,9	- 8,4	- 20,2
Luxembourg	11,6	6,2	0,2	18,0	20,8	34,3	- 0,8	54,2
Pays-Bas	0,1	11,4	- 1,8	9,7	- 1,1	- 14,7	- 8,3	- 24,1
Portugal	0,4	- 3,4	0,0	- 3,1	0,0	0,3	1,0	1,3
Autres pays de l'Union européenne (à 28)	3,2	15,1	5,8	24,0	- 5,7	16,9	3,3	14,5
dont : Royaume-Uni	1,5	15,4	10,4	27,3	- 6,5	16,0	3,5	13,0
Suède	- 0,1	- 1,4	- 3,2	- 4,7	0,3	2,1	- 0,5	1,9
Reste du monde	- 13,9	10,7	14,1	11,0	- 21,0	46,9	- 7,6	18,2
dont :								
Antilles néerlandaises	- 0,6	- 4,8	- 1,9	- 7,3	- 0,4	- 3,9	0,0	- 4,3
Bermudes	0,0	- 0,1	0,0	- 0,1	0,0	- 0,2	0,1	- 0,1
Brésil	- 0,1	0,0	0,0	- 0,1	- 0,1	0,7	0,0	0,6
Chine	- 1,7	0,2	0,0	- 1,6	0,6	- 0,1	0,6	1,1
Corée du Sud	- 0,2	0,6	- 0,3	0,1	- 0,5	- 1,0	0,0	- 1,6
États-Unis	7,4	8,4	12,0	27,9	- 16,4	31,3	0,7	15,5
Îles Cayman	- 1,1	0,2	0,1	- 0,8	- 0,2	- 0,4	- 0,1	- 0,7
Inde	0,0	0,4	0,0	0,3	- 0,6	- 0,2	0,0	- 0,9
Japon	- 5,0	- 3,4	6,7	- 1,8	- 1,7	8,3	- 7,9	- 1,4
Jersey	- 0,7	- 0,6	- 0,1	- 1,4	- 1,6	0,1	0,0	- 1,5
Russie	0,0	0,1	0,0	0,1	- 0,6	0,0	0,0	- 0,6
Suisse	- 1,9	0,5	0,1	- 1,3	1,6	0,5	- 0,2	1,8
Turquie	0,0	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,3	- 0,2	0,0	- 0,5
Total	11,4	44,7	13,7	69,7	4,8	61,2	- 11,4	54,6

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

3.2 Opérations des résidents sur titres étrangers par instrument et par monnaie (euros/devises)
(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Émetteurs de la zone euro	19,3	10,0	29,3	33,2	1,5	34,8	28,4	- 6,5	21,9
Actions et titres d'OPC	7,5	- 0,2	7,3	21,7	0,4	22,1	33,4	- 1,9	31,5
Actions	- 7,1	0,3	- 6,8	8,8	- 0,3	8,5	10,2	0,2	10,4
Titres d'OPC	14,6	- 0,5	14,1	12,9	0,7	13,6	23,2	- 2,1	21,1
Titres de créance à long terme	31,0	9,2	40,2	18,6	0,3	18,9	0,2	- 2,8	- 2,6
Titres de créance à court terme	- 19,1	1,0	- 18,1	- 7,1	0,9	- 6,2	- 5,2	- 1,8	- 7,0
Bons du Trésor à moins d'un an	12,8	0,5	13,3	- 7,7	- 0,4	- 8,1	- 7,9	0,1	- 7,9
Autres titres de créance à court terme	- 31,9	0,5	- 31,4	0,6	1,4	1,9	2,7	- 1,9	0,9
Émetteurs hors zone euro	- 6,9	21,1	14,3	36,8	- 1,9	35,0	46,2	- 13,5	32,7
Actions et titres d'OPC	- 0,7	24,4	23,6	0,3	- 11,0	- 10,7	0,7	- 27,5	- 26,7
Actions	- 0,1	24,4	24,3	0,6	- 8,8	- 8,1	1,2	- 26,8	- 25,6
Titres d'OPC	- 0,6	- 0,1	- 0,7	- 0,3	- 2,2	- 2,6	- 0,5	- 0,7	- 1,2
Titres de créance à long terme	3,3	- 12,0	- 8,7	28,3	- 2,5	25,8	43,7	20,1	63,8
Titres de créance à court terme	- 9,5	8,7	- 0,7	8,2	11,7	19,9	1,8	- 6,2	- 4,4
Bons du Trésor à moins d'un an	0,0	11,4	11,4	0,0	8,1	8,1	0,0	- 6,9	- 6,9
Autres titres de créance à court terme	- 9,5	- 2,6	- 12,1	8,2	3,6	11,8	1,8	0,8	2,6
Tous émetteurs	12,5	31,1	43,6	70,1	- 0,3	69,7	74,7	- 20,0	54,6
Actions et titres d'OPC	6,8	24,1	30,9	22,0	- 10,6	11,4	34,2	- 29,4	4,8
Actions	- 7,2	24,7	17,5	9,4	- 9,0	0,4	11,4	- 26,6	- 15,2
Titres d'OPC	14,0	- 0,6	13,4	12,6	- 1,6	11,0	22,8	- 2,8	20,0
Titres de créance à long terme	34,3	- 2,8	31,5	47,0	- 2,3	44,7	43,9	17,3	61,2
Titres de créance à court terme	- 28,6	9,8	- 18,8	1,1	12,6	13,7	- 3,4	- 8,0	- 11,4
Bons du Trésor à moins d'un an	12,8	11,9	24,7	- 7,7	7,6	0,0	- 7,9	- 6,9	- 14,8
Autres titres de créance à court terme	- 41,4	- 2,1	- 43,5	8,8	5,0	13,7	4,5	- 1,1	3,4

3.3 Opérations des non-résidents sur titres français par secteur émetteur et par instrument
(en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Engagements	86,8	73,2	21,0	103,2	87,7	0,5
Administrations publiques	47,3	50,4	19,7	60,0	48,4	9,8
OAT	38,8	30,2	35,3	85,1	91,8	79,4
BTAN	11,8	12,3	10,7	- 51,2	- 44,9	- 49,8
Autres titres de créance à long terme	0,1	11,2	11,0	4,2	3,9	- 2,8
BTF	- 4,8	- 15,5	- 21,8	18,9	1,9	- 17,7
Autres titres de créance à court terme	1,4	12,2	- 15,4	3,1	- 4,3	0,7
Institutions financières monétaires	35,9	5,0	- 8,3	10,2	11,2	- 22,9
Actions	- 1,7	0,6	2,4	3,8	0,1	1,3
Titres d'OPC monétaires	- 10,5	- 0,9	3,2	- 0,2	3,6	10,2
Titres de créance à long terme	40,8	27,6	- 11,3	4,3	9,6	- 22,3
Titres de créance à court terme	7,3	- 22,2	- 2,6	2,3	- 2,1	- 12,1
Autres secteurs	3,6	17,7	9,6	33,0	28,0	13,5
Actions	- 5,5	19,2	21,1	19,8	- 4,4	- 9,6
Titres d'OPC non monétaires	13,9	- 12,8	2,1	2,3	8,6	3,2
Titres de créance à long terme	- 2,5	8,2	- 15,7	8,8	21,5	18,6
Titres de créance à court terme	- 2,3	3,1	2,2	2,1	2,3	1,4

4. FLUX DE PRÊTS ET EMPRUNTS

4.1 Autres investissements

Flux de prêts et emprunts des institutions financières monétaires résidentes (hors Banque centrale)

(en milliards d'euros)

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Avoirs des IFM	22,5	57,4	- 111,2	53,3	39,8	- 78,8
Long terme	- 32,4	- 12,5	13,3	- 6,0	- 1,9	2,5
Euros	- 33,3	- 15,8	11,5	- 9,8	- 3,2	1,3
Devises	0,8	3,3	1,8	3,9	1,3	1,2
Court terme	54,9	69,9	- 124,5	59,3	41,7	- 81,3
Euros	- 30,3	24,1	- 62,9	- 27,0	4,6	- 26,5
Devises	85,2	45,8	- 61,6	86,3	37,1	- 54,8
Engagements des IFM	- 8,0	81,9	- 11,3	9,3	29,6	- 42,9
Long terme	- 8,1	- 1,6	15,0	- 9,1	- 15,4	- 13,5
Euros	- 13,1	3,7	7,1	- 5,0	- 6,0	- 11,2
Devises	5,0	- 5,3	7,9	- 4,1	- 9,4	- 2,2
Court terme	0,1	83,5	- 26,3	18,4	45,0	- 29,4
Euros	- 32,7	41,9	- 1,8	- 16,9	5,4	- 0,7
Devises	32,8	41,6	- 24,5	35,3	39,5	- 28,7
Flux nets	30,5	- 24,5	- 99,9	44,0	10,2	- 35,9
Euros	- 17,8	- 37,3	- 56,7	- 14,9	2,0	- 13,3
Devises	48,2	12,8	- 43,2	59,0	8,3	- 22,7
Long terme	- 24,3	- 10,9	- 1,7	3,1	13,5	16,0
Court terme	54,8	- 13,6	- 98,2	40,9	- 3,3	- 51,9

5. POSITION EXTÉRIEURE

5.1 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2014 et fin 2015 (avec estimation des investissements directs en valeur mixte)

(en milliards d'euros)

	Encours à fin 2014	Flux de balance des paiements 2015 a)	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements a)				Total des variations entre les deux encours a)	Encours à fin 2015
			Total	Variation de change	Variation boursière	Autres ajustements		
			1	2	3			
Investissements directs en valeur mixte a)	464,7	- 1,9	32,0	33,9	- 1,4	- 0,5	30,1	494,8
Français à l'étranger	1 025,6	33,8	41,8	33,7	9,2	- 1,1	75,6	1 101,2
Capitaux propres	993,1	28,7	40,7	31,5	9,2	0,0	69,4	1 062,6
Autres opérations (prêts intragroupe)	32,4	5,1	1,1	2,2	0,0	- 1,1	6,2	38,6
Étranger en France	560,9	35,7	9,8	- 0,2	10,6	- 0,6	45,5	606,4
Capitaux propres	523,0	41,9	10,6	0,0	10,6	0,0	52,5	575,6
Autres opérations (prêts intragroupe)	37,9	- 6,2	- 0,9	- 0,2	0,0	- 0,6	- 7,1	30,8
Investissements de portefeuille	- 785,3	54,1	- 26,4	3,3	- 35,5	5,7	27,7	- 757,6
Titres étrangers	2 267,4	54,6	1,9	39,0	- 12,3	- 24,8	56,5	2 323,9
Actions et titres d'OPC	634,8	4,8	23,0	22,0	12,5	- 11,5	27,8	662,6
Obligations et assimilés	1 439,9	61,2	- 23,3	11,1	- 25,7	- 8,7	37,9	1 477,8
Titres de créance à court terme	192,7	- 11,4	2,2	5,9	0,9	- 4,6	- 9,2	183,5
Titres français	3 052,7	0,5	28,3	35,7	23,1	- 30,5	28,8	3 081,5
Actions et titres d'OPC	743,1	5,1	31,2	0,9	61,2	- 30,9	36,3	779,4
Obligations et assimilés	2 067,4	23,0	- 7,1	31,6	- 39,1	0,4	15,9	2 083,4
Titres de créance à court terme	242,2	- 27,7	4,2	3,2	1,1	0,0	- 23,5	218,7
Pour mémoire : valeurs du Trésor	1 138,7	11,9	- 17,7	0,0	- 17,7	0,0	- 5,8	1 132,9
Instruments financiers dérivés	- 59,1	10,8	17,0	0,1	16,9	0,0	27,8	- 31,3
Créances	1 041,6	139,4	- 361,2	40,6	- 401,7	0,0	- 221,8	819,8
Engagements	1 100,7	128,6	- 378,2	40,5	- 418,7	0,0	- 249,6	851,1
Autres investissements (hors avoirs de réserve)	- 100,0	- 77,2	- 13,6	- 4,0	0,0	- 9,6	- 90,9	- 190,9
Autres participations	37,9	0,1	1,8	3,2	0,0	- 1,4	1,8	39,7
Banque de France	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5
Administrations publiques	36,4	0,1	1,8	3,2	0,0	- 1,4	1,8	38,2
Numéraire et dépôts	- 195,3	- 35,5	- 21,5	- 15,6	0,0	- 5,9	- 57,0	- 252,3
Banque de France	- 80,1	12,3	- 1,0	- 1,0	0,0	0,0	11,2	- 68,9
Administrations publiques	- 12,3	0,7	0,1	0,2	0,0	- 0,1	0,8	- 11,5
Institutions financières monétaires	- 353,6	- 97,1	- 22,3	- 16,5	0,0	- 5,8	- 119,4	- 473,0
Autres secteurs b)	250,7	48,6	1,8	1,8	0,0	0,0	50,3	301,1
Prêts	94,0	- 43,6	9,2	11,6	0,0	- 2,4	- 34,4	59,5
Banque de France	- 80,9	5,8	- 8,2	- 8,2	0,0	0,0	- 2,4	- 83,3
Administrations publiques	13,6	- 2,8	0,0	0,0	16,0	0,0	- 2,8	10,8
Institutions financières monétaires	401,1	- 6,3	19,2	21,6	0,0	- 2,4	12,9	414,1
Autres secteurs b)	- 239,9	- 40,3	- 1,8	- 1,8	0,0	0,0	- 42,1	- 282,1
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 21,0	- 1,5	- 2,5	- 2,5	0,0	0,0	- 4,0	- 25,0
Autres comptes à payer/à recevoir	- 3,5	3,4	0,1	0,1	0,0	0,1	3,5	0,0
Institutions financières monétaires	- 3,4	3,5	0,1	0,1	0,0	0,1	3,6	0,3
Autres secteurs b)	- 0,1	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,1	- 0,2
Droits de tirage spéciaux	- 12,1	0,0	- 0,8	- 0,8	0,0	0,0	- 0,8	- 12,9
Avoirs de réserve	118,2	7,2	1,6	2,7	- 1,1	0,0	8,8	126,9
Solde	- 361,6	- 7,0	10,5	35,9	- 21,1	- 4,3	3,5	- 358,1
(en % du PIB)	- 17,0						- 16,4	

a) Avec les investissements directs en principe directionnel étendu.

b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, OPC non monétaires, chambres de compensation.

5.2 Les stocks d'investissements directs en valeur mixte^{a)}
Encours en fin d'année

(en milliards d'euros)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^{b)}	2013 ^{b)}	2014 ^{b)}	2015
Investissements directs français à l'étranger	625,3	686,1	671,3	777,8	877,9	964,5	964,4	961,1	1 025,6	1 101,2
Capitaux propres	619,3	682,7	672,6	756,9	864,3	894,1	948,5	940,2	993,1	1 062,6
Entreprises cotées	104,4	132,7	40,5	59,4	67,7	54,5	55,9	60,0	60,0	72,1
Entreprises non cotées et immobilier	514,9	550,0	632,1	697,4	796,6	839,6	892,6	880,2	933,1	990,5
Autres opérations (prêts)	6,0	3,4	- 1,3	20,9	13,6	70,4	16,0	20,8	32,4	38,6
Investissements directs étrangers en France	374,9	423,6	404,5	449,8	472,0	540,1	515,7	552,1	560,9	606,3
Capitaux propres	392,7	426,1	403,8	434,1	460,8	460,8	470,4	501,9	523,0	575,5
Entreprises cotées	72,0	71,3	39,2	64,0	65,0	51,6	62,3	80,6	86,5	113,1
Entreprises non cotées et immobilier	320,8	354,8	364,6	370,2	395,9	409,2	408,1	421,3	436,5	462,4
Autres opérations (prêts)	- 17,8	- 2,4	0,7	15,7	11,2	79,3	45,3	50,1	37,9	30,8
Solde net des investissements directs	250,4	262,5	266,7	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	464,7	494,9
Capitaux propres	226,5	256,7	268,8	322,8	403,5	433,3	478,1	438,3	470,1	487,0
Entreprises cotées	32,5	61,4	1,4	- 4,5	2,7	2,9	- 6,4	- 20,7	- 26,5	- 41,0
Entreprises non cotées et immobilier	194,1	195,2	267,4	327,3	400,7	430,4	484,5	459,0	496,6	528,0
Autres opérations (prêts)	23,8	5,8	- 2,1	5,2	2,4	- 8,9	- 29,3	- 29,3	- 5,4	7,8

a) Les stocks d'investissements directs en valeur mixte à fin 2015 sont estimés à partir des encours à fin 2014, des flux d'investissements directs de l'année 2015 et de la prise en compte des variations de change pour les positions en devises.

b) Données révisées.

Note : Les encours de prêts intragroupe sont calculés après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu ; ils prennent en compte les crédits commerciaux entre sociétés affiliées à compter de fin 2011.

5.3 Évolution des investissements directs entre fin 2013 et fin 2014
(en valeur mixte)

5. POSITION
EXTÉRIEURE

(en milliards d'euros)

	Encours à fin 2013 ^{a)}	Flux de balance des paiements 2014 ^{b)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{b)}				Total des variations entre les deux encours ^{b)}	Encours à fin 2014 ^{a)}	
			Total ^{b)}	dont variation monétaire ou effet- change ^{b)}	dont variation boursière ou effet-prix ^{b)}	dont autres ajustements ^{b)}			
1	2	3					4 = (2 + 3)	5 = (1 + 4)	
Investissements directs français à l'étranger									
Capitaux propres	940,2	26,0	26,9	28,0	0,2	- 1,4	52,9	993,1	
Entreprises cotées	60,0	3,3	- 3,2	- 1,5	0,2	- 2,0	0,0	60,0	
Entreprises non cotées et immobilier	880,2	22,7	30,2	29,5	0,0	0,6	52,9	933,1	
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	20,8	10,2	1,4	2,2	0,0	- 0,8	11,6	32,4	
Investissements directs étrangers en France									
Capitaux propres	501,9	14,9	6,2	0,0	6,4	- 0,2	21,1	523,0	
Entreprises cotées	80,6	- 0,9	6,8	0,0	6,4	0,5	5,9	86,5	
Entreprises non cotées et immobilier	421,3	15,9	- 0,7	0,0	0,0	- 0,7	15,2	436,5	
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	50,1	- 14,8	2,5	0,1	0,0	2,4	- 12,3	37,9	
Position nette	409,0	36,0	19,7	30,1	- 6,1	- 4,4	55,7	464,7	
Capitaux propres									
Entreprises cotées	438,3	11,0	20,8	28,0	- 6,1	- 1,2	31,8	470,1	
Entreprises non cotées et immobilier	- 20,7	4,2	- 10,0	- 1,5	- 6,1	- 2,5	- 5,9	- 26,5	
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	459,0	6,9	30,8	29,5	0,0	1,3	37,7	496,6	
	- 29,3	25,0	- 1,1	2,1	0,0	- 3,2	23,9	- 5,4	

a) Données révisées.

b) Signe conforme à la nouvelle méthodologie de balance des paiements :

sans signe : augmentation des créances ou des engagements.

signe (-) : diminution des créances ou des engagements.

c) Après reclassement des encours de prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

5.4 Évolution des investissements directs entre fin 2014 et fin 2015
(en valeur mixte)

(en milliards d'euros)

	Encours à fin 2014 ^{a)}	Flux de balance des paiements 2015 ^{b)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{b)}				Total des variations entre les deux encours ^{b)}	Encours à fin 2015
			Total	dont variation monétaire ou effet- change ^{b)}	dont variation boursière ou effet-prix ^{b)}	dont autres ajustements ^{b)}		
			1	2	3			
Investissements directs français à l'étranger	1 025,6	33,8	41,8	33,7	9,2	- 1,1	75,6	1 101,2
Capitaux propres	993,1	28,7	40,7	31,5	9,2	0,0	69,4	1 062,6
Entreprises cotées	60,0	0,5	11,6	2,4	9,2	0,0	12,0	72,1
Entreprises non cotées et immobilier	933,1	28,3	29,1	29,1	0,0	0,0	57,4	990,5
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	32,4	5,1	1,1	2,2	0,0	- 1,1	6,2	38,6
Investissements directs étrangers en France	560,9	35,7	9,7	- 0,2	10,6	- 0,6	45,4	606,3
Capitaux propres	523,0	41,9	10,6	0,0	10,6	0,0	52,5	575,5
Entreprises cotées	86,5	16,0	10,6	0,0	10,6	0,0	26,5	113,1
Entreprises non cotées et immobilier	436,5	25,9	0,0	0,0	0,0	0,0	25,9	462,4
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	37,9	- 6,2	- 0,9	- 0,2	0,0	- 0,6	- 7,0	30,8
Position nette	464,7	- 1,9	32,1	33,9	- 1,4	- 0,5	30,2	494,9
Capitaux propres	470,1	- 13,2	30,1	31,5	- 1,4	0,0	16,9	487,0
Entreprises cotées	- 26,5	- 15,5	1,0	2,4	- 1,4	0,0	- 14,5	- 41,0
Entreprises non cotées et immobilier	496,6	2,3	29,1	29,1	0,0	0,0	31,4	528,0
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	- 5,4	11,3	2,0	2,4	0,0	- 0,5	13,2	7,8

a) Données révisées.

b) Signe conforme à la nouvelle méthodologie de balance des paiements :

sans signe : augmentation des créances ou des engagements.

signe (-) : diminution des créances ou des engagements.

c) Après reclassement des encours de prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

**5.5 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie
des stocks d'investissements directs français à l'étranger en valeur mixte^{a)}**

**5. POSITION
EXTÉRIEURE**

(en milliards d'euros)

	2012 ^{b)}	2013 ^{b)}	2014 ^{b)}	2015 ^{c)}	2015 (en %)
Union européenne (à 28)	553,5	572,4	600,7	637,2	57,9
Union économique et monétaire (à 19)	429,9	446,5	460,0	479,2	43,5
dont : Allemagne	52,1	50,9	50,9	55,0	5,0
Belgique	136,2	148,8	147,1	144,5	13,1
Espagne	36,1	40,0	38,4	37,5	3,4
Irlande	16,9	16,7	18,7	21,5	2,0
Italie	40,3	43,0	45,4	50,8	4,6
Luxembourg	42,5	44,3	42,9	47,0	4,3
Pays-Bas	92,7	93,1	106,9	112,9	10,3
Autres pays de l'Union européenne	123,6	125,9	140,6	158,0	14,3
dont : Danemark	3,3	3,4	2,8	2,8	0,3
Pologne	12,7	12,7	14,1	14,5	1,3
République tchèque	8,1	7,7	8,0	8,6	0,8
Roumanie	4,2	3,8	3,8	4,2	0,4
Royaume-Uni	87,8	90,7	105,1	121,4	11,0
Suède	3,5	3,2	2,8	2,5	0,2
Reste du monde	410,9	388,7	424,9	463,9	42,1
dont : Afrique du Sud	1,1	1,1	2,1	2,0	0,2
Algérie	2,2	2,0	2,0	1,8	0,2
Angola	6,2	6,1	6,1	5,2	0,5
Arabie saoudite	2,8	2,3	3,4	4,4	0,4
Argentine	2,2	2,1	2,6	2,9	0,3
Australie	6,8	5,5	6,7	7,0	0,6
Bermudes	5,8	5,9	4,3	5,4	0,5
Brésil	23,6	20,3	24,8	14,6	1,3
Chine	16,1	17,4	21,2	23,4	2,1
Canada	10,8	8,5	8,9	6,7	0,6
Congo	2,6	2,9	3,4	4,7	0,4
Corée du Sud	3,4	3,3	3,7	4,0	0,4
Égypte	4,7	2,7	3,3	3,5	0,3
Émirats arabes unis	0,6	0,0	- 0,5	0,1	0,0
États-Unis	162,8	148,2	176,4	198,8	18,1
Hong Kong	6,7	6,8	7,7	9,8	0,9
Inde	3,1	3,0	4,0	4,6	0,4
Indonésie	2,0	2,1	2,4	2,5	0,2
Israël	2,1	2,3	2,4	2,7	0,2
Japon	24,3	19,7	21,1	28,1	2,6
Jersey	1,6	1,6	1,5	1,5	0,1
Kazakhstan	- 0,2	- 0,3	- 0,7	- 0,8	- 0,1
Maroc	11,1	12,3	9,2	9,3	0,8
Mexique	2,1	2,6	2,6	2,3	0,2
Nigeria	5,8	6,6	8,3	9,6	0,9
Qatar	2,0	2,2	2,3	2,4	0,2
Russie	13,4	12,3	8,2	8,8	0,8
Singapour	8,2	8,3	9,2	10,7	1,0
Suisse	39,1	40,1	36,2	39,4	3,6
Thaïlande	2,0	2,2	2,7	3,1	0,3
Turquie	3,5	3,3	3,7	3,9	0,4
Ukraine	1,0	1,0	0,3	- 0,1	0,0
Total	964,4	961,1	1 025,6	1 101,2	100,0

a) Les prêts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2013 et des flux d'investissements directs de l'année 2014.

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

5.6 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie
des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur mixte ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2012 ^{b)}	2013 ^{b)}	2014 ^{b)}	2015 ^{c)}	2015 (en %)
Union européenne (à 28)	379,4	399,8	408,5	422,8	69,7
Union économique et monétaire (à 19)	319,0	334,6	339,6	344,7	56,9
dont : Allemagne	58,3	55,0	53,0	58,2	9,6
Belgique	51,7	47,7	46,8	54,5	9,0
Espagne	17,3	19,7	14,6	15,5	2,6
Irlande	1,7	0,5	5,7	4,8	0,8
Italie	13,7	15,0	15,6	13,9	2,3
Luxembourg	85,8	104,5	117,3	118,4	19,5
Pays-Bas	84,2	85,9	82,0	73,7	12,1
Autres pays de l'Union européenne	60,4	65,2	68,9	78,1	12,9
dont : Danemark	5,1	5,9	5,4	5,9	1,0
Pologne	- 2,0	- 1,5	- 1,5	0,4	0,1
République tchèque	1,2	0,9	0,5	0,5	0,1
Roumanie	0,2	0,0	- 0,1	0,0	0,0
Royaume-Uni	52,0	54,8	59,8	65,9	10,9
Suède	3,7	4,4	4,0	4,7	0,8
Reste du monde	136,3	152,3	152,4	183,6	30,3
Algérie	0,3	0,4	0,5	0,7	0,1
Arabie saoudite	0,2	0,5	0,4	0,4	0,1
Australie	0,6	0,4	1,6	1,1	0,2
Bermudes	0,4	0,3	0,2	0,2	0,0
Brésil	- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,2	0,0
Canada	2,8	2,7	2,8	3,1	0,5
Chine	0,5	0,9	0,9	1,9	0,3
Corée du Sud	0,5	0,4	0,5	1,0	0,2
Égypte	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0
Émirats arabes unis	0,9	4,8	0,5	1,1	0,2
États-Unis	56,1	60,1	64,0	65,7	10,8
Gabon	0,6	0,4	0,3	0,2	0,0
Hong Kong	1,7	1,0	2,3	3,2	0,5
Île de Man	0,4	0,4	0,4	0,4	0,1
Îles Vierges britanniques	0,1	0,5	0,1	0,1	0,0
Inde	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Israël	0,2	0,3	0,2	0,2	0,0
Japon	11,5	12,3	12,4	14,5	2,4
Jersey	1,0	0,8	0,8	0,8	0,1
Liban	2,3	2,5	2,7	3,0	0,5
Maroc	0,6	0,3	0,3	0,5	0,1
Mexique	0,0	0,5	0,6	0,3	0,1
Qatar	1,4	1,1	1,5	1,7	0,3
Russie	0,9	1,1	1,4	1,8	0,3
Singapour	0,8	1,5	0,7	1,0	0,2
Suisse	47,1	51,4	47,5	70,7	11,7
Thaïlande	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0
Turquie	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0
Total	515,7	552,1	560,9	606,3	100,0

a) Les prêts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2014 et des flux d'investissements directs de l'année 2015.

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

5.7 Répartition sectorielle des investissements directs français à l'étranger en valeur mixte^{a)}

(en milliards d'euros)

5. POSITION EXTÉRIEURE

	2012	2013	2014	2015 ^{b)}	2015 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,3	0,3	0,3	0,3	0,0
Industries extractives	56,2	63,0	60,9	68,0	6,2
dont : Extraction de pétrole et de gaz	52,3	58,2	57,6	62,3	5,7
Industries manufacturières	275,0	270,6	304,9	324,2	29,4
dont : Industries agricoles et alimentaires	36,1	40,0	38,0	40,5	3,7
Industrie du textile et habillement	7,8	9,5	11,7	14,1	1,3
Industrie du bois, édition et imprimerie	1,2	1,8	1,9	1,8	0,2
Cokéfaction et raffinage	13,0	15,3	16,6	16,7	1,5
Industrie chimique	23,6	24,8	27,8	31,9	2,9
Industrie pharmaceutique	43,7	42,9	47,8	52,6	4,8
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	11,0	12,0	11,8	12,9	1,2
Industries métallurgiques	7,0	6,6	6,7	4,8	0,4
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	18,3	14,3	17,7	17,1	1,6
Fabrication de machines et équipements	17,5	14,8	20,7	21,3	1,9
Industrie automobile	39,0	34,1	35,9	39,9	3,6
Fabrication d'autres matériels de transport	7,8	9,6	14,8	17,6	1,6
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	72,3	69,3	74,3	77,1	7,0
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	9,1	8,3	6,2	4,9	0,4
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	7,0	7,2	5,1	4,2	0,4
Construction	26,2	24,4	28,5	27,0	2,5
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	58,9	60,9	67,2	69,5	6,3
dont : Commerce de gros	19,1	19,9	22,0	23,1	2,1
Commerce de détail	34,9	36,2	39,7	40,8	3,7
Transports et entreposage	6,4	7,5	6,2	7,3	0,7
dont : Transports terrestres et transports par conduites	- 0,2	1,2	- 0,1	1,0	0,1
Transports par eau	0,4	0,2	0,4	0,4	0,0
Transports aériens	1,7	1,4	0,5	0,6	0,1
Entreposage et services auxiliaires des transports	4,4	4,6	5,4	5,4	0,5
Hébergement et restauration	9,0	8,4	9,3	9,4	0,9
Information et communication	73,3	68,4	73,1	84,7	7,7
dont : Cinéma, vidéo et télévision	24,6	18,1	17,6	16,2	1,5
Télécommunications	32,4	32,1	32,8	38,2	3,5
Activités financières et d'assurance	259,1	257,3	260,3	275,7	25,0
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	159,0	154,2	152,8	158,7	14,4
dont activités des sociétés holding	26,4	26,0	25,8	29,2	2,7
Assurance	59,7	58,8	62,3	65,6	6,0
Activités immobilières^{c)}	48,4	52,1	55,6	72,9	6,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	50,3	49,7	52,4	53,8	4,9
dont : Activités juridiques et comptables	1,0	1,2	1,2	1,0	0,1
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	25,1	26,4	27,8	28,3	2,6
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	13,3	11,8	11,7	12,8	1,2
Recherche-développement scientifique	0,7	0,5	0,4	0,3	0,0
Publicité et études de marché	10,6	9,6	11,3	11,4	1,0
Activités de services administratifs et de soutien	4,8	4,0	3,3	6,2	0,6
Enseignement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Santé humaine et action sociale	1,0	0,9	1,0	1,4	0,1
Arts, spectacles et activités récréatives	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Autres activités de services	0,4	0,4	0,5	0,5	0,0
Montants non ventilés^{d)}	13,4	15,4	21,6	18,1	1,6
Total	964,4	961,1	1 025,6	1 101,1	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2014 et des flux d'investissements directs de l'année 2015.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements à l'étranger des entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les biens immobiliers stricto sensu situés à l'étranger détenus par des résidents.

d) Une partie des stocks de prêts-emprunts intragroupe proviennent de données extrapolées et ne sont pas ventilées par secteur.

Note : Les sociétés holding appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

5.8 Répartition sectorielle des investissements directs étrangers en France
en valeur mixte^{a)}

(en milliards d'euros)

	2012	2013	2014	2015 ^{b)}	2015 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,4	0,4	0,4	0,4	0,1
Industries extractives	0,4	0,4	0,7	3,7	0,6
dont : Extraction de pétrole et de gaz	0,2	0,2	0,5	0,3	0,0
Industries manufacturières	139,8	148,8	153,0	160,3	26,4
dont : Industries agricoles et alimentaires	25,3	27,9	29,0	30,6	5,0
Industrie du textile et habillement	2,0	2,1	2,6	2,3	0,4
Industrie du bois, édition et imprimerie	4,0	3,3	4,4	3,7	0,6
Cokéfaction et raffinage	0,8	1,2	1,4	0,8	0,1
Industrie chimique	30,7	34,1	29,5	31,5	5,2
Industrie pharmaceutique	28,1	26,2	27,0	30,1	5,0
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	2,3	4,4	4,2	7,1	1,2
Industries métallurgiques	6,5	6,6	6,6	6,2	1,0
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	6,7	5,0	6,3	6,6	1,1
Fabrication de machines et équipements	0,0	1,0	1,3	7,5	1,2
Industrie automobile	6,3	7,1	8,6	10,5	1,7
Fabrication d'autres matériels de transport	0,4	1,6	5,6	4,6	0,8
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	4,6	4,1	3,7	3,8	0,6
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,4	0,4	0,3	0,6	0,1
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Construction	7,5	8,4	9,7	23,4	3,9
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	34,4	38,3	39,2	44,0	7,3
dont : Commerce de gros	16,3	16,5	17,2	18,8	3,1
Commerce de détail	15,0	18,9	19,9	23,1	3,8
Transports et entreposage	8,5	9,3	6,8	7,7	1,3
dont : Transports terrestres et transports par conduites	3,8	3,9	1,1	1,2	0,2
Transports par eau	1,3	1,4	1,4	1,7	0,3
Transports aériens	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0
Entreposage et services auxiliaires des transports	3,1	4,1	4,0	4,6	0,8
Hébergement et restauration	5,4	5,6	5,1	4,4	0,7
Information et communication	12,8	13,5	13,5	16,1	2,7
dont : Cinéma, vidéo et télévision	2,1	2,0	1,8	1,5	0,3
Télécommunications	- 0,5	0,7	0,8	0,8	0,1
Activités financières et d'assurance	132,9	140,9	154,8	161,5	26,6
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	43,7	47,0	47,4	51,0	8,4
dont activités des sociétés holding	52,8	56,3	61,1	66,1	10,9
Assurance	21,8	20,5	21,2	22,4	3,7
Activités immobilières^{c)}	115,6	123,0	129,1	136,1	22,4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	24,4	26,5	28,0	28,1	4,6
dont : Activités juridiques et comptables	0,8	0,9	0,9	0,9	0,2
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	18,1	20,7	21,3	21,3	3,5
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	2,6	2,0	2,7	1,6	0,3
Recherche-développement scientifique	1,6	1,7	1,6	2,7	0,4
Publicité et études de marché	1,1	1,0	1,1	1,3	0,2
Activités de services administratifs et de soutien	8,3	9,8	7,0	7,2	1,2
Enseignement	1,0	1,0	1,0	1,0	0,2
Santé humaine et action sociale	3,4	2,7	3,1	2,5	0,4
Arts, spectacles et activités créatives	0,8	0,8	0,9	0,7	0,1
Autres activités de services	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0
Montants non ventilés^{d)}	14,9	18,1	4,4	4,7	0,8
Total	515,7	552,1	560,9	606,4	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite «NAF rév. 2». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2014 et des flux d'investissements directs de l'année 2015.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements étrangers dans le secteur immobilier et les biens immobiliers stricto sensu situés sur le territoire français et détenus par des non-résidents.

d) Une partie des stocks de prêts-emprunts intragroupe proviennent de données extrapolées et ne sont pas ventilées par secteur.

Note : Les sociétés holding appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

5.9 Investissements directs français à l'étranger – stocks en valeur mixte

Les 25 principaux groupes français ayant investi à l'étranger à fin 2015
par le montant de leurs investissements en valeur mixte

5. POSITION EXTÉRIEURE

Groupes investisseurs résidents (par ordre alphabétique)	Activités des groupes investisseurs
Air Liquide	Industrie chimique
Alcatel Lucent	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques
Axa	Assurance
BNP Paribas	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
BPCE	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Cap Gemini	Programmation, activités informatiques
Carrefour	Commerce de détail
Compagnie générale des établissements Michelin	Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique
Compagnie de Saint-Gobain	Autres industries manufacturières
Crédit Agricole	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Danone	Industries agricoles et alimentaires
Électricité de France	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
Engie	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
Financière Pinault (Kering)	Commerce de détail
Groupe Arnault (LVMH)	Industrie du textile et habillement
Groupe Auchan	Commerce de détail
Orange	Télécommunications
Pernod Ricard	Industries agricoles et alimentaires
Renault	Industrie automobile
Sanofi	Industrie pharmaceutique
Schneider Electric	Autres industries manufacturières
Société Générale	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Total SA	Extraction de pétrole et de gaz
Vivendi	Information et communication
Wendel	Activités d'investissement

5.10 Investissements directs étrangers en France – stocks en valeur mixte

Les 25 principaux groupes étrangers ayant investi en France à fin 2015
par le montant de leurs investissements en valeur mixte

Entreprises ou groupes étrangers (par ordre alphabétique)	Origine géographique	Activités des groupes étrangers investisseurs
Allianz SE	Allemagne	Assurance
Altice	Pays-Bas	Information et communication
ArcelorMittal	Luxembourg	Industries métallurgiques
Aviva Plc	Royaume-Uni	Assurance
Bayer Aktiengesellschaft	Allemagne	Industrie chimique
Danaher Corporation	États-Unis	Autres industries manufacturières
Diageo	Royaume-Uni	Industries agricoles et alimentaires
General Electric Company	États-Unis	Autres industries manufacturières
Generali Assicurazioni Spa	Italie	Assurance
Holcim Ltd	Suisse	Autres industries manufacturières
HSBC Holdings Plc	Royaume-Uni	Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite
Kingfisher Group Plc	Royaume-Uni	Commerce de détail
Massachusetts Financial Services	États-Unis	Fonds d'investissement
Mcdonald's Corporation	États-Unis	Restauration
Mondelez International Inc	États-Unis	Industries agricoles et alimentaires
Nestlé SA	Suisse	Industries agricoles et alimentaires
Nissan Motor Co	Japon	Industrie automobile
Parjointco N.V. (familles Desmarais [Canada] et Frère [Belgique])	Pays-Bas	Activités des sociétés holdings
SAP SE	Allemagne	Édition de logiciels
Sartorius AG	Allemagne	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques
Simon Property Group Inc	États-Unis	Activités immobilières
Société fédérale de participations et d'investissement (État belge)	Belgique	Administrations publiques
Solvay SA	Belgique	Industrie chimique
Unilever NV	Pays-Bas	Industries agricoles et alimentaires
United Technologies Corp	États-Unis	Fabrication d'autres matériels de transport

5.11 Ventilation des stocks d'investissements de portefeuille vis-à-vis des non-résidents
Par nature d'instrument et par monnaie (euros/devises)

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Résidents sur titres étrangers	1 642,5	440,7	2 083,2	1 798,0	469,4	2 267,4	1 852,7	471,2	2 323,9
Actions et titres d'OPC	332,6	256,4	589,0	361,7	273,1	634,8	409,7	252,9	662,6
Actions	191,4	209,3	400,7	200,4	220,8	421,2	225,4	202,1	427,5
Titres d'OPC	141,2	47,1	188,3	161,3	52,3	213,6	184,3	50,8	235,1
Titres de créance à long terme	1 187,6	118,8	1 306,4	1 311,7	128,2	1 439,9	1 325,5	152,3	1 477,8
Titres de créance à court terme	122,3	65,5	187,8	124,6	68,2	192,7	117,6	66,0	183,5
Bons du Trésor à moins d'un an	32,5	55,3	87,8	25,2	62,7	87,8	17,4	61,2	78,6
Autres titres de créance à court terme	89,8	10,2	100,0	99,4	5,5	104,9	100,1	4,8	104,9
Non-résidents sur titres français	2 450,2	350,3	2 800,5	2 651,1	401,6	3 052,7	2 651,1	430,4	3 081,5
Actions et titres d'OPC	715,6	16,2	731,8	726,1	17,0	743,1	768,1	11,3	779,4
Actions	591,6	0,0	591,6	579,8	0,0	579,8	599,3	0,0	599,3
Titres d'OPC	124,0	16,2	140,2	146,3	17,0	163,3	168,8	11,3	180,1
Titres de créance à long terme	1 543,2	293,0	1 836,2	1 725,0	342,4	2 067,4	1 709,0	374,3	2 083,4
OAT	695,5		695,5	857,2		857,2	920,0		920,0
BTAN	182,9		182,9	137,7		137,7	86,5		86,5
Autres (BMTN, EMTN,...)	664,8	293,0	957,8	730,2	342,4	1 072,6	702,6	374,3	1 076,9
Titres de créance à court terme	191,4	41,1	232,6	200,0	42,2	242,2	173,9	44,9	218,7
Bons du Trésor à moins d'un an	138,9		138,9	143,9		143,9	126,5		126,5
Autres titres de créance à court terme	52,5	41,1	93,6	56,1	42,2	98,3	47,4	44,9	92,3
Position nette	- 807,8	90,5	- 717,3	- 853,1	67,8	- 785,3	- 798,3	40,7	- 757,6

5.12 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents

Par zone émettrice, par nature d'instrument et par secteur résident détenteur

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	IFM	Non- IFM	Total	IFM	Non- IFM	Total	IFM	Non- IFM	Total
Émetteurs de la zone euro	300,2	1 036,8	1 336,9	317,1	1 131,1	1 448,1	321,7	1 144,6	1 466,2
Actions et titres d'OPC	41,5	304,9	346,4	40,4	339,1	379,5	44,0	383,1	427,2
Titres de créance à long terme	204,5	696,9	901,4	226,1	758,4	984,6	228,3	735,4	963,7
Titres de créance à court terme	54,2	34,9	89,2	50,5	33,6	84,1	49,4	26,0	75,4
Émetteurs hors zone euro	210,9	535,4	746,3	234,4	584,8	819,3	258,4	599,2	857,7
Actions et titres d'OPC	75,2	167,5	242,6	73,3	182,0	255,3	66,9	168,6	235,5
Titres de créance à long terme	107,1	297,9	405,0	126,9	328,4	455,3	150,6	363,5	514,1
Titres de créance à court terme	28,6	70,0	98,6	34,3	74,4	108,7	41,0	67,2	108,2
Tous émetteurs	511,0	1 572,2	2 083,2	551,5	1 715,9	2 267,4	580,1	1 743,8	2 323,9
Actions et titres d'OPC	116,6	472,4	589,0	113,7	521,1	634,8	110,9	551,7	662,6
Titres de créance à long terme	311,5	994,9	1 306,4	353,0	1 086,8	1 439,9	378,9	1 098,9	1 477,8
Titres de créance à court terme	82,9	104,9	187,8	84,8	107,9	192,7	90,3	93,2	183,5

5.13 Ventilation des titres français détenus par les non-résidents
Par secteur émetteur et par monnaie

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Encours	2 450,2	350,3	2 800,5	2 651,1	401,6	3 052,7	2 651,1	430,4	3 081,5
Administrations publiques	1 085,8	49,7	1 135,5	1 218,4	48,0	1 266,4	1 207,9	54,3	1 262,2
OAT	695,5		695,5	857,2		857,2	920,0		920,0
Autres titres de créance à long terme	60,8	35,5	96,3	73,8	34,9	108,7	69,4	38,3	107,7
Bons du trésor (BTAN et BTF)	321,8		321,8	281,5		281,5	213,0		213,0
Autres titres de créance à court terme	7,7	14,1	21,8	5,9	13,2	19,0	5,5	16,0	21,5
Institutions financières monétaires	479,2	160,5	639,7	498,8	184,3	683,1	467,2	205,1	672,3
Actions et titres d'OPC	73,4	0,2	73,6	70,3	0,2	70,5	83,1	0,2	83,3
Titres de créance à long terme	371,6	136,5	508,1	390,7	160,2	550,9	355,8	181,7	537,5
Titres de créance à court terme	34,2	23,9	58,0	37,7	23,9	61,7	28,3	23,2	51,5
Autres secteurs	885,3	140,1	1 025,4	933,9	169,3	1 103,2	976,1	171,0	1 147,1
Actions et titres d'OPC	642,2	16,0	658,2	655,8	16,8	672,5	685,0	11,1	696,1
Titres de créance à long terme	232,4	121,0	353,4	265,6	147,4	413,0	277,4	154,3	431,7
Titres de créance à court terme	10,7	3,1	13,8	12,6	5,1	17,6	13,7	5,6	19,3

5.14 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par pays de résidence de l'émetteur et par nature de titres

5. POSITION EXTÉRIEURE

(en milliards d'euros)

	2014					2015				
	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	En %	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	En %
Union européenne (à 28)	441,4	1 201,7	1 23,2	1 766,3	77,9	486,1	1 192,7	117,1	1 795,9	77,3
Union économique et monétaire (à 19)	379,5	984,6	84,1	1 448,1	63,9	427,2	963,7	75,4	1 466,2	63,1
dont : Allemagne	77,6	119,1	6,5	203,2	9,0	85,6	111,1	15,5	212,2	9,1
Autriche	1,3	46,1	0,6	48,0	2,1	1,8	44,0	0,1	45,9	2,0
Belgique	14,4	70,0	13,1	97,5	4,3	17,7	71,1	12,9	101,7	4,4
Espagne	24,0	149,5	15,9	189,5	8,4	24,8	133,4	19,6	177,8	7,7
Finlande	4,1	12,5	0,1	16,8	0,7	4,5	11,4	0,1	15,9	0,7
Grèce	0,4	5,8	0,3	6,4	0,3	0,3	4,1	0,0	4,4	0,2
Irlande	40,2	53,1	4,9	98,2	4,3	43,5	58,1	3,5	105,1	4,5
Italie	20,6	225,0	12,6	258,2	11,4	29,6	208,2	4,3	242,1	10,4
Luxembourg	156,3	71,9	9,4	237,6	10,5	176,2	104,8	7,7	288,7	12,4
Pays-Bas	38,7	205,4	19,6	263,7	11,6	41,1	187,2	10,0	238,2	10,3
Portugal	1,5	18,5	0,2	20,1	0,9	1,6	18,8	1,2	21,6	0,9
Autres pays de l'Union européenne	61,9	217,1	39,1	318,2	14,0	59,0	229,0	41,7	329,7	14,2
dont : Pologne	2,6	5,0	0,0	7,6	0,3	2,3	5,2	0,0	7,5	0,3
République tchèque	0,0	2,6		2,6	0,1	0,1	2,3	0,1	2,5	0,1
Roumanie	0,0	0,3	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3	0,0	0,3	0,0
Royaume-Uni	50,1	125,5	34,2	209,9	9,3	45,4	137,9	37,0	220,3	9,5
Suède	4,4	26,1	3,0	33,5	1,5	4,8	27,5	2,5	34,8	1,5
Reste du monde	193,4	238,2	69,5	501,1	22,1	176,5	285,0	66,4	528,0	22,7
dont : Antilles néerlandaises	2,1	14,0		16,1	0,7	1,5	10,3	0,0	11,8	0,5
Bermudes	1,0	0,8	0,1	1,9	0,1	1,0	0,6	0,2	1,8	0,1
Brésil	2,8	2,4		5,2	0,2	1,7	2,5	0,0	4,2	0,2
Chine	8,0	0,7	0,0	8,8	0,4	8,3	0,6	0,6	9,5	0,4
Corée du sud	4,5	3,8	0,0	8,4	0,4	3,8	3,0	0,0	6,8	0,3
États-Unis	88,0	115,6	7,6	211,2	9,3	71,2	147,3	7,4	225,9	9,7
Îles Cayman	7,1	7,4	0,2	14,6	0,6	7,0	7,3	0,0	14,3	0,6
Inde	4,0	0,7	0,0	4,8	0,2	3,3	0,6		3,9	0,2
Japon	27,8	2,7	60,4	90,9	4,0	31,0	11,4	57,9	100,3	4,3
Jersey	5,4	6,0	0,1	11,5	0,5	4,1	6,0	0,1	10,2	0,4
Russie	1,8	0,1		1,9	0,1	1,5	0,1		1,6	0,1
Suisse	20,5	1,3	0,3	22,0	1,0	23,0	1,8	0,1	24,8	1,1
Turquie	0,6	1,4	0,0	2,0	0,1	0,2	1,3	0,0	1,5	0,1
Total	634,8	1 439,9	192,7	2 267,4	100,0	662,6	1 477,8	183,5	2 323,9	100,0

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

5.15 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents
Par zone émettrice, par nature d'instrument et par monnaie

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Émetteurs de la zone euro	1 270,6	66,4	1 336,9	1 372,9	75,2	1 448,1	1 394,5	71,7	1 466,2
Actions et titres d'OPC	312,0	34,4	346,4	339,9	39,6	379,5	388,6	38,6	427,2
Actions	184,4	2,4	186,8	192,4	2,3	194,7	217,7	2,5	220,3
Titres d'OPC	127,6	32,0	159,6	147,5	37,4	184,8	170,9	36,0	206,9
Titres de créance à long terme	871,6	29,8	901,4	952,2	32,4	984,6	932,2	31,5	963,7
Titres de créance à court terme	87,0	2,2	89,2	80,9	3,2	84,1	73,8	1,6	75,4
Bons du Trésor à moins d'un an	32,5	0,5	33,0	25,1	0,1	25,2	17,4	0,0	17,4
Autres titres de créance à court terme	54,5	1,7	56,2	55,7	3,1	58,9	56,4	1,6	57,9
Émetteurs hors zone euro	371,9	374,4	746,3	425,0	394,2	819,3	458,2	399,5	857,7
Actions et titres d'OPC	20,6	222,0	242,6	21,8	233,5	255,3	21,1	214,3	235,5
Actions	7,0	206,9	213,9	8,0	218,5	226,5	7,7	199,5	207,2
Titres d'OPC	13,6	15,1	28,7	13,8	15,0	28,8	13,5	14,8	28,2
Titres de créance à long terme	316,0	89,0	405,0	359,5	95,8	455,3	393,3	120,8	514,1
Titres de créance à court terme	35,3	63,3	98,6	43,7	64,9	108,7	43,8	64,4	108,2
Bons du Trésor à moins d'un an	0,0	54,8	54,8	0,0	62,6	62,6	0,0	61,2	61,2
Autres titres de créance à court terme	35,3	8,6	43,8	43,7	2,4	46,1	43,7	3,2	47,0

5.16 Répartition par devise des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale)

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Euros	649,5	619,5	30,0	657,8	665,1	- 7,3	605,4	676,8	- 71,4
... vis-à-vis de la zone euro	359,8	250,2	109,6	366,6	296,3	70,3	339,5	312,1	27,4
... vis-à-vis des pays hors zone euro	289,8	369,3	- 79,5	291,2	368,8	- 77,6	265,9	364,7	- 98,8
Devises	447,7	411,6	36,1	542,8	491,3	51,5	537,6	524,8	12,8
... vis-à-vis de la zone euro	37,5	61,5	- 24,0	52,6	74,6	- 22,0	50,5	97,4	- 46,9
... vis-à-vis des pays hors zone euro	410,2	350,1	60,1	490,2	416,7	73,5	487,1	427,4	59,7
Total	1 097,2	1 031,1	66,1	1 200,6	1 156,4	44,2	1 143,0	1 201,6	- 58,6

5.17 Répartition par secteur de contrepartie des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale)

(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Interbancaire	735,5	685,6	49,9	795,9	768,0	27,9	728,5	767,3	- 38,8
Euros	456,7	398,8	58,0	469,1	421,0	48,1	420,5	411,7	8,8
Devises	278,8	286,8	- 8,1	326,8	347,0	- 20,2	308,0	355,5	- 47,6
Clientèle financière et non financière	361,7	345,5	16,2	404,6	388,4	16,3	414,5	434,4	- 19,9
Euros	192,8	220,7	- 28,0	188,7	244,1	- 55,4	184,8	265,1	- 80,2
Devises	168,9	124,8	44,1	216,0	144,3	71,7	229,7	169,3	60,4
Total	1 097,2	1 031,1	66,1	1 200,6	1 156,4	44,2	1 143,0	1 201,6	- 58,7

5.18 Répartition géographique des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale)
(en milliards d'euros)

	2013			2014			2015		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Union européenne (à 28)	641,4	645,5	- 4,1	653,1	698,5	- 45,4	650,5	751,2	- 100,7
Union économique et monétaire (à 19)	397,2	311,7	85,5	419,1	370,7	48,4	390,0	409,5	- 19,5
dont : Allemagne	52,0	95,7	- 43,7	53,3	101,9	- 48,6	48,8	108,8	- 60,0
Belgique	19,3	21,8	- 2,5	21,0	21,1	- 0,1	17,6	22,1	- 4,5
Espagne	80,6	14,6	66,0	85,4	25,9	59,5	73,2	19,2	54,0
Irlande	34,6	26,9	7,7	44,0	34,1	9,9	36,3	37,1	- 0,8
Italie	102,3	27,2	75,1	102,5	36,9	65,6	109,7	38,7	71,0
Luxembourg	57,3	83,3	- 26,0	62,9	108,7	- 45,8	59,2	141,4	- 82,2
Pays-Bas	36,1	24,3	11,8	35,5	29,1	6,4	31,8	27,0	4,8
Autres pays de l'Union européenne	244,2	333,8	- 89,6	234,0	327,8	- 93,8	260,5	341,7	- 81,2
dont : Pologne	5,3	1,7	3,6	5,0	1,5	3,5	4,9	1,7	3,2
République tchèque	1,5	2,6	- 1,1	1,4	0,9	0,5	1,3	0,5	0,8
Roumanie	2,7	0,1	2,6	2,1	0,1	2,0	1,8	0,2	1,6
Royaume-Uni	224,1	299,5	- 75,4	216,1	293,3	- 77,2	243,4	307,4	- 64,0
Suède	2,2	2,0	0,2	3,8	1,8	2,0	1,9	1,8	0,1
Reste du monde	455,7	385,6	70,1	547,4	458,0	89,4	492,5	450,5	42,0
dont : Brésil	5,4	0,4	5,0	6,4	0,4	6,0	8,2	0,7	7,5
Chine	8,6	7,1	1,5	19,5	6,6	12,9	11,0	15,3	- 4,3
États-Unis	112,1	132,6	- 20,5	135,2	147,1	- 11,9	104,2	126,4	- 22,2
Inde	2,4	0,1	2,3	2,7	0,1	2,6	2,0	0,2	1,8
Japon	62,9	14,1	48,8	120,2	31,4	88,8	105,3	35,6	69,7
Russie	14,0	5,5	8,5	9,6	13,9	- 4,3	6,7	7,6	- 0,9
Suisse	33,6	31,1	2,5	28,6	34,0	- 5,4	44,3	42,5	1,8
Turquie	9,5	0,5	9,0	10,6	1,0	9,6	10,6	1,0	9,6
Centres extra-territoriaux	126,9	112,3	14,6	128,2	129,2	- 1,0	105,7	129,2	- 23,5
Total	1 097,2	1 031,1	66,1	1 200,6	1 156,4	44,2	1 143,0	1 201,6	- 58,6

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

5.19 Répartition par instruments des prêts-emprunts des IFM résidentes

(en milliards d'euros)

5. POSITION EXTÉRIEURE

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2013	2014	2015	2013	2014	2015
Créances	1 097,2	1 200,6	1 143,0	700,0	781,4	753,0
Dépôts	734,7	792,9	728,3	423,3	461,6	418,3
Prêts	359,2	401,1	414,1	273,9	314,2	334,2
Autres comptes à payer/à recevoir	3,3	6,6	0,6	2,8	5,6	0,5
Engagements	1 031,1	1 156,4	1201,6	719,4	785,5	792,1
Dépôts	1 029,2	1 146,5	1201,2	718,3	780,4	791,8
Prêts						
Autres comptes à payer/à recevoir	1,9	9,9	0,4	1,1	5,1	0,1
Position	66,1	44,2	- 58,7	- 19,4	- 4,1	- 39,1
Dépôts	- 294,5	- 353,6	- 473,0	- 295,0	- 318,7	- 373,5
Prêts	359,2	401,1	414,1	273,9	314,2	414,1
Autres comptes à payer/à recevoir	1,5	- 3,4	0,3	1,6	0,5	0,3

5.20 Position extérieure de la Banque de France vis-à-vis des non-résidents

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année			Variation 2015
	2013	2014	2015	
Créances	350,4	365,6	393,9	28,3
Portefeuille propre de la Banque de France ^{a)}	145,2	145,9	157,3	11,4
Titres émis par des résidents de la zone euro hors France	88,2	85,8	102,6	16,8
Euros	84,7	82,1	97,9	15,8
Devises	3,5	3,7	4,7	1,0
Titres émis par des non-résidents de la zone euro	57,0	60,1	54,7	- 5,4
Euros	2,0	2,2	1,7	- 0,5
Devises	55,0	57,9	53,0	- 4,9
Autres créances	23,4	20,3	21,7	1,3
Autres créances vis-à-vis de résidents de la zone euro hors France	1,5	2,0	1,0	- 1,1
Euros	0,8	1,5	0,0	- 1,5
Devises	0,7	0,5	1,0	0,4
Autres créances vis-à-vis de résidents hors zone euro hors France	12,1	8,6	11,0	2,4
Euros	4,7	1,6	3,1	1,5
Devises	7,5	7,0	7,8	0,9
Créance sur la BCE au titre des avoirs de réserve transférés	8,2	8,2	8,2	0,0
Participation au capital de la BCE	1,5	1,5	1,5	0,0
Billets	76,8	81,2	88,0	6,8
Avoirs de réserve	105,1	118,2	126,9	8,8
Engagements	263,2	273,1	273,2	0,1
Engagements envers le SEBC (TARGET)	16,2	17,0	29,2	12,2
Allocation de droits de tirage spéciaux ^{b)}	11,3	12,1	12,9	0,8
Depôts de la clientèle institutionnelle étrangère	130,5	131,3	110,1	- 21,2
Euros	28,1	28,5	15,0	- 13,4
Devises	102,5	102,8	95,1	- 7,7
Billets	105,2	112,7	120,9	8,2
Position	87,2	92,5	120,7	28,2
dont : position extérieure hors avoirs de réserve	- 17,9	- 25,7	- 6,2	19,5

a) Dont titres adossés aux dépôts de la clientèle institutionnelle.

b) Les allocations de droits de tirages spéciaux sont une composante de la position extérieure de la France selon le BPM6.

5.21 Prêts-emprunts (hors assurance-crédit) du secteur des administrations publiques vis-à-vis des non-résidents

5. POSITION
EXTÉRIEURE

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année		
	2013	2014	2015
Créances	93,0	97,9	97,8
<i>Euros</i>	77,5	80,5	77,9
<i>Devises</i>	15,6	17,4	19,9
Participation au capital des organismes internationaux	33,1	36,5	38,3
Créances à long terme	59,1	60,6	57,9
Créances à court terme	0,8	0,8	1,6
Engagements	56,0	60,2	60,3
<i>Euros</i>	56,0	60,2	60,3
<i>Devises</i>	0,0	0,0	0,0
Engagements à long terme	43,7	47,2	47,2
Engagements à court terme	12,4	13,1	13,1
Position	37,0	37,7	37,5
<i>Euros</i>	21,5	20,3	17,6
<i>Devises</i>	15,6	17,4	19,9

5.22 Prêts-emprunts (hors crédits commerciaux) des autres secteurs

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année								
	2013			2014			2015		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Créances	207,1	28,2	235,3	230,5	30,4	260,8	275	32,8	307,3
Secteur financier ^{a)}	159,6	13,8	173,4	183,1	16,2	199,3	222,9	13,1	236,0
Secteur non financier ^{b)}	47,5	14,4	62,0	47,4	14,1	61,5	51,6	19,7	71,3
Engagements	223,0	24,0	247,0	224,8	25,4	250,2	260,0	28,6	288,6
Secteur financier ^{a)}	176,9	14,2	191,1	182,8	15,7	198,5	215,5	14,4	229,9
Secteur non financier ^{b)}	46,1	9,8	55,9	42,0	9,7	51,7	44,5	14,2	58,7
Position	- 15,9	4,2	- 11,7	5,6	5,0	10,7	14,6	4,2	18,8

a) Intermédiaires financiers non monétaires : autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, sociétés d'assurance, institutions financières captives, fonds de pension.

b) Sociétés non financières, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

